

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES INFLUENCES DE GUNNAR MYRDAL
DANS LE DOMAINE DE L'ÉCONOMIE DU DÉVELOPPEMENT

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
MAGALI MONDERIE-LAROUCHE

JUIN 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

J'aimerais remercier Michèle Rioux, professeure au Département de Science Politique de l'UQAM, grâce à qui j'ai pu réaliser ce projet. Elle m'a aidée à structurer mes idées et m'a guidée tout au long de ce processus avec patience et générosité. J'aimerais aussi remercier mon mari, Thomas, qui m'a soutenue tout au long de mes études et je tiens à dire un merci spécial à Lorraine Monderie, Daniel Lafrenière, Chantal Trépanier ainsi qu'à Pierrette Monderie qui chacun leur tour m'ont aidée dans la rédaction de ce texte. Finalement, je remercie mes collègues de travail qui m'ont accordée des congés et m'ont remplacée lorsque j'ai eu besoin de temps pour travailler sur ce mémoire.

RÉSUMÉ.....	V
INTRODUCTION	1
Cadre théorique et structure du mémoire.....	6
CHAPITRE I	
LA VIE ET L'INFLUENCE POLITIQUE DE GUNNAR MYRDAL.....	10
1.1 La vie de Gunnar Myrdal.....	10
1.2 Les études de Myrdal.....	11
1.3 Les influences de Gunnar Myrdal.....	14
1.4 Sa carrière comme économiste	18
1.5 Sa carrière de politicien et son influence en politique	28
1.5.1 En Suède	28
1.5.2 Sur la scène internationale	32
CHAPITRE II	
L'ŒUVRE DE GUNNAR MYRDAL	35
2.1 Développement centré sur l'humain, le cœur de l'œuvre de Myrdal	35
2.2 Démocratie et égalité	38
2.3 Planification économique	44
2.4 État-providence national	46
2.5 Le monde-providence	49
CHAPITRE III	
L'INFLUENCE DE GUNNAR MYRDAL.....	53
3.1 Précurseurs.....	56
3.1.1 Walt Whitman Rostow.....	56

3.1.2 Arthur Lewis	61
3.1.3 Albert Hirschman.....	64
3.1.4 Paul Rosenstein-Rodan.....	66
3.2 Stucturalistes	67
3.2.1 Celso Furtado.....	68
3.2.2. Samir Amin.....	72
3.2.3 Raul Prebisch.....	74
3.3. Institutionnalistes	77
3.3.1. Joseph Stiglitz.....	78
3.3.2. Amartya Sen	82
3.3.3. Michaël Porter.....	85
CONCLUSION.....	87
BIBLIOGRAPHIE.....	93

RÉSUMÉ

Ce mémoire de maîtrise porte sur l'économiste Suédois Gunnar Myrdal et son œuvre. Gunnar Myrdal est un institutionnaliste dont les idées s'insèrent dans la discipline de l'économie du développement.

La vie, les études, la carrière et l'influence de cet auteur sur la discipline de l'économie du développement et sur la politique seront abordés et analysés pour répondre à la question de recherche : Quel regard Gunnar Myrdal pose-t-il sur le développement, comment cela se traduit-il dans ses écrits et quelle fut son influence en politique et sur la pensée en économie politique ?

En plus de se pencher sur les principaux concepts de l'œuvre de Gunnar Myrdal qui sont le développement centré sur l'humain, la démocratie et l'égalité, la planification économique, l'État-providence national et l'État-providence mondial, ce mémoire tentera une comparaison des idées de l'auteur avec les autres penseurs de l'économie du développement pour arriver à le situer dans cette discipline.

Ce mémoire démontre l'importance de Gunnar Myrdal et de ses idées car cet auteur prolifique a non seulement joué un rôle prédominant dans la politique de développement de son pays, la Suède, mais avec ses idées innovantes, il a contribué à influencer tout le domaine de l'économie du développement.

Mots clés : Gunnar Myrdal, Économie du développement, Institutionnalisme.

INTRODUCTION

Depuis l'avènement des États, en Occident, on constate de grandes transformations¹. Sur le plan politique, les monarchies sont devenues des démocraties, l'égalité des individus devant la loi est reconnue et les guerres de territoire sont choses du passé. L'économie de subsistance ou réservée à la monarchie a été remplacée la consommation de masse, où chacun peut acheter des produits fabriqués partout sur la planète. Toutefois, en ce début du 21^e siècle, il existe toujours des disparités majeures en termes de conditions de vie entre les États et il existe aussi des disparités sociales dans tous les pays. Selon l'ONU, en 2015, 15 % de la population mondiale vivra encore en dessous du seuil de la pauvreté². Lorsqu'on regarde l'Indice de développement humain, on constate que l'écart entre les pays les plus riches et les plus pauvres est énorme. Alors que les pays occidentaux obtiennent des notes en haut de 0.9 sur 1, de très nombreux pays du Sud ont des notes en bas de 0.4.³ Malgré l'évolution et le progrès, l'égalité n'est pas au rendez-vous.⁴ Les inégalités se creusent d'ailleurs entre les pays et au sein des pays.

Depuis les années cinquante, de nombreux économistes se sont penchés sur l'étude des disparités de développement entre les États. Gunnar Myrdal écrit, en 1969, ce qui suit : « L'étude scientifique des pays sous-développés en terme de dynamique de développement et de développement planifié est une tentative très récente, menée essentiellement depuis la seconde guerre mondiale. »⁵ L'économie du développement

¹ Polanyi, Karl. 1983. *La grande transformation : Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris : Gallimard, 350 p.

² ONU. 2012. *End hunger*. Campaigns and updates. Consulté le 29 décembre 2012. En ligne : <http://www.endpoverty2015.org/fr/>

³ PNUD. 2012. *Tendances régionales et nationales de l'Indice de développement humain*. Indicateurs internationaux de développement humain. Consulté le 29 décembre 2012. En ligne : <http://hdr.undp.org/fr/donnees/tendances/>

⁴ Myrdal, Gunnar, 1969. «L'État « mou » en pays sous-développés». *Tiers-Monde*, Vol 10, no.37, p. 5-

⁵ Ibid .7.

a depuis progressé et plusieurs penseurs, des sciences économiques et politiques ou d'autres disciplines, ont formulé des recommandations de politiques en matière de développement qui ont une dimension politique. Les penseurs en économie du développement ont émis une multitude d'idées et de concepts élaborés en matière de développement, mais force est de constater que notre modèle actuel ainsi que ceux du passé ne sont pas concluants, les inégalités persistent.⁶

À l'époque de l'émergence de la discipline de l'économie du développement, l'État doit jouer un rôle dans l'économie, ce qui se traduit dans les pays en développement par une conception de l'État développementaliste.⁷ Le développement devint alors une responsabilité politique. Depuis les années quatre-vingt, un retour au marché et à un libéralisme dogmatique axé sur la régulation exclusivement par les forces du marché s'est opéré dans la majorité des pays occidentaux. La mondialisation est désormais garante du développement mondial et les politiques doivent servir à libéraliser les marchés.⁸ Dans ce mémoire, nous avons voulu réfléchir à la question des réponses politiques aux problèmes du développement et des inégalités ainsi que de revisiter le rôle de l'État. Pour ce faire, nous avons choisi un auteur qui a eu une influence sur la pensée économique et sur les politiques économiques dans son pays. Il s'agit de Gunnar Myrdal.

Parmi les penseurs à s'être penchés sur les inégalités présentes dans le monde, Gunnar Myrdal, un homme politique suédois, a réussi à se démarquer comme théoricien important de cette discipline. Ce penseur du milieu du vingtième siècle a

⁶ Azoulay, Gérard. 2002. *Les théories du développement : du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités*. Paris : Lavoisier, 332 p.

⁷ Hugon, Philippe. 2007. « Retour sur une cinquantaine d'années d'économie du développement ». *Revue Tiers Monde*, vol. 3, no. 191, 256 p. Consulté le 22 octobre 2012. En ligne : http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=RTM_191_0717

⁸ Amin, Samir. 1994. « La nouvelle mondialisation capitaliste : Problèmes et Perspectives ». *Alternatives Sud*, vol. 1, 12 p. Cahiers édités par le Centre Tricontinental, Louvain-la-Neuve. Consulté le 12 juin 2012. En ligne : http://cetri.domainepublic.net/IMG/pdf/1994-1_Amin.pdf

élaboré des idées novatrices pour l'époque en ce qui concerne le développement. Favorisant l'aspect social plutôt qu'économique, Gunnar Myrdal est un des précurseurs selon lequel l'augmentation du niveau de vie doit servir l'égalité au niveau mondial. S'opposant aux idées dominantes de l'époque, il ne donne pas d'importance à la théorie qui stipule que la croissance économique est garante de développement. Sa conception de cette problématique, qui place le social en premier lieu, s'est propagée depuis, et de très nombreux penseurs se sont inspirés de ses travaux pour forger leurs propres théories. Nous avons choisi Gunnar Myrdal pour ses idées originales et sa conception particulière du monde. Les principales idées qu'il a développées seront mises en contexte et discutées afin de bien saisir son influence.⁹

Gunnar Myrdal commence sa carrière dans le contexte de l'après-guerre et participe à la création de ce que l'on nomme « l'État-providence » en Occident. Il va jusqu'à participer activement à son développement en Suède où il gravite dans la sphère politique. À la différence de beaucoup de théoriciens en économie du développement, Gunnar Myrdal a testé sa théorie et a mis en œuvre ses idées en vue de créer le développement. Mon intérêt pour l'étude de cet auteur tient en partie dans le fait qu'il ne s'est pas contenté de théories, il a appliqué ses idées et a démontré concrètement qu'elles pouvaient apporter des résultats sur une base nationale et internationale. Comme nous le verrons plus tard dans ce mémoire, Gunnar Myrdal a, dès le début de sa carrière politique, mis en place son modèle de développement national au sein de son gouvernement. L'État-providence de Myrdal est encore aujourd'hui bien présent dans le portrait politique suédois¹⁰ et l'on peut dire qu'il a fait ses preuves par le

⁹ Frobert Ludovic et Cyrille Ferraton. 2003. «Gunnar Myrdal l'économie comme science morale». *L'Économie politique*, no. 20, p. 100-112. Consulté le 31 mars 2011. En ligne : www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2003-4-page-100.htm.

¹⁰ Vidal, Jean-François. 2010. «Crises et transformations du modèle social-démocrate suédois». *Revue de la régulation*, no. 8, 15 p. Consulté le 27 janvier 2012. En ligne : <http://regulation.revues.org/index8931.html>

passé. Les écrits de Gunnar Myrdal ne manquent donc pas d'intérêt et sa vision reste pertinente au vingt et unième siècle.

Sur le plan méthodologique, nous avons sélectionné des textes sur la discipline et sur l'auteur. Cette sélection s'est faite à partir de plusieurs textes portant sur les idées de Myrdal et sur quelques auteurs importants de la discipline parmi les précurseurs, les institutionnalistes et les structuralistes. Les textes qui présentent directement Gunnar Myrdal et ceux où l'on discute de sa théorie ont été choisis pour leur authenticité. Les documents qui n'ont pas été écrits par Myrdal l'ont été par des chercheurs spécialistes de l'auteur.

Pour arriver à cerner Gunnar Myrdal et son œuvre, il a fallu plusieurs lectures. Les textes qui suivent sont ceux qui ont permis de comprendre l'auteur et de circonscrire ses principaux concepts. Le premier ouvrage important pour ce mémoire est celui de Gilles Dostaler « Les premiers travaux économiques de Gunnar Myrdal »¹¹ qui donne une meilleure compréhension du début de la carrière de Gunnar Myrdal. Louis Gill, dans *Myrdal et la « troisième voie »*¹², fournit une grande variété d'informations sur l'auteur dont la source de sa notoriété, l'application concrète de ses idées dans son pays, la Suède, avec un fort taux de réussite en matière de développement. L'auteur Suédois, Lindbeck Assar dans son ouvrage, *Swedish economic policy*¹³ et Jean-François Vidal dans « Crises et transformations du modèle social-démocrate

¹¹ Dostaler, Gilles. 1991. «Les premiers travaux économiques de Gunnar Myrdal». *L'Actualité économique*, vol. 67, no. 2, p.192-217. Consulté le 22 juin 2011. En ligne : <http://www.erudit.org/revue/ae/1991/v67/n2/602033ar.html>

¹² Gill, Louis. 1990. *Myrdal et la troisième voie*. Chicoutimi : UQAC, 27 p. Consulté le 24 novembre. En ligne : <http://classiques.uqac.ca/>. Ceci est un texte publié dans l'ouvrage sous la direction de Gilles Dostaler, Diane Éthier et Laurent Lepage. 1990. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal; Paris: Économica, p. 143-157.

¹³ Lindbeck, Assar. 1973. *Swedish economic policy*. University of California press, 268 p. Dostaler, Gilles et Diane Éthier, Laurent Lepage. 1990. *Gunnar Myrdal et son œuvre*, Presses de l'Université de Montréal, 230 pages.

suédois »¹⁴ placent Gunnar Myrdal comme une figure cruciale dans l'histoire de la politique économique de la Suède. Le texte de Ludovic Frobert et Cyrille Ferraton, «L'économie comme science morale »¹⁵ ainsi que Alain Rakoniewski dans *Gunnar Myrdal : un jugement de valeur hétérodoxe sur les statuts et rôles du jugement de valeur en économie et en économie du développement*, et *Les valeurs guident et accompagnent notre recherche : L'institutionnalisme de Myrdal*¹⁶ de Cyrille Ferraton et Gunnar Myrdal ont permis de comprendre la vision du développement centré sur l'humain de Gunnar Myrdal.

La notion d'État-providence de Gunnar Myrdal est expliquée par l'auteur dans *The political element in the development of economic theory*¹⁷ et dans « L'État « mou » dans les pays sous-développés »¹⁸ ainsi que dans le texte de Francine Lalonde « Gunnar Myrdal et la social-démocratie »¹⁹. Le texte « *An American dilemma: the Negro problem and modern democracy* »²⁰ de Gunnar Myrdal révèle l'importance de l'égalité et de la démocratie pour l'auteur. Le livre *Planifier pour développer De*

¹⁴ Vidal, Jean-François. 2010. «Crises et transformations du modèle social-démocrate suédois». *Revue de la régulation*, no. 8, 15 p. Consulté le 27 janvier 2012. En ligne : <http://regulation.revues.org/index8931.html>

¹⁵ Frobert Ludovic et Cyrille Ferraton. 2003. « Gunnar Myrdal l'économie comme science morale ». *L'Économie politique*, no. 20, p. 100-112. Consulté le 31 mars 2011. En ligne : www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2003-4-page-100.htm.

¹⁶ Rakoniewski, Alain. 1986. *Gunnar Myrdal: un jugement de valeur hétérodoxe sur les statuts et rôles du jugement de valeur en économie et en économie du développement*. Paris : Histoire de la pensée économique et épistémologie, DEA. 236 p. ; Myrdal, Gunnar et Cyrille Ferraton. 2008. *Les valeurs guident et accompagnent notre recherche : L'institutionnalisme de Myrdal*. Paris : Ens Editions, 96 p.

¹⁷ Myrdal, Gunnar. 1990. *The political element in the development of economic theory*. Transaction Publishers, New Brunswick, 298 p.

¹⁸ Myrdal, Gunnar, 1969. «L'État « mou » en pays sous-développés». *Tiers-Monde*, vol. 10, no. 37, p. 5-24.

¹⁹ Lalonde, Francine. 1990. «Gunnar Myrdal et la social-démocratie». *Les classiques des sciences sociales*, Chicoutimi : UQAC, 24 p. Consulté le 24 novembre. Ceci est un texte publié dans l'ouvrage sous la direction de Gilles Dostaler, Diane Éthier et Laurent Lepage, Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal; Paris: Économica, 1990, pp. 143-157.

²⁰ Myrdal, Gunnar. 1944. *The Negro Problem and Modern Democracy*. New York: Harper, 936 pages.

*l'État-providence au monde-providence*²¹ écrit par Gunnar Myrdal a permis de comprendre l'importance pour l'auteur de la planification, de l'État-providence national ainsi que de l'État-providence mondial pour arriver au développement. Plusieurs textes de Gunnar Myrdal tels que *Théorie économique et pays sous-développés*²² et « L'État « mou » en pays sous-développé »²³ ont aussi été utilisés pour démontrer son intérêt pour les questions de développement mondial.

Cadre théorique et structure du mémoire

Ce mémoire porte sur Gunnar Myrdal, sur son influence en économie politique du développement et sur le développement du rôle économique de l'État. Les premières sections présentent l'auteur, ses influences politiques et ses idées. Le sujet est ensuite situé dans un contexte historique et théorique.

Afin d'organiser le travail de manière cohérente, une triple question de recherche fut posée : Quel regard Gunnar Myrdal pose-t-il sur le développement, comment cela se traduit-il dans ses écrits et quelle fut son influence en politique et sur la pensée en économie politique ? Cette question de recherche est abordée en trois temps. Le premier décrira Gunnar Myrdal et ses réalisations professionnelles afin d'établir la démarche de l'auteur. Le deuxième expliquera concrètement ce que Gunnar Myrdal propose en économie du développement. Le troisième placera l'auteur au sein de la discipline de l'économie du développement et abordera sa vision du politique.

²¹ Myrdal, Gunnar. 1963. *Planifier pour développer de l'État-providence au monde-providence*. Paris : Les éditions ouvrières, 261 p.

²² Myrdal, Gunnar. 1963. *Théorie économique et pays sous-développés*. Paris, Présence africaine, 190 p.

²³ Myrdal, Gunnar, 1969. «L'État « mou » en pays sous-développés». *Tiers-Monde*, vol. 10, no.37, p. 5-24.

Le sujet de ce mémoire est abordé du point de vue de l'économie institutionnaliste. Certains institutionnalistes, tel Michael Porter, donnent des avis aux États pour créer du développement sans pour autant changer le système économique alors que d'autres, comme Amartya Sen, croient que le développement n'est possible qu'à la condition de changer radicalement la logique du système.²⁴ Gunnar Myrdal est un institutionnaliste convaincu qui a pour ambition de changer le monde. Ses idées sont liées à la création de l'État-providence et donc à l'émergence d'une institution nationale dotée de pouvoirs économiques. Selon Frobert et Ferraton,

« Six grands points caractérisent l'institutionnalisme de Myrdal :

- toute étude suppose de tenir compte du système social dans sa totalité. Le chercheur doit particulièrement privilégier les analyses de la distribution du pouvoir, des institutions, des attitudes et des éventuelles mesures politiques susceptibles de modifier l'évolution du système social;
- le principe de « causalité circulaire » (circular causation) explique l'évolution du système social. Ce principe proposé par Myrdal [...] permet de dépasser l'approche en termes d'équilibre stable de l'économie standard. Pour Myrdal, la notion d'équilibre stable repose sur une vision tronquée de la réalité; il n'existe aucune force stabilisatrice, et le déséquilibre est la norme. Tous les éléments, économiques et non économiques, du système social sont interdépendants;
- le changement social reposant sur ce dernier principe peut être cumulatif. Dans ce cas, un changement attire [...] des changements additionnels, qui entraînent le système dans la même direction, mais plus loin que le premier.
- le changement social amorcé par des mesures politiques, extérieures au système social, dépend aussi des facteurs endogènes et de leurs évolutions respectives;
- il n'est pas possible de modéliser correctement l'évolution du système social dans la mesure où peuvent survenir à tout moment des effets d'inertie ou de blocage inattendus.
- l'approche holiste (holistic), c'est-à-dire insistant sur l'imbrication des

²⁴ Voir Porter, Michaël. 1993. *L'avantage concurrentiel des nations*. Paris: Inter-Éditions, 260 p; Sen, Amartya. 2003. *L'économie est une science morale*. Paris : La Découverte, 125 p.

phénomènes économiques dans les réalités sociales politiques et culturelles, est privilégiée. »²⁵.

Nous avons dégagé les éléments importants de l'œuvre de Gunnar Myrdal. Ils représentent ses priorités en économie du développement. L'étude et le recoupement des divers textes a permis de faire ce choix quant aux éléments primordiaux qui sont : le développement économique centré sur le bien-être humain, la démocratie et l'égalité, la planification économique, l'État-providence sur les plans national et international.

Ce travail de recherche est divisé en trois parties. La première parle de l'auteur, des étapes importantes de sa vie qui ont façonné sa manière de concevoir le monde, de ses études universitaires et des professeurs et penseurs qui l'ont influencé. Dès le début de ses études, dans les années trente, Gunnar Myrdal a commencé à élaborer ses théories de l'économie du développement. Au cours de sa longue et très importante carrière en tant que penseur et professeur, il a transmis ses idées à plusieurs. Quant à sa carrière politique, elle est tout aussi impressionnante et ses implications aux niveaux national et international seront abordées. Il sera aussi question de l'influence politique de Gunnar Myrdal à son époque et aujourd'hui. Avec une grande carrière en politique suédoise, cet auteur a certainement participé aux décisions économiques nationales lorsqu'il était conseiller, sénateur et ministre du commerce. Il sera aussi intéressant de mettre en valeur l'étendue de cette influence au niveau international.

La deuxième partie abordera la dimension et l'apport théoriques de l'œuvre de Gunnar Myrdal. Cette partie se concentrera sur les contributions de Gunnar Myrdal à

²⁵ Frobert, Ludovic et Cyrille Ferraton. 2003. «Gunnar Myrdal l'économie comme science morale». *L'Économie politique*, no. 20, p. 8. Consulté le 31 mars 2011. En ligne : www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2003-4-page-100.htm.

sa discipline. Ses écrits seront analysés ainsi que les cinq concepts principaux qu'il a développés et qui sont présents dans toutes ses interventions théoriques et politiques. Bien que tous ces concepts soient très importants, le concept du développement centré sur l'humain prédomine et se retrouve à la base de tous les autres.

La troisième partie de ce mémoire exposera les grandes théories de l'économie du développement en distinguant les auteurs en trois catégories : les précurseurs, les structuralistes et les institutionnalistes libéraux contemporains. Les principaux concepts de ces auteurs ainsi que leurs définitions des éléments clés en économie du développement, tels le développement et la croissance, seront étudiés et placés en relation avec les idées de Gunnar Myrdal. Cet institutionnaliste sera étudié et comparé à d'autres auteurs, ce qui permettra de contextualiser son influence théorique.

En conclusion, nous synthétiserons l'apport de Gunnar Myrdal dans la compréhension de la problématique mondiale du développement au vingt et unième siècle. Il sera question de la place des contributions de l'auteur dans un monde où la conception dominante du développement a changé et de la présence de ses idées dans les nouvelles théories en économie du développement. Les limites de sa pensée seront abordées de même que la question du renouvellement possible de la discipline et de l'importance des théories existantes dont celle de Gunnar Myrdal dans ce contexte.

CHAPITRE I

LA VIE ET L'INFLUENCE POLITIQUE DE GUNNAR MYRDAL

1.1 La vie de Gunnar Myrdal

Gunnar Myrdal est né le 6 décembre 1898 dans la ville de Gustaf en Suède. Il développe en grandissant un sentiment d'appartenance très fort envers son pays d'origine qu'il voit comme un modèle à suivre pour le reste du monde. Il grandit dans un milieu modeste, son père étant employé pour la compagnie de trains de Suède²⁶. Son appartenance à la classe moyenne ouvrière lui donne une perspective non élitiste de la société. Pour lui, l'égalité de la population est primordiale et tous devraient avoir au départ les mêmes chances de réussir. En 1919, il épouse Alva Reimer, une diplomate suédoise qui a gagné, en 1982, un prix Nobel de la paix pour son implication dans la cause du désarmement. Ensemble, ils auront trois enfants. Cette femme engagée aspire aux mêmes idéaux que son mari et gravite dans les sphères influentes de la Suède et de la communauté internationale jusqu'à sa mort en 1986.²⁷ Gunnar Myrdal, quant à lui, s'éteint en mai 1987.

Gunnar Myrdal grandit en Suède, pays reconnu à l'époque pour sa vitalité politique ouvrière. Comme l'explique Jean-François Vidal dans « Crises et transformations du modèle social-démocrate suédois »²⁸, dès le tournant du dix-neuvième siècle, les mouvements de contestation du modèle libéral suédois s'organisent dans le pays. Ce

²⁶ Myrdal, Gunnar. *Famous people*. Consulté le 15 juin 2012. En ligne : <http://www.thefamouspeople.com/profiles/gunnar-myrdal-300.php>

²⁷ Myrdal, Karl Gunnar. 1974. *Encyclopedia of World Biography on Karl Gunnar Myrdal*. Consulté le 15 juin 2012. En ligne : <http://www.bookrags.com/biography/karl-gunnar-myrdal/>

²⁸ Vidal, Jean-François. 2010. « Crises et transformations du modèle social-démocrate suédois ». *Revue de la régulation*, no 8. 15 p. Consulté le 27 janvier 2012. En ligne : <http://regulation.revues.org/index8931.html>

n'est qu'en 1932 que le parti ouvrier gagne les élections. Ce parti défend et prône les droits des syndicats et dénonce la relation entre le travail et le capital. Les politiciens suédois tentent de trouver une solution pour réguler l'économie de marché et en faire profiter le plus de gens possible. C'est le début de l'émergence de l'État-providence suédois puisque l'économie est de plus en plus encadrée par le gouvernement et que des politiques de redistribution sont mises en place.

Tout en maintenant la propriété privée des moyens de production en Suède, l'État développe des mesures en vue de réglementer le secteur économique. Saltsjöbaden, un influent politicien suédois explique que le modèle s'appuie sur « [...] une coordination heureuse et intime des politiques, fondée principalement sur des modèles communs de détermination des salaires élaborés par les économistes des organisations ».²⁹ Gunnar Myrdal, exposé aux idées politiques dominantes de son pays et appartenant lui-même à la classe ouvrière, a appuyé ses prédécesseurs dans leur quête de développement en Suède ; il alla même plus loin en théorisant sur la construction de l'État-providence suédois et même international. Dans le quatrième chapitre de ce mémoire, les actions de Gunnar Myrdal au sein du gouvernement suédois seront abordées plus en profondeur, mais il est important de souligner tout de suite sa grande implication politique.

1.2 Les études de Myrdal

À l'université, Gunnar Myrdal étudia d'abord le droit. Il termina, en 1923, des études en droit à l'École de droit de Stockholm et il pratiqua la profession d'avocat tout en

²⁹ Gill, Louis. 1990. *Myrdal et la troisième voie*. Chicoutimi : UQAC, 27 p. Consulté le 24 novembre. En ligne : <http://classiques.uqac.ca/>. Ceci est un texte publié dans l'ouvrage sous la direction de Gilles Dostaler, Diane Éthier et Laurent Lepage. 1990. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, Paris: Économica, p. 143-157. (titre de l'ouvrage ?)

continuant ses études à Stockholm. En 1927, il obtint son doctorat en économie, concentration économie politique.³⁰ Entre 1925 et 1929, il étudia en Allemagne et en Angleterre, puis, de 1929 à 1930, au Rockefeller Fellow³¹ aux États-Unis. Ensuite, il devient professeur pour différentes universités.³² Ces études à l'étranger influencèrent sa pensée. C'est à cette époque qu'il devient institutionnaliste. Comme nous le verrons tout au long de ce mémoire, les idées libérales classiques, que Gunnar Myrdal a défendues pendant ses études à Stockholm, ne feront plus partie de ses écrits par la suite, et ce, jusqu'à la fin de sa carrière.

La pensée de Gunnar Myrdal émerge avant les années cinquante, période où le développement était perçu comme un stade de l'évolution, garanti par la croissance économique.³³ La réduction de la taille de l'État, le libre marché et la croissance économique semblaient être des solutions infaillibles au développement. La tendance était de croire, comme Walt Whitman Rostow, que l'histoire mènera au développement des pays du Sud comme cela s'est produit dans le Nord³⁴. Les

³¹ Le Rockefeller Fellow est une branche de la Fondation Rockefeller, un organisme privé qui finance un très grand nombre de recherches dans un grand nombre d'institutions aux États-Unis et en Grande-Bretagne incluant Harvard et John Hopkins. Cette fondation a financé les recherches d'une douzaine de lauréats de prix Nobels.

³² Myrdal, Gunnar. 1974. *Biography*. Nobel Prize, The official site of Nobel Prize. Consulté le 15 juin 2012. En ligne : http://www.nobelprize.org/nobel_prizes/economics/laureates/1974/myrdal-bio.html/

³³ Rostow, Walt Whitman. 1970. *Les étapes de la croissance économique*. Paris : Éditions du Seuil, 252 p.

³⁴ Rostow, Walt Whitman. 1970. *Les étapes de la croissance économique*. Paris : Éditions du Seuil, 252 p. La thèse principale de Rostow repose sur le fait que le développement des pays sous-développés se fera naturellement en suivant les étapes de l'industrialisation qu'on suivies les pays Occidentaux. Les pays sous-développés sont simplement à un stade inférieur de leur histoire. Ces étapes sont les suivantes. La première est la société traditionnelle dont l'économie se définit par une production agricole de subsistance. La deuxième est la mise en place des conditions préalables au décollage. Cette étape est caractérisée par les débuts de l'industrie, l'augmentation de la production à l'aide de méthodes nouvelles et le réinvestissement dans le patrimoine collectif. La troisième étape de Rostow est le décollage qui se reconnaît par l'investissement dans la production et le développement de secteurs primaires dans l'économie du pays. La quatrième est la marche vers la maturité et se caractérise par l'apparition dans l'économie du secteur tertiaire, le secteur des services. La dernière étape est l'ère de consommation de masse et lorsqu'un pays arrive à l'atteindre, son économie n'est plus dépendante des technologies externes et exporte ses produits massivement.

conditions préalables au développement doivent seulement être mises en place et, naturellement, la croissance amènera une meilleure qualité de vie. Dans le but d'aider ces conditions à se mettre en place, les États adoptent des politiques influencées par Paul Rosenstein-Rodan³⁵ ou Albert Hirschman³⁶ qui mettent l'accent sur l'investissement. Ces deux penseurs expliquent comment diriger l'investissement qui va créer le développement.

Bien qu'un mouvement de contestation existe en Suède, c'est le modèle libéral qui domine dans le pays jusqu'en 1930. Gilles Dostaler explique, dans « Les premiers travaux économiques de Gunnar Myrdal »³⁷, que ses premiers écrits sont en phase avec les idées dominantes de l'époque et traitent d'économie classique. Formé par l'École de Stockholm, Gunnar Myrdal abordait des sujets tels l'équilibre monétaire, la formation des prix et des changements économiques. Dans ses deux premiers livres, *Le problème de la formation des prix et le changement économique*, écrit en 1927, et *L'Équilibre monétaire* »,³⁸ écrit en 1932, les préoccupations de Myrdal étaient purement économiques alors que plus tard, il s'est aussi attardé à la dimension sociale.

Dans son doctorat en économie, obtenu à l'Université de Stockholm, il traite de formation des prix et, bien qu'il insiste sur la planification étatique pour y parvenir, il n'est pas encore tout à fait l'institutionnaliste politique qu'il deviendra par la suite.

³⁵ Rosenstein-Rodan, Paul. 1943. «Problems of Industrialization of Eastern and South-Eastern Europe», *Economic Journal*, no. 53, p. 202-213. Dans le chapitre 3, il sera question plus en détail de la thèse de Paul Rosenstein-Rodan en économie du développement. Principalement, cet auteur croit que pour créer le développement, il faut créer l'industrialisation, et ce, en investissant de manière équilibrée dans tous les domaines de l'économie d'un pays sous-développé.

³⁶ Hirschman, Albert. 1972 *The strategy of economic development*. New Haven Conn:Yale University Press, 217 p. Dans le chapitre 3, il sera question plus en détail de la thèse de Albert Hirschman. Cet auteur suggère que pour arriver à créer le développement dans un pays sous-développé, l'investissement doit être ciblé dans des domaines précis de l'économie.

³⁷ Dostaler, Gilles. 1991. « Les premiers travaux économiques de Gunnar Myrdal ». *L'Actualité économique*, vol. 67, no 2, p.192. Consulté le 22 juin 2011. En ligne :

<http://www.erudit.org/revue/ae/1991/v67/n2/602033ar.html>

³⁸ Ibid, p.192.

1.3 Les influences de Gunnar Myrdal

Au cours de ses études en économie, plusieurs professeurs ont marqué Gunnar Myrdal. Parmi eux, Knut Wicksell, David Davidson, Eli Hecksher et Gustav Cassel qui dirigea son doctorat. Ceux-ci enseignèrent l'économie classique à Myrdal et guidèrent ses travaux orthodoxes tout au long de ses études. Ses écrits orthodoxes forment d'ailleurs une des théories fondatrices de l'École de Stockholm en économie avec ceux de ses contemporains économistes Lundberg, Lindhal et Wicksell.³⁹

Gunnar Myrdal partage aussi ses influences avec Keynes qui crée dans son livre *La théorie générale* un modèle qui fut appelé par la suite « La troisième voie ». Dans *La théorie générale*, Keynes propose « (...) le rejet complet de la théorie classique en acceptant une analyse en termes d'incertitude radicale », « la construction d'une théorie de la formation des anticipations » et « (...) l'analyse en termes de circuits pour une économie monétaire de production et le rejet des références aux marchés».⁴⁰ Keynes utilise dans sa théorie, un modèle que Gunnar Myrdal fut le premier à introduire en théorie économique, les anticipations. Myrdal distingue deux facteurs d'anticipation : « un facteur objectif, le risque, qui pourrait être déterminé par le calcul des probabilités, et un facteur subjectif, qui est la réaction personnelle des entrepreneurs en face de risque. »⁴¹ Keynes va beaucoup plus loin dans l'utilisation des anticipations et élabore une « analyse approfondie du mécanisme psychologique

³⁹ Frobert Ludovic et Cyrille Ferraton. 2003. « Gunnar Myrdal l'économie comme science morale ». *L'Économie politique*, no. 20, p. 100-112. Consulté le 31 mars 2011. En ligne : www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2003-4-page-100.htm.

⁴⁰ Simonnet, Jean-Paul. 2008. « L'analyse keynésienne : rupture radicale ou projet inachevé ? ». *Un peu d'économie*, Édition 2008. Consulté le 24 novembre 2012. En ligne : <http://www.lyc-aronval-brive.ac-limoges.fr/jp-simonnet/spip.php?article193>

⁴¹ Marchal, André. 1950. « L'apport des Suédois à la théorie économique contemporaine. « L'équilibre monétaire » de Gunnar Myrdal ». *Revue économique*, vol. 1, no.4, p. 500. Consulté le 24 novembre 2012. En ligne : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/reco_0035-2764_1950_num_1_4_406779

des anticipations à long terme des entrepreneurs »⁴².

Myrdal et Keynes prônent une intervention de l'État dans l'économie. Ils ont des ressemblances fondamentales et croient tout deux en l'organisation de la planification économique et en la redistribution par l'État. Ces caractéristiques sont à la base du modèle que l'on appelle la troisième voie par opposition à la première qui est le libéralisme et la deuxième qui est le socialisme. Selon Louis Gill, la troisième voie se définit ainsi : « (...) la politique économique de la troisième voie est une politique de recherche du plein emploi sans inflation dont la réalisation passe par le consensus et les compromis entre patronat et syndicats. »⁴³ À l'époque où Keynes et Myrdal élaborent leurs théories, la troisième voie était un concept nouveau, une manière totalement différente de penser l'économie politique. Les deux auteurs ont proposé parallèlement des modèles qui, sans se détourner du libéralisme, ont incorporé une dimension interventionniste. La théorie de Myrdal sur la troisième voie sera étudiée en détail dans le prochain chapitre.

Les idées de Gunnar Myrdal ont été influencées par son milieu. Le fait de grandir en Suède, pays où le mouvement contestataire ouvrier a réussi à former le gouvernement en 1930, a certainement guidé ses pensées et aidé Myrdal à prendre la voie de l'institutionnalisme. Très rapidement dans sa carrière, Myrdal s'est intéressé au développement. L'observation de cette problématique lui fit remarquer qu'avec les années, le libéralisme et ses applications ne créent pas de développement. Sur certains points, Gunnar Myrdal partage les idées de plusieurs auteurs en économie du développement, notamment Wicksell et Keynes comme on l'a vu précédemment. Ses

⁴² Ibid, p.500.

⁴³ Gill, Louis.1990. *Myrdal et la troisième voie*. Chicoutimi : UQAC, 27 p. Consulté le 24 novembre. En ligne : <http://classiques.uqac.ca/>. Ceci est un texte publié dans l'ouvrage sous la direction de Gilles Dostaler, Diane Éthier et Laurent Lepage. 1990. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal; Paris: Économica, pp. 143-157

écrits et sa compréhension du monde ne sont pas imperméables aux concepts de ses contemporains. Son allégeance institutionnaliste se précisa lors d'un séjour d'étude aux États-Unis grâce à l'obtention de la bourse Rockefeller en 1928. Myrdal, à cette époque, commença à s'intéresser aux questions d'égalité et de discrimination à l'intérieur des pays et entre pays. Ce sont ces nouveaux thèmes d'études qui le poussèrent, bien que sceptique envers l'institutionnalisme, vers les travaux de Wesley Clair Mitchell⁴⁴ et John Rogers Commons⁴⁶ de fervents défenseurs de ce courant.⁴⁷

Bien qu'influencé par W. Clair Mitchell et John Rogers Commons, Gunnar Myrdal développe ses propres observations sur le système mondial. Il est insatisfait du monde dans lequel il vit et il est préoccupé par les mauvaises conditions de vie des gens. Son modèle d'attache, le libéralisme, n'arrive pas à régler la problématique du développement et, pourtant, elle doit être prise en considération. Il constate que l'aide

⁴⁴ Klein A, Philip. 1983. «The Neglected Institutionalism of Wesley Clair Mitchell: The Theoretical Basis for Business Cycle Indicators». *Journal of Economic Issue, Association for Evolutionary Economics*, vol.17, no. 4, p.867-899. Consulté le 2 novembre 2012. En ligne : <http://www.jstor.org/stable/4225372>

⁴⁵ Schumpeter, A. Joseph. 1950. «Wesley Clair Mitchell (1874-1948)». *The Quarterly Journal of Economics*, Oxford University Press, vol. 64, no. 1, p. 139-155. Consulté le 2 novembre 2012. En ligne: <http://www.jstor.org/stable/1881963>

Wesley Clair Mitchell fut connu pour ses travaux sur les cycles économiques. Dans son ouvrage le plus connu, «Business Cycle and their causes», il exprime que les institutions ont un important rôle à jouer dans la régulation de l'économie. Mitchell établit une théorie qui explique les cycles économiques du capitalisme. Selon lui, dans un système capitalisme, il se produit périodique des crises et des remontées de l'économie, qui sont inscrites dans un cycle. Ces cycles découlent de la nature même du capitalisme et l'intervention des institutions est la seule chose qui peut en limiter les effets sur l'économie. En investissant dans les bons domaines de l'économie et en régulant les marchés, les institutions sont en mesure de contrer les effets néfastes des cycles économiques.

⁴⁶ Perlman, Selig. 1945. «John Rogers Commons 1862-1945». *The American Economic Review* vol. 35, no. 4, p. 782-786. Consulté le 2 novembre 2012. En ligne: <http://www.jstor.org/stable/1809429>
John R. Commons est reconnu comme un des fondateurs de l'école institutionnaliste. Ses ouvrages sur le capitalisme et l'évolution des institutions en Amérique l'ont fait connaître de ses pairs. Commons croyait qu'il existait un lien entre la structure des institutions et l'économie. Sa grande préoccupation pour les droits des travailleurs le mena à élaborer des mesures pour garantir la sécurité au travail, la sécurité sociale et l'apprentissage continu des travailleurs. Commons croyait que l'État devait garantir par des lois les conditions des travail et que cela aurait un impact sur l'économie. Son intérêt pour le droit dans l'économie politique est ce qui le différencie des autres institutionnalistes de son époque.

⁴⁷ Sherman, Howard 1976. «The Veblen-Commons Award: Gunnar Myrdal». *Journal of Economic Issues*, vol. 10, no. 2, p. 210-214. Consulté le 24 novembre 2012. En ligne : <http://www.jstor.org/stable/4224484>

au développement a encouragé la corruption et n'est pas parvenue aux gens qui en ont le plus besoin. Pour lui, la solution vient des États. Il est nécessaire de renforcer les États à l'interne avant de penser aux problèmes externes. Ses écrits expliquent que la création d'un État-providence national contribue grandement au développement et à la coopération. Comme nous l'aborderons plus loin dans ce mémoire, Myrdal croit que lorsque l'État-providence national est assez fort, il peut ensuite rayonner sur la scène internationale et même influencer les autres États vers la création d'un État-providence mondial dans lequel la redistribution contribuerait au développement.

Dans les années trente, Gunnar Myrdal embrasse totalement l'institutionnalisme et est influencé par ce courant, il amorce son implication sociale et politique. La crise économique de 1929 a fini par convaincre Myrdal des problèmes inhérents au système de libre marché. En 1930, il publie *The Political Element in the Development of Economic Theory*⁴⁸, un ouvrage qui explique la nécessité de l'implication de l'État dans l'économie. La première partie du livre est une critique de l'économie classique et de la notion d'objectivité. Gunnar Myrdal y exprime l'impossibilité d'enlever les valeurs de la recherche en science sociale et, qu'ainsi, l'objectivité n'existe pas dans ce champ d'étude. La deuxième partie de son ouvrage expose comment Myrdal remarque que, malgré le fait que les économistes se disent objectifs, ils en viennent presque toujours à élaborer des prescriptions politiques. Myrdal dit : « Practically every economist would at some stage of the analysis suddenly start to announce what kind of political measures were needed from a scientific viewpoint. »⁴⁹ Myrdal souhaite que les économistes reconnaissent qu'il est impossible d'élaborer une théorie objective en économie et qu'ils énoncent clairement quelles sont leur valeurs.

⁴⁸ Myrdal, Gunnar. 1990. *The political element in the development of economic theory*. New Brunswick : Transaction Publishers, 298 p.

⁴⁹ Ibid.

1.4 Sa carrière comme économiste

Pendant ses soixante ans de carrière, Gunnar Myrdal fut un auteur prolifique. Il diffusa ses idées à travers de nombreux livres et périodiques. En plus d'être un théoricien et un politicien, il eut une grande carrière comme professeur. À partir de 1961, il occupe un poste de professeur d'économie internationale à l'Université de Stockholm, où il fonde l'Institut d'études en économie internationale⁵⁰. À l'époque, l'Université de Stockholm a formé de nombreux économistes tels que Wesley Clair Mitchell et John Rogers Commons qui ont adopté le courant institutionnaliste. À la même époque, Myrdal s'implique aussi dans *l'Institut de recherche pour la paix internationale de Stockholm*⁵¹ ainsi que dans *l'Institut Latino Américain de Stockholm*. Sa formation académique l'amène aussi à occuper quelques postes temporaires dans plusieurs universités tant aux États-Unis qu'en Europe.

Gunnar Myrdal a reçu, tout au long de sa carrière, plus de trente doctorats honorifiques. Le premier étant de la grande Université Harvard en 1938.⁵² Il a été récipiendaire de nombreux prix pour ses travaux dont le prix Malinowski de la société d'Anthropologie appliquée, le plus prestigieux étant le prix Nobel d'économie, en 1974 que Myrdal a reçu pour ses travaux à l'Université de Stockholm⁵³. Ce prix, qu'il partage avec l'économiste Friedrich Von Hayek, récompense les auteurs pour leurs

⁵⁰ Marchal, André, 1950. « L'apport des Suédois à la théorie économique contemporaine. L'équilibre monétaire » de Gunnar Myrdal». *Revue économique*, vol. 1, no.4, p. 498-507. Consulté le 24 novembre 2012. En ligne : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/reco_0035-2764_1950_num_1_4_406779

⁵¹ SIPRI, 2012. Site officiel du SIPRI. Consulté le 2 novembre 2012. En ligne : <http://www.sipri.org/> L'institut de recherche pour la paix internationale de Stockholm, fondé en 1966 mais toujours très actif aujourd'hui, est dédié à la recherche sur les conflits armés, le contrôle de l'armement et le désarmement. Cet institut fournit des données et des recommandations aux organisations internationales et aux agents politiques. Il est reconnu mondialement comme un chef de file dans ses domaines d'expertise.

⁵² Myrdal, Gunnar. 1974. *Biography*. Nobel Prize, The official site of Nobel Prize. Consulté le 15 juin 2012. En ligne : http://www.nobelprize.org/nobel_prizes/economics/laureates/1974/myrdal-bio.html/

⁵³ Dupré Robert et Gagné Gilles. 1983. *Portraits de grands économistes : Gunnar Myrdal*. La Société, Service des transcriptions et dérivés de la radio, 22 p.

travaux innovants en économie. En 1975, il reçoit aussi la médaille Veblen-Commons de l'*Association for Evolutionary Economics* (AFEE) pour ses travaux comme institutionnaliste. Cette médaille récompense les meilleurs travaux de l'année dans cette discipline.

Gunnar Myrdal est aussi membre de la *British Academy*, de l'*American Academy of Art and Sciences*, de l'*Académie Royal de Suède* et de l'*American Economic Association*. Ces distinctions et participations à des associations prestigieuses démontrent l'appréciation de ses pairs tout au long de sa carrière et son importance en économie politique.

Gunnar Myrdal fut un auteur très prolifique. Gilles Dostaler exprime à propos des travaux de Myrdal : « Ces premiers travaux sont sans doute les plus originaux de Myrdal et plusieurs de leurs éléments se retrouvent dans les écrits de la deuxième partie de la carrière de l'auteur, lorsqu'il est devenu, selon son propre témoignage, un économiste institutionnaliste. »⁵⁴ Ses premiers travaux,⁵⁵ *Le problème de la formation des prix et le changement économique*, écrit en 1927 et *L'Équilibre monétaire*, écrit en 1932, s'insèrent dans le domaine de l'économie classique et représentent une partie de la carrière de Myrdal antérieure à son implication en économie politique du développement. C'est avec son ouvrage *The Political Element in the Development of Economic Theory*⁵⁶, en 1929, que Gunnar Myrdal s'affirme comme penseur en science politique et comme institutionnaliste.

⁵⁴ Dostaler, Gilles. 1991. «Les premiers travaux économiques de Gunnar Myrdal». *L'Actualité économique*, vol. 67, no 2, p.192-217. Consulté le 22 juin 2011. En ligne : <http://www.erudit.org/revue/ae/1991/v67/n2/602033ar.html>

⁵⁵ Ibid.

⁵⁶ Myrdal, Gunnar. 1990. *The political element in the development of economic theory*. Transaction Publishers, New Brunswick, 298 p.

Dans cet ouvrage, il critique l'approche de ses contemporains économistes néoclassiques et les présupposés desquels découlent leurs théories. Il dénonce le fait que l'objectivité sur laquelle les auteurs basent leurs écrits est, en fait, un mélange de valeurs véhiculées par le monde de la recherche et par la société.⁵⁷ Il reproche aux économistes d'utiliser des valeurs conformistes pour valider leurs recherches et ainsi contribuer à l'augmentation des inégalités puisque ces valeurs sont celles de l'élite qui profite des classes moins nanties. Avec ce livre, il se distingue complètement des théories classiques auxquelles il avait contribué au cours de ses études et crée une ligne de pensée qui continuera de le guider tout au long de sa carrière.⁵⁸ Dans cet ouvrage, il explique sa méthodologie de recherche et ses présupposés institutionnalistes. Il exprime que, l'objectivité n'existant pas, il se base sur des valeurs pour élaborer ses modèles théoriques. Ces valeurs, l'égalité, la liberté et la démocratie sont et demeureront les piliers du modèle de Gunnar Myrdal durant toute sa vie.

Le second ouvrage déterminant de la carrière de Gunnar Myrdal est *An American Dilemma: The Negro Problem and Modern Democracy* publié en 1944⁵⁹. Gunnar Myrdal s'affirme, alors, comme un auteur influent puisqu'une multitude d'autres utiliseront ses conclusions pour appuyer leurs thèses. C'est le cas notamment de Jackson A. Walter⁶⁰ qui écrit un ouvrage sur les idées énoncées par Myrdal. James P.

⁵⁷ Frobert Ludovic et Cyrille Ferraton. 2003. «Gunnar Myrdal l'économie comme science morale». *L'Économie politique*, no. 20, p. 100-112. Consulté le 31 mars 2011. En ligne : www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2003-4-page-100.htm.

⁵⁸ Panico, Carlo et Rizza, Maria- Olivella. 2009. «Myrdal, Growth Processes and Equilibrium Theories». *Geography, structural change and economic development: theory and empirics*, Cheltenham, p. 183-202. Consulté le 22 juin 2012. En ligne : <http://growthbook4.ec.unipi.it/Chapter7.pdf>

⁵⁹ Myrdal, Gunnar. 1944. *The Negro Problem and Modern Democracy*. New York: Harper, 936 pages.

⁶⁰ Jackson, A, Walter. 1987. *Gunnar Myrdal and America's Conscience: Social Engineering and Racial Liberalism*. University and North Carolina press, 442 p.

Smith et Finis R. Welch⁶¹ ont écrit sur l'économie des Afro-américains après Myrdal. C'est en 1938 que Gunnar Myrdal accepte de diriger, pour la société Carnegie, une étude sur la question des Afro-américains aux États-Unis. Il étudie les conditions de vie des Afro-Américains comparées à celles des Caucasiens aux États-Unis. Il utilise des données sur plusieurs décennies pour y déceler les variations. Les résultats de cette recherche vont donner un nouvel angle à ce champ d'étude par ses perspectives de recherche novatrices et sa conclusion inattendue. Myrdal remet en cause la méthode de recherche balisée selon un champ d'étude en particulier, qu'il soit politique, sociologique ou économique. Il explique que pour obtenir des résultats pertinents, il faut simplement choisir les critères les plus pertinents par rapport à son sujet d'étude⁶². Dans la recherche de Myrdal, la variation des données a été étudiée selon les caractéristiques socio-économiques des Afro-américains. L'auteur a constaté l'augmentation de la qualité de vie de son groupe d'étude, et que la variable juridique est celle qui a le plus évolué au cours des décennies étudiées. Il en est venu à la conclusion que le développement des Afro-Américains était lié à leur condition juridique et, donc, qu'en donnant des droits égaux à tous leurs citoyens, les États-Unis ont enclenché le processus de développement de ce groupe de la population.

Dans *An American Dilemma: The Negro Problem and Modern Democracy* et par la suite dans de nombreux articles publiés dans la revue *Black world, Negro digest*, Myrdal explique les résultats de son étude aux États-Unis, pays dans lequel il y eut pendant des décennies, deux classes de citoyens fondées sur la discrimination raciale. La manière de distinguer ces classes était basée sur la couleur de la peau des Afro-Américains et des Caucasiens. Les Caucasiens avaient, selon la loi, plus de droits que

⁶¹ Smith, James P. et Finis R. Wechl. 1989. «Economic Progress After Myrdal». *Journal of Economic Literature*, vol. 27, no 2, p. 519-564. Consulté le 2 février 2010. En ligne : <http://www.jstor.org/stable/2726688>

⁶² Probert Ludovic et Cyrille Ferraton. 2003. «Gunnar Myrdal l'économie comme science morale». *L'Économie politique*, no. 20, p. 100-112. Consulté le 31 mars 2011. En ligne : www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2003-4-page-100.htm.

les autres, ce qui a créé un écart en matière de conditions de vie des deux groupes. Les Afro-Américains étaient très pauvres comparativement aux autres Américains et leur stagnation durait depuis de nombreuses décennies.

Précédemment à l'étude de Gunnar Myrdal, les États-Unis ont changé la loi pour donner l'égalité politique et juridique à tous les citoyens. En 1870, le XV^e amendement de la constitution américaine garanti le droit de vote pour tous et met fin à la ségrégation raciale aux États-Unis. Gunnar Myrdal remarque dans son livre que, depuis l'avènement de l'égalité juridique, la condition des Afro-Américains s'est constamment améliorée. Il écrit qu'une situation qui était déplorable pour une partie de la population a totalement changé seulement par la mise en place de cette loi. Cette découverte de Gunnar Myrdal est, pour l'économie du développement, très importante puisqu'elle donne une piste de solution pour aider les pays sous-développés dans leur quête de développement. En donnant des droits égaux à tous au sein d'un pays, cela diminue les clivages. Gunnar Myrdal est arrivé à démontrer que c'est une première étape vers le développement que de considérer tous les citoyens comme égaux. L'égalité juridique est, pour Myrdal, la première condition à respecter pour arriver au développement.

À la suite de son étude sur les États-Unis, Gunnar Myrdal accepte l'invitation du *Twentieth Century Fund*, en 1957, d'étudier le développement en Asie du Sud-Est.⁶³ Pendant quinze ans, il fait des recherches sur le terrain et publie de nombreux articles.⁶⁴ Ce mandat conduira à la publication, en 1968, d'un ouvrage qui deviendra très célèbre en économie du développement, *Asian Drama: An Inquiry into the*

⁶³ Ibid.

⁶⁴ Découflé, André-Clément, 1970. «Gunnar Myrdal, Asian Drama, An inquiry into the poverty of nations». *Revue Tiers-Monde*, vol. 11, no. 42, p. 607-610. Consulté le 28 janvier 2012. En ligne : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_00407356_1970_num_11_42_1722_t1_0607_0000_1

*Poverty of Nations*⁶⁵. Cet ouvrage s'intéresse principalement à l'Inde et à l'Indonésie. Ces deux pays ont adopté des modèles de développement différents, l'Indonésie a opté pour le libéralisme et l'Inde pour le nationalisme.⁶⁶

Cette différence de modèles, selon Myrdal, explique la différence de performance en matière de développement dans ces deux pays. Le libéralisme, axé sur le libre marché et la déréglementation de l'économie, laisse la place à l'État en matière sociale. En Indonésie, pendant plus de trente ans, le gouvernement a laissé les marchés libres, mais a investi dans l'agriculture, les infrastructures, la santé de base et l'éducation. L'État indonésien a choisi d'être le moins possible interventionniste et de laisser les lois du marché gérer son économie. Selon Myrdal, ce pays est le plus performant des deux et sa population a une meilleure qualité de vie. Par contre, la croissance économique constante de l'Indonésie s'est faite au dépend de la démocratie et de l'égalité. La population de ce pays subit encore aujourd'hui les conséquences de ce choix de prioriser l'économie avant le social. Bien que plus performant au niveau économique que l'Inde, à ce moment de l'histoire, l'Indonésie a créé le développement d'une minorité de sa population alors que la majorité vit dans la pauvreté absolue. La libéralisation de l'économie a permis à une petite partie du pays de s'enrichir au détriment des autres. Il n'y a aucune redistribution des richesses.

Le modèle appliqué en Inde se base sur une plus grande intervention de l'État dans l'économie. C'est l'État qui organise la production et alloue les ressources. Ce système a créé une économie de subsistance et décourage les exportations. Trop

⁶⁵ Myrdal, Gunnar. 1968. *Asian Drama: An Inquiry into the Poverty of Nations*. New York : Twentieth Century Fund, 2284 p.

⁶⁶ Lankester, Tim. 2004. « Asian drama: the pursuit of modernization in India and Indonesia », *Asian Affairs*, vol. 35, no. 3, p.291-304. Consulté le 27 janvier 2012. En ligne : http://www.cdi.anu.edu.au/featured_articles/featured-articles_downloads/CDINews-Mar05_TimLankester_AA.pdf

orienté vers la subsistance des populations, l'économie n'arrive pas à faire fructifier les investissements de l'État. Pour Myrdal, il est nécessaire d'assurer la survie des populations, mais l'économie doit aussi avoir un peu de liberté pour pouvoir se développer et créer de la richesse. C'est à la suite de la création de richesses que doit s'opérer la redistribution. La situation en Inde, selon Myrdal, est catastrophique et il est primordial qu'un changement de système s'opère pour garantir le développement.

Les recherches de Myrdal ont, à l'époque de leur publication, été grandement discutées, car elles dépeignent une réalité effrayante, celle de millions de gens qui vivent dans la misère la plus totale. De plus, selon Myrdal, sans changement de système, cette situation perdurera. Myrdal fait de nombreuses recommandations pour aider ces pays à se développer. Aucune des prescriptions de Myrdal pour aider l'État indonésien à se renforcer n'a été appliquée. L'Inde a, depuis, changé de modèle et même si ce pays n'a pas suivi à la lettre les prescriptions de Myrdal, son changement lui a permis de se développer. Ce pays est l'un de ceux qui enregistrent la plus grande croissance économique de sa classe moyenne dans le monde actuel.

La carrière de Gunnar Myrdal comme théoricien démontre son grand intérêt pour le développement économique international. C'est d'ailleurs sur ce sujet de prédilection qu'il a publié de nombreux livres et articles au cours des années. Il fut reconnu par ses pairs pour sa vision institutionnaliste orientée vers la dimension sociale. En 1957, Gunnar Myrdal publie *Economic Theory and Under-developed Region*⁶⁷, qui se base sur une observation du monde et qui démontre que les inégalités de développement entre les pays et au sein même des pays ont tendance à augmenter.

Gunnar Myrdal se penche sur les facteurs qui causent le sous-développement et s'inspire de ses recherches aux États-Unis pour les évaluer. Ces facteurs s'inspirent

⁶⁷ Myrdal, Gunnar. 1957. *Economic Theory and Under-developed Regions*. London: Duckworth. 167p.

de l'économie, de la politique et du social. Dans le cas des États-Unis, les facteurs qui causaient la pauvreté des Afro-Américains ont été, en grande partie, enrayerés par la mise en place de politiques favorisant l'égalité. Les conditions nécessaires au développement ne peuvent se mettre en place d'elles-mêmes, il est donc nécessaire que l'État crée ces conditions. Cette vision du développement est innovatrice pour l'époque puisque les auteurs de cette époque décrivaient les facteurs du sous-développement comme statiques et ils disaient que le système créerait les conditions de développement par lui-même.

En 1960, la théorie de Gunnar Myrdal sur l'État-providence se précise dans l'ouvrage *Planifier pour développer De l'État-providence au monde-providence*⁶⁸. Il se penche sur la nécessité d'instaurer des États-providence au sein des États nationaux pour enrayer le sous-développement. À cette époque, l'Occident semble adopter massivement ce principe et les gouvernements se veulent distributeurs et planificateurs. Dans cette optique, Myrdal constate que l'étape suivante sera la mondialisation de ce modèle qui donnera place à un seul monde-providence. Puisque les États-providence ont pour but commun le bien être des populations, il est facile d'élargir ce désir à l'échelle du monde. Le monde-providence fera en sorte que tous les pays se développeront et éradiqueront les guerres causées par les inégalités. Myrdal explique : « L'évidence, la voici : Dès lors que l'État-providence national a vu le jour et s'est profondément ancré dans le coeur des gens qui disposent dans les démocraties du monde occidental du pouvoir politique, il n'y a aucune alternative à la désintégration internationale si ce n'est de commencer à procéder, grâce à la coopération internationale et à un compromis mutuel, à la construction d'un État-providence mondial. »⁶⁹

⁶⁸ Myrdal, Gunnar. 1963. *Planifier pour développer de l'État-providence au monde-providence*. Paris : Les éditions ouvrières, 261 p.

⁶⁹ Ibid.

Toujours sur le thème du développement international, dans « L'État « mou » dans les pays sous-développés »⁷⁰, publié en 1969, Myrdal traite directement de sous-développement en énonçant la thèse que ces pays, dotés d'États impuissants, ne peuvent créer de croissance pour leurs populations. Les pays sous-développés ne suivent pas de trajectoires historiques identiques, mais plutôt décalée dans le temps par rapport aux pays occidentaux tel que l'énonçait Rostow. En Asie non communiste, secteur du monde étudié par Gunnar Myrdal, il remarque qu'avec le passage du temps, s'est perdue la tradition d'aide aux démunis et qu'elle a été remplacée par une forme de cruauté ou du moins d'indifférence. Cette tradition s'est pourtant perpétuée.

Myrdal note aussi que lorsqu'il y a présence d'un gouvernement actif au sein d'un État, cela se répercute aussi dans le domaine de l'aide apportée à cette population. Dans les pays sous-développés colonisés, la création d'une hiérarchie nuit à la redistribution de la richesse et instaure un clivage au sein même des populations qui apprennent à se considérer négativement selon leur place dans la société. À la suite de l'indépendance de ces mêmes sociétés, la méfiance envers les institutions coloniales et la présence de corruption ont mené au non respect et à un rejet des gouvernements nouveaux. De plus, l'inexpérience et le manque de ressources de toutes sortes ont mené à des gouvernements décevants et souvent dictatoriaux. La loyauté d'un individu et son respect sont accordés non pas au gouvernement, mais à la famille ou au clan.⁷¹

Ces prédispositions font en sorte que plusieurs États sous-développés sont des États «mous». Ceux-ci se caractérisent par l'absence de contrôle social et de mesures judiciaires efficaces. Dans ceux-ci, le secteur économique organisé est restreint et ne

⁷⁰ Myrdal, Gunnar, 1969. «L'État « mou » en pays sous-développés». *Tiers-Monde*, vol. 10, no. 37, p. 5-24.

⁷¹ Ibid.

profite qu'à une minorité dirigeante. Malgré les tentatives répétées de certains États pour prendre leur place, le contexte social les en empêche. Le chemin pour arriver à un État-providence garant de développement n'est pas le même que celui emprunté par l'Occident et est d'autant plus difficile. Myrdal explique que c'est en misant sur le renforcement constant de l'État et sur la planification que les États « mous » se sortiront du cercle dans lequel ils sont insérés.

En 1971, Gunnar Myrdal s'attaque à l'idée que les pays développés sont des modèles dans « Are the Developing Countries Really Developing ? »⁷². Il explique que, bien qu'une plus grande partie de la population dans ces pays ait des conditions de vie décentes, il reste toujours une partie qui vit dans la pauvreté absolue. Les pays dits développés doivent donc aussi faire des efforts pour diminuer les disparités dans leurs populations. C'est pour ces raisons que tous les États, incluant les plus riches, doivent se doter d'un système politique d'État-providence. C'est avec des politiques bien déterminées qu'ils créeront l'égalité et la prospérité.

Gunnar Myrdal fut un auteur tellement prolifique que tous ses textes ne peuvent être abordés au cours de cette recherche. Un choix fut fait parmi les textes les plus influents et les plus cités. Myrdal garda une ligne directrice tout au long de sa carrière comme penseur. Ce fil conducteur est le développement et sa vision institutionnaliste de cette problématique. Le rôle de l'État est au centre de tous les écrits de Gunnar Myrdal et c'est pour cette raison qu'il s'insère comme auteur important en sciences politiques et en économie du développement. Son apport le plus manifeste est justement le fait qu'il ne voit pas le développement comme purement économique. Il croit que le développement est indissociable de la politique et des aspects sociaux.

⁷² Myrdal, Gunnar. 1971. «Are the Developing Countries Really Developing ?». *Bulletin of the Atomic Scientist*, janvier, pp. 21-31.

1.5 Sa carrière de politicien et son influence en politique

1.5.1 En Suède

En plus d'être un théoricien incontournable en économie du développement, Gunnar Myrdal eut une carrière politique impressionnante. En Suède, il occupa, tour à tour, les postes de sénateur et de ministre. Ses fonctions lui permirent d'appliquer son modèle dans son pays où il instaura l'État-providence.

L'auteur Gunnar Myrdal a œuvré presque toute sa vie en politique. Ses écrits contiennent, en plus des théories touchant la problématique du développement, de réelles mesures pour l'enrayer. Myrdal considère, dans toutes ses publications, l'aspect de l'application des idées qu'il énonce. Il a développé un modèle politique qui peut être considéré et appliqué à la lettre. La première étape de ce modèle est la constitution d'un État-providence national qui doit répondre à une série de critères tels le respect de la démocratie et de l'égalité et la planification rigoureuse dans tous les domaines notamment en économie, en éducation et en santé. C'est ce modèle qu'il prône et travaille à appliquer au sein de son pays.

Gunnar Myrdal occupe plusieurs fonctions politiques en Suède au cours de sa carrière. Il débute comme conseiller du gouvernement Hasson, poste qu'il occupe de 1932 à 1937. En 1934, il est nommé sénateur pour une durée de deux ans, puis, entre 1942 et 1946, il œuvre comme président de la Commission de la planification. Son expérience politique lui vaudra le titre important de ministre du commerce de 1945 à 1947. Lorsqu'il entreprend sa carrière politique pour le Parti social-démocrate, la Suède suit le modèle de la régulation de l'économie est laissée au libre marché. Ce pays, comme la plupart des pays occidentaux de l'époque, subit les conséquences du capitalisme. Gunnar Myrdal et ses confrères ont institué le changement en Suède en

créant un gouvernement plus fort, qui est rapidement devenu un État-providence contrôlant son économie.

À l'époque où Myrdal commence son implication politique, la Suède connaît des problèmes de développement. La récession économique mondiale des années vingt a violemment touché ce pays fonctionnant selon les principes libéraux. Le chômage était très élevé (près de 20%) et le prix des exportations très bas, symptôme d'une économie faible et de mesures sociales inexistantes. Jean-François Vidal explique dans son texte, « Crises et transformations du modèle social-démocrate suédois »⁷³, que dès 1932, le gouvernement suédois adopte une politique économique hétérodoxe de relance. Cette politique, se base sur les conclusions d'une Commission d'enquête, présidée par Myrdal, qui accuse le capitalisme de créer trop de fluctuations. Le gouvernement Suédois commande cette Commission d'enquête pour trouver des solutions aux graves problèmes économiques que connaît la Suède. Ces conclusions consistent à mettre en place un plus grand contrôle de l'économie pour éviter d'être à la merci des cycles économiques capitalistes qui, périodiquement, causent des problèmes majeurs dans les États. L'État est en charge de relancer l'économie nationale lors de récessions et de faire des réserves lorsque l'économie est prospère. C'est à partir de ce moment qu'en Suède, lors d'une récession, l'État crée de l'emploi en initiant de grands travaux et elle met en place un système de prestations pour les chômeurs. Maintenant, en Suède, l'État contrôle l'économie.

Le gouvernement suédois, à l'époque où Myrdal était politicien, a largement appliqué ses prescriptions. Les conclusions de la Commission Myrdal, qui visait à contrer l'effet négatif du capitalisme en Suède, ont toutes été appliquées. Les politiques de

⁷³ Vidal, Jean-François. 2010. «Crises et transformations du modèle social-démocrate suédois». *Revue de la régulation*, vol.2. no. 8. 15 p. Consulté le 27 janvier 2012. En ligne : <http://regulation.revues.org/index8931.html>

cette époque suivent le modèle énoncé par Gunnar Myrdal dans ses publications. Le plein emploi était une priorité du gouvernement et, pour Myrdal, il est nécessaire au développement et à l'amélioration des conditions de vie. Pour arriver à ce but, l'État crée non seulement de l'emploi, mais s'investit dans l'éducation des travailleurs, une initiative récurrente dans l'œuvre de Myrdal.

L'influence politique de Gunnar Myrdal sur la politique suédoise des années trente à soixante est manifeste. Son modèle théorique de l'État-providence est appliqué en respectant toutes les conditions nécessaires. La Suède est une démocratie et l'égalité est une valeur importante du pays. Gunnar Myrdal a aussi milité en faveur de l'égalité des sexes, et l'état Suédois s'est rapidement donné comme objectif l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes. Pour arriver à cet idéal d'égalité, de nombreuses mesures pour prendre en charge les enfants et les aînés ont été mises sur pied. Ces mesures visaient à libérer les femmes pour leur permettre de travailler.

Le modèle de Myrdal, appliqué en Suède, est un succès en matière de développement. En plus d'avoir créé une augmentation des conditions de vie dans la population, la planification a fait fructifier l'économie du pays. Les politiques multiples de l'État en matière d'emploi ont eu pour conséquence la disparition des emplois les moins productifs pour les remplacer par d'autres, mieux rémunérés, avec plus de création de valeur et, donc, plus intéressants pour la société. L'État-providence de Gunnar Myrdal a presque enrayeré le chômage qui s'est tenu en moyenne à 1% de 1947 à 1965. Le PIB par habitant a pendant la même période atteint des records en étant de trois à cinq fois plus élevé qu'avant l'avènement de ce gouvernement.

Les politiques sociales préconisées par Gunnar Myrdal ont été massivement appliquées en Suède. La population bénéficie sans exception d'assurance chômage et accident de travail, d'un régime de santé universel et d'une éducation gratuite. La Suède pratique une politique de prélèvement de l'impôt en fonction du salaire, ce qui

aide la redistribution de la richesse et crée plus d'égalité entre les citoyens. La classe moyenne est très prospère en Suède et le niveau de vie de la population se trouve parmi les meilleurs au monde.

L'étude de la Suède pendant les années où Myrdal exerçait une influence directe en politique nationale révèle l'efficacité de l'application de ses théories. Son influence est notable dans la transformation politique de la Suède vers le modèle d'État-providence. De plus, à cette époque, les politiques en accord avec la théorie de Myrdal ont donné des résultats très positifs en matière de développement. La baisse massive du taux de chômage, l'augmentation des salaires et du PIB en sont la preuve. La Suède, avec ses politiques de planification et de redistribution, a gagné son pari puisque le niveau de vie de sa population a considérablement augmenté. On le voit entre autres par l'augmentation du pouvoir d'achat des individus et par le fait que chacun d'eux peut être soigné convenablement.

Plusieurs décennies se sont écoulées depuis l'avènement de l'État-providence de Myrdal en Suède, et il est intéressant d'étudier l'évolution du modèle. Les résultats positifs en matière de développement constatés entre 1930 et 1970 se sont estompés dans les années quatre-vingt. La croissance du pays a freiné et le modèle d'État-providence fut remis en question. Les néolibéraux ont expliqué que l'endettement de la population et la faiblesse de l'épargne ainsi que la baisse de productivité dans le pays étaient imputables à l'État-providence qui, de par sa nature, décourageait l'épargne et nuisait à la productivité. La Suède, à partir des années soixante-dix, connaît des exportations de moins en moins rentables. À la même époque, la population conteste le bienfait des politiques salariales et souhaite que celles-ci soient soumises à la loi de l'offre et de la demande. Les Suédois souhaitent que la déréglementation des salaires leur permette d'avoir un plus grand pouvoir d'achat. Sous la pression de sa population et à la suite des problèmes économiques cités plus haut, la Suède, en 1978, commença petit à petit à déréglementer son économie, qui

était jusqu'alors la plus encadrée d'Europe. C'est, par contre seulement avec la crise bancaire de 1991 que la Suède abandonna réellement le modèle de l'État-providence de Gunnar Myrdal. Cette crise, causée par le virage libéral de la politique économique, fut la plus importante pour la Suède et le taux de chômage passa même de 2% à 10%. Pourtant, malgré les conséquences de CE changement de système politique, la Suède persista dans la voie de la libéralisation et compte maintenant sur ses exportations pour garantir des salaires décents et un niveau de vie acceptable aux travailleurs.

La Suède a, depuis les années 1990, changé son modèle étatique. Elle est passée de l'État-providence le plus planificateur d'Europe, à un système libéral où les règles sont minimales. Cette transformation s'est opérée après que certaines limites du système d'État-providence de Myrdal soient apparues. L'État-providence a entraîné une baisse de la productivité et des salaires et il était de plus en plus difficile pour le pays de réglementer l'économie à l'ère où les flux de capitaux voyagent à travers le monde à des vitesses vertigineuses. Ces problèmes du système ont été perçus comme une preuve majeure de disfonctionnement du modèle de Myrdal et la décision fut prise de l'abandonner. C'est, depuis, le retour du libéralisme en Suède, ce modèle qui avait été jugé inefficace dans les années trente par Gunnar Myrdal et l'École de Stockholm. Avec ces décisions, l'influence de Gunnar Myrdal se dissipe tranquillement de la sphère politique suédoise. Bien que profondément marqué par les politiques appliquées par Myrdal, la classe politique suédoise s'inspire désormais d'autres penseurs.

1.5.2 Sur la scène internationale

À la suite de sa carrière politique nationale en Suède, Gunnar Myrdal accepte des postes sur la scène internationale. Pendant dix ans, à partir de 1948, il occupe le rôle

de secrétaire de direction de la Commission économique de l'ONU pour l'Europe et il s'intéresse à de nombreuses problématiques mondiales sur lesquelles il publie des recherches. Ses écrits se penchent sur plusieurs sujets et plusieurs régions du monde. Ses études pour des institutions mondiales ont forgé sa réputation et ce sont ses écrits sur l'Asie, les États-Unis et le sous-développement dans le monde qui ont fait de Gunnar Myrdal un conseiller recherché par les institutions internationales.

Gunnar Myrdal s'intéresse énormément au développement mondial et ses diverses publications sur le sujet le prouvent. Dans ses ouvrages *Théorie économique et pays sous-développés*⁷⁴ et *L'État « mou » en pays sous-développés*⁷⁵, il décrit les raisons du sous-développement qui sont multiples, mais qui reposent principalement sur le type d'État au pouvoir au sein d'un pays. Les pays sous-développés doivent changer de modèle et adopter l'État-providence, c'est ainsi qu'ils pourront avoir des résultats rapides en matière de développement. Ils doivent remplacer leur État « mou » et impuissant par une institution capable de planifier et d'appliquer les politiques qu'elles adoptent. Les pays sous-développés sont captifs du cycle de la pauvreté qui ne peut être enrayeré qu'avec l'intervention de l'État. Il faut, en priorité, contrôler les facettes négatives de l'économie, mais, surtout, des politiques sociales de redistribution doivent être appliquées. C'est en donnant à la population l'accès aux soins de santé, à l'éducation et à une protection salariale que le développement va naturellement s'opérer. Aussi, Myrdal reste une référence lorsqu'il est question de dresser un portrait du développement en Asie, région du monde sur laquelle il a beaucoup écrit.

À l'époque où Myrdal développe ses théories pour pallier le sous-développement, le modèle de l'État-providence paraît un choix intéressant puisque sa récente application

⁷⁴ Myrdal, Gunnar. 1963. *Théorie économique et pays sous-développés*. Paris: Présence africaine, 190 p.

⁷⁵ Myrdal, Gunnar. 1969. «L'État « mou » en pays sous-développés». *Tiers-Monde*, vol. 10, no. 37, pp. 5-24.

en Occident porte des résultats positifs. Plusieurs pays sous-développés de cette époque ont tenté de créer un État-providence comme le souhaitait Myrdal. Par contre, actuellement, ces États-providence sont presque tous disparus et l'influence de Gunnar Myrdal n'est plus décelée dans les politiques de développement appliquées par les États du Sud. Les pays occidentaux ont aussi délaissé ce modèle, laissant Myrdal et ses théories dans l'oubli. L'influence politique de Gunnar Myrdal sur la scène internationale fut à une époque manifeste. Ses publications étaient considérées et ses prescriptions appliquées. Par contre, cette influence s'est dissipée avec l'avènement d'une nouvelle ère de libéralisme économique.

CHAPITRE 2

L'ŒUVRE DE GUNNAR MYRDAL

Gunnar Myrdal a écrit de très nombreux textes pour exposer sa vision du monde. L'étude de quelques-uns d'entre eux a permis de séparer l'œuvre de l'auteur en cinq composantes principales. Grâce à celles-ci, il est possible d'englober toute la pensée de Myrdal et de comprendre ses priorités. Les parties subséquentes s'attarderont en détail sur les cinq piliers de l'œuvre de Gunnar Myrdal.

2.1 Développement centré sur l'humain, le cœur de l'œuvre de Myrdal

Le choix du développement centré sur l'humain comme premier concept pour décrire l'œuvre de Gunnar Myrdal n'est pas anodin. Ce concept montre la vision de Myrdal face au développement et dévoile ce qui est primordial pour lui dans cette problématique. Si le développement prend une si grande place dans les écrits de Myrdal, c'est d'abord parce qu'il s'intéresse à la souffrance et à la misère que le sous-développement cause. C'est le côté humain de Myrdal qui se refuse à accepter le monde tel qu'il est, avec ses inégalités, qui le pousse à trouver des solutions.⁷⁶

Ce qui distingue Gunnar Myrdal de ses prédécesseurs en économie du développement, c'est justement son refus de voir le développement comme une discipline économique. Pour lui, c'est le mélange entre les facteurs sociaux,

⁷⁶ Dostaler, Gilles et Diane Éthier, Laurent Lepage. 1990. *Gunnar Myrdal et son œuvre*. Presses de l'Université de Montréal, 230 pages. Myrdal, Gunnar et Cyrille Ferraton. 2008. *Les valeurs guident et accompagnent notre recherche : L'institutionnalisme de Myrdal*. Paris : Ens. Editions, 96 p.

politiques et économiques qui définit les conditions de développement.⁷⁷ Les facteurs tels que la cohésion sociale, l'intégration, les lois en place, la démocratie et l'éducation sont aussi importants que le taux de chômage ou l'accès à des débouchés pour les exportations. Son étude de la condition des Afro-américains lui a permis de découvrir le fait, qu'en plus de découler de plusieurs disciplines d'études, les facteurs des sous-développements sont spécifiques à chaque situation. Pour décrire les raisons du sous-développement dans une région ou un pays, il faut l'étudier spécifiquement puisqu'il n'existe aucun modèle unique auquel se référer.

Pour arriver à créer le développement, l'état doit se concentrer sur les spécificités de son environnement pour élaborer les politiques appropriées.⁷⁸ Les facteurs sociaux sont les plus importants puisque ce sont ceux qui diffèrent le plus entre les régions du monde. Gunnar Myrdal va jusqu'à proposer une vision du développement comme un « organisme social » dont l'économie n'est qu'une partie.⁷⁹ C'est avec l'expérience que cet organisme social, composé des facteurs économiques, sociaux et politiques, réussira à comprendre et résoudre avec de plus en plus d'efficacité les problèmes de développement.

Pour Myrdal, la croissance économique est une bonne chose, mais cela n'apporte pas le développement. Il appuie Celso Furtado⁸⁰ lorsque celui-ci exprime que l'investissement libre ne cause que des disparités dans la population et entraîne la

⁷⁷ Frobert Ludovic et Cyrille Ferraton. 2003. «Gunnar Myrdal l'économie comme science morale». *L'Économie politique*, no. 20, p. 100-112. Consulté le 31 mars 2011. En ligne : www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2003-4-page-100.htm.

⁷⁸ Panico, Carlo et Rizza, Maria- Olivella, 2009. «Myrdal, Growth Processes and Equilibrium Theories». *Geography, structural change and economic development: theory and empirics*, Cheltenham, p. 183-202. Consulté le 22 juin 2012. En ligne : <http://growthbook4.ec.unipi.it/Chapter7.pdf>

⁷⁹ Ibid

⁸⁰ Furtado, Celso. 1976. *Théorie du développement économique*. Paris : Presses universitaires de France, 281 p.

corruption et l'exploitation. Seule l'augmentation du niveau de vie des populations est un indicateur acceptable de développement. C'est pourquoi les politiques de l'État doivent être orientées vers ce but en priorité. Les conditions économiques gagnantes se mettent en place naturellement une fois la souffrance de la population enrayée. Pendant sa carrière, Myrdal a élaboré des politiques pour son pays et a toujours respecté sa vision. Il a théorisé et appliqué des prescriptions au sous-développement qui ont toujours eu comme but la diminution de la misère.⁸¹

Lors de l'étude de l'œuvre de Gunnar Myrdal, il est important de garder en tête sa conception du développement puisqu'elle explique ses choix et ses idées. En posant le développement social comme priorité, il prend des décisions différentes d'un auteur comme Michael Porter, qui ne priorise pas l'augmentation de la productivité.⁸² L'importance qu'il accorde notamment à la démocratie et l'égalité, concepts incontournables dans son œuvre, ne peut s'expliquer que par son désir d'augmenter la qualité de vie des populations. L'égalité et la démocratie sont des priorités lorsqu'il est question d'enrayer la pauvreté et d'éliminer les disparités, mais ce n'est pas un choix de premier plan pour des auteurs comme Hirschman ou Rosenstein-Rodan pour qui, l'investissement est la seule priorité à considérer.⁸³ Aussi, l'État-providence de Gunnar Myrdal n'est nécessaire que dans un but de développement social bien qu'il crée aussi de la croissance. Une telle structure étatique n'est pas nécessaire pour les précurseurs qui croient que la croissance causée par l'investissement est garante de développement.⁸⁴ Aussi, bien que Myrdal place la planification économique au cœur

⁸¹ Rakoniewski, Alain. 1986. *Gunnar Myrdal: un jugement de valeur hétérodoxe sur les statuts et rôles du jugement de valeur en économie et en économie du développement*. Paris : Histoire de la pensée économique et épistémologie, DEA, 236 p

⁸² Porter, Michaël. 1993. *L'avantage concurrentiel des nations*, Paris :Inter-Editions, 260 p.

⁸³ Rosenstein-Rodan, Paul. 1943. «Problems of Industrialization of Eastern and South-Eastern Europe», *Economic Journal*, no. 53. p. 202-213.

⁸⁴ Hugon, Philippe. 2007. « Retour sur une cinquantaine d'années d'économie du développement », *Revue Tiers Monde*, vol. 3, no. 191, 256 p. Consulté le 22 octobre 2012. En ligne : http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=RTM_191_0717. Cet article de Philippe Hugon fait un retour sur l'histoire de l'économie du développement de ses débuts à aujourd'hui. Il distingue

de ses écrits, il met autant d'importance dans la planification sociale.

À l'époque où Gunnar Myrdal publie sa conception du développement, vu comme social, il se situe parmi les précurseurs puisque ses prédécesseurs concevaient plutôt le développement comme purement économique. Plusieurs de ses contemporains, tels Samin Amir et Amartya Sen l'ont rejoint et ont contribué à créer le développement humain.⁸⁵ Dans leur article « L'économie comme science morale »⁸⁶, Ludovick Frobert et Cyrille Ferraton mettent Gunnar Myrdal au premier plan et relatent que tout au long de sa carrière, le penseur a souhaité améliorer les conditions de vie des populations de manière très réaliste en n'excluant pas l'économie, mais en la reléguant au deuxième plan.

2.2 Démocratie et égalité

Dans le but de créer le développement, Gunnar Myrdal explique qu'un État doit, au préalable, se doter d'une démocratie forte basée sur une égalité réelle. La réduction des inégalités peut être possible avec la création de démocraties, car ces formes de

l'économie du développement en quatre périodes : «La période de la construction et des fondements (1960-1968) est caractérisée par un projet développementaliste en lien avec la décolonisation, la période de la radicalisation et des affrontements (1968, 1975-1980) est marquée par le tiers-mondisme et les luttes de libération, la période de la libéralisation et de l'ajustement (1980-1995) s'inscrit dans un contexte de marchandisation, la période de la refondation et du post-ajustement (1995-2007), ou du désenchantement, correspond à la phase relativiste de prise en compte de la pauvreté et des institutions dans un contexte de déconstruction/refondation.» Il place les précurseurs dans la période de la construction et des fondements, les structuralistes surtout dans la période de la radicalisation et des affrontements alors que les institutionnalistes se retrouvent dans toutes les époques. Gunnar Myrdal par exemple se situe dans la première période pour Hugon.

⁸⁵ Amin, Samir. 2003. «World Poverty, Pauperization & Capital Accumulation». *Monthly Review*, vol. 55, no. 5, 7 p.

Sen, Amartya. 2003. *L'économie est une science moral*. Paris : La Découverte, 125 p.

⁸⁶ Frobert Ludovic et Cyrille Ferraton. 2003. « Gunnar Myrdal l'économie comme science morale ». *L'Économie politique*, no. 20, p. 100-112. Consulté le 31 mars 2011. En ligne : www.cairn.info/revue-1-economie-politique-2003-4-page-100.htm.

gouvernement sont naturellement portées vers la redistribution des richesses.⁸⁷ L'État-providence de Gunnar Myrdal est une démocratie au sein de laquelle doit régner une égalité complète des chances entre les citoyens.

L'État-providence doit, pour Myrdal, reposer sur la démocratie et l'égalité pour créer le développement. Un État-providence dictatorial ou élitiste n'apporterait pas les résultats escomptés sur l'augmentation des conditions de vie de la population. Un tel gouvernement ne peut qu'encourager le clivage au sein même de la population. Ce n'est qu'une partie de la population qui bénéficie des actions prises par le gouvernement et, au final, il n'y a pas de diminution de la pauvreté. Seule une démocratie peut encourager la redistribution des richesses et s'intéresser aux conditions sociales de tous les citoyens.⁸⁸

Dans les pays sous-développés, les démocraties réelles sont presque inexistantes puisque, selon Gunnar Myrdal, ce sont des États mous qui sont au pouvoir et ces États, même lorsqu'ils ne sont pas corrompus, n'arrivent pas à instaurer des conditions d'égalité dans leur population. Myrdal explique que :

L'un des thèmes qui revient en permanence [...] est ce que j'appelle « l'État mou ». Par cette expression j'entends caractériser l'absence générale de discipline sociale dans les pays sous-développés. Cette absence de discipline se traduit par des carences législatives, particulièrement en ce qui concerne la mise en œuvre et le respect de la loi : absence d'obéissance aux règlements et directives édictés par l'autorité, fréquentes collusions entre cette autorité, les individus puissants et les groupes de personnes dont elle devrait

⁸⁷ Lalonde, Francine. 1990. «Gunnar Myrdal et la social-démocratie». *Les classiques des sciences sociales*, Chicoutimi : UQAC, 24 p. Consulté le 24 novembre. Ceci est un texte publié dans l'ouvrage sous la direction de Gilles Dostaler, Diane Éthier et Laurent Lepage. 1990. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal; Paris: Économica, p. 143-157.

⁸⁸ Myrdal, Gunnar. 1990. *The political Element in the Development of Economic Theory*. Transaction Publishers, New Brunswick, 298 p.
Myrdal, Gunnar. 1969. «L'État « mou » en pays sous-développés». *Tiers-Monde*, vol. 10, no.37, pp. 5-24.

contrôler les actes, et enfin, tendance, sensible dans toutes les couches de la population, à résister au contrôle de l'autorité publique et à ses voies et moyens. Le concept d'« État mou » inclut aussi la corruption, phénomène qui paraît aller de pair avec la croissance dans les pays sous développés.⁸⁹

Une partie de ces États mous n'est pas intéressée par la démocratie. Les richesses créées sont gardées pour l'élite de la société. Dans une autre portion de ces États mous, c'est l'incapacité de créer les conditions propices à la démocratie qui empêche un système de redistribution. Ces États sont incapables d'arriver à créer un système qui permettrait à la population de faire des choix. Pour arriver à créer ces conditions, plusieurs actions sont nécessaires dont l'éducation des populations. Il est très important pour Myrdal que les citoyens soient assez éduqués pour comprendre le fonctionnement de la démocratie et pour faire des choix éclairés en matière de politique. L'état doit investir en éducation pour assurer une démocratie réelle puisque lorsque les gens ne sont pas aptes à comprendre leurs droits et devoirs, il est impossible de prétendre suivre leurs choix démocratiques.⁹⁰

Myrdal exprime à propos de l'époque pré-coloniale des pays sous-développés :

Quoi qu'il en soit du fondement et du partage du pouvoir, ainsi que des relations à une autorité plus centralisée, le système avait pour fonction de maintenir l'équilibre économique et social d'une communauté stationnaire et largement autarcique. Il consistait dans son essence en un réseau d'obligations, réglant en premier lieu les droits de culture des terres, mais assurant aussi l'entretien des routes, des canaux, des réservoirs et autres équipements d'usage collectif. Il existait en particulier dans des pays de structure plus égalitaire (tels que la Birmanie et le Siam), des règles coutumières d'aide mutuelle en travail, une sorte de « coopération », bien qu'il s'agisse à nouveau de quelque chose de très différent de ce que l'entend à l'époque actuelle

⁸⁹ Myrdal, Gunnar. 1969. «L'État « mou » en pays sous-développé», *Tiers-Monde*, vol. 10, no. 37, p.

8.

⁹⁰ Ibid, p.5-24.

comme aide au développement.⁹¹

Pour Myrdal, instaurer l'État-providence dans les pays sous-développés faciliterait la restauration de la tradition d'aide aux démunis qui s'est perdue dans plusieurs de ces pays. Les politiques de redistribution vont créer un sentiment d'égalité entre les différentes classes sociales et faire diminuer les clivages. Dans les anciennes colonies, les hiérarchies créées par les colons se perpétuent et empêchent les différentes classes de faire preuve de solidarité les unes avec les autres. La création d'un État-providence égalitaire, où le pouvoir serait réparti entre chaque individu, détruirait les querelles de pouvoir entre les classes. Par contre, Myrdal observe que : « Avec l'héritage que j'ai essayé de caractériser et avec des administrations débiles, pénétrées de corruption, il est compréhensible qu'ils ne veuillent pas contribuer à renforcer ou édifier un système d'obligations communautaires — bien que, du point de vue de leur rénovation, cela semblerait être le besoin évident de tous ces pays. »⁹²

Les pays occidentaux, bien que plus développés, ont aussi des problèmes selon Myrdal.⁹³ Le niveau de vie général est plus élevé dans ses États, mais les disparités sont aussi énormes entre les plus nantis et les moins fortunés. L'égalité n'est pas toujours effective dans les pays dits développés. La démocratie réelle n'est pas non plus respectée puisque la corruption est fréquente et que les populations ne sont pas nécessairement assez instruites pour bien comprendre la politique. L'éducation n'est accessible qu'aux plus nantis dans plusieurs pays et une partie de la population n'est pas en mesure de faire des choix éclairés. La démocratie n'est donc pas réelle pour Myrdal. L'égalité des chances entre les individus doit être effective pour que la démocratie le soit. Des réformes en Occident sont primordiales pour continuer le développement. L'avènement d'un État-providence démocratique et égalitaire est la

⁹¹ Ibid, p.9.

⁹² Ibid, p.12.

⁹³ Myrdal, Gunnar. 1971. «Are the Developing Countries Really Developing ?» *Bulletin of the Atomic Scientist*, janvier, pp. 21-31.

première étape pour mener rapidement à l'augmentation du niveau de vie globale. Puisque la création d'un tel état est plus aisée dans les pays développés, il sera nécessaire qu'après l'application de ce type de gouvernement en Occident, ces mêmes pays apportent leur aide et leur expertise aux pays sous-développés pour qu'ils adoptent leur modèle.

Dans son article « American Dilemma »⁹⁴ ainsi que plus en profondeur dans son ouvrage *An American Dilemma: the Negro Problem and Modern Democracy*⁹⁵, Gunnar Myrdal s'intéresse à l'égalité aux États-Unis. Il explique que, dans ce pays, pendant de longues années, il existait deux classes de personnes. Cette différenciation était faite sur la base de la couleur de la peau et, selon la loi, les Américains caucasiens avaient plus de droits que les Afro-Américains. Cette situation a mené à une différence immense entre les conditions de vie entre ces deux classes, les Afro-Américains étant très pauvres comparativement aux autres Américains. Les États-Unis ont, depuis, changé la loi pour permettre l'égalité politique et juridique à tous les citoyens. Depuis l'avènement de l'égalité juridique, la condition des Afro-Américains s'est constamment améliorée. Une situation qui était déplorable pour une partie de la population a totalement changé seulement par la mise en place de cette égalité. Les pays en voie de développement peuvent s'inspirer de cet exemple pour augmenter leur développement. Donner des droits égaux à tous, au sein d'un pays, diminue les clivages. C'est une première étape vers le développement que de considérer tous les citoyens comme égaux.

Francine Lalonde explique, dans son texte « Gunnar Myrdal et la social démocratie »⁹⁶, que l'égalité est, pour Gunnar Myrdal, fondamentale et la base de tout

⁹⁴ Myrdal, Gunnar. 1944. *The Negro Problem and Modern Democracy*. New York: Harper. 936 pages.

⁹⁵ Ibid.

⁹⁶ Lalonde, Francine. 1990. «Gunnar Myrdal et la social-démocratie». *Les classiques des sciences sociales*, Chicoutimi : UQAC, 24 p. Consulté le 24 novembre. Ceci est un texte publié dans l'ouvrage

développement social. Le système mondial actuel n'est fait que d'inégalités entre les pays et de disparités entre les classes au sein même des entités étatiques. C'est la nature du laisser-faire économique que de créer l'exploitation et des décennies de capitalisme mondial ont créé un système tout à fait déséquilibré. Alors que les politiques menant à l'égalité sont perçues comme trop coûteuses pour les pays sous-développés par de nombreux auteurs, pour Myrdal, elles sont l'investissement le plus rentable.

Dans les pays développés, l'application de politiques créant plus d'égalité et de démocratie a tout de même créé des résultats positifs. Cela a augmenté la sécurité des populations et la prospérité économique en général. Myrdal l'explique ainsi :

In richer countries, (...) the positive interaction among development, equality and democracy has produced valuable results. Economic progress has made people better off and has provided greater security for everybody. This has strengthened the ideal of rational generosity of the community, making people 'feel freer to give up privileges, and to let down barriers which keep others out and (...) more prepared to carry the costs of common burdens'.⁹⁷

Avec l'augmentation de l'égalité est venu une augmentation du niveau d'éducation qui a garanti une plus grande démocratie et un gouvernement plus orienté vers les intérêts de la population. Aussi, un meilleur niveau d'éducation crée des emplois plus profitables pour la santé économique du pays et avec de meilleures conditions.

The intensification of egalitarian policies has raised the level of education of the population and has thus provided a firmer basis for democracy, which, in turn, has led governments to act more consistently in favour of the general interest. This kind of political behaviour, in turn, has promoted economic development and has thus given a further drive to the whole process.⁹⁸

sous la direction de Gilles Dostaler, Diane Éthier et Laurent Lepage. 1990. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal; Paris: Économica, p. 143-157.

⁹⁷ Myrdal, Gunnar. 1957. *Economic Theory and Under-developed Regions*. London: Duckworth, 167p.

⁹⁸ Panico, Carlo et Rizza, Maria- Olivella. 2009. «Myrdal, Growth Processes and Equilibrium Theories». *Geography, Structural Change and Economic Development : Theory and Empirics*, Cheltenham, p. 8. Consulté le 22 juin 2012. En ligne : <http://growthbook4.ec.unipi.it/Chapter7.pdf>

2.3 Planification économique

Un autre aspect important de l'État-providence, pour Gunnar Myrdal, est son action de planification.⁹⁹ L'État-providence démocratique et égalitaire doit planifier ses mesures économiques en établissant ses priorités et les actions à prendre pour y arriver. Elle doit ensuite les appliquer. L'état doit bien sûr établir un budget, mais il doit aller beaucoup plus loin que cela, il doit gérer l'économie de son pays. C'est en exerçant un contrôle rigoureux au service d'objectifs économiques prédéfinis que le maximum de résultats est constaté. La planification permet à l'État-providence une cohérence et des actions pertinentes. Elle fait en sorte que la structure organisationnelle reste efficace.

Gunnar Myrdal explique que c'est en créant un équilibre stable que s'opère le développement. Cet équilibre se crée avec l'action de l'État qui planifie et balise l'économie. En mettant en marche des mécanismes de planification sociale, politique et économique, il est possible de créer les conditions parfaites au développement.¹⁰⁰ La planification selon Myrdal ne se limite pas au domaine de l'investissement et des politiques économiques. Dans son article « First we must change society »¹⁰¹, il explique que la diminution des inégalités et de la pauvreté est directement liée à la planification de l'État dans des domaines sociaux tels la santé et l'éducation.

Dans ce même texte, Myrdal insiste sur le fait que le développement des pays du Sud ne pourra se faire qu'avec l'avènement d'un État-providence qui axerait sa

⁹⁹ Myrdal, Gunnar. 1963. *Planifier pour développer de l'État-providence au monde-providence*. Paris : Les éditions ouvrières, 261 p.

¹⁰⁰ Panico, Carlo et Rizza, Maria- Olivella. 2009. «Myrdal, Growth Processes and Equilibrium Theories». *Geography, structural change and economic development : theory and empirics*, Cheltenham, p. 183-202. Consulté le 22 juin 2012. En ligne : <http://growthbook4.ec.unipi.it/Chapter7.pdf>

¹⁰¹ Myrdal, Gunnar. 1974. «First we must change society». *Bulletin of atomic scientist*, vol.19, 10 p.

planification vers un programme d'éducation de la population. Ce programme devra se faire sur deux axes : l'éducation des jeunes et l'éducation civique. Gunnar Myrdal est un défenseur de l'éducation gratuite pour les jeunes. Cela favorise l'accès égalitaire de tous les citoyens à l'apprentissage en général. L'éducation civique, quant à elle, est tout aussi importante et doit englober plusieurs domaines. L'éducation des populations sur le fonctionnement de l'État et de la démocratie est le premier objectif, mais l'éducation des dirigeants et des organisations pour leur permettre de combattre la corruption et de comprendre la bonne gestion de l'État est tout aussi importante. Les pays démocratiques peuvent grandement aider les pays en développement en leur fournissant des occasions d'apprentissage. L'État doit garantir une éducation universelle et pertinente à sa population. La population, une fois instruite, créera elle-même des entreprises qui augmenteront la croissance économique de l'État. La main d'œuvre spécialisée et qualifiée est une valeur-ajoutée pour un État. De plus, une population instruite sait mieux comment se sortir de la misère et se bâtir une meilleure qualité de vie.

Dans son texte « Les aspects économiques de la santé »¹⁰², Gunnar Myrdal explique plus en détail la nécessité de l'investissement et de la planification dans le domaine de la santé. Il utilise l'exemple des pays sous-développés dans lesquels il existe un cycle de pauvreté et de maladie qui semble être impossible à surmonter. La pauvreté des populations leur laisse peu de ressources pour se maintenir en santé. Ces gens ont donc une espérance de vie plutôt basse et sont souvent aux prises avec des problèmes de santé qui leur rendent la vie difficile. Les facteurs principaux de cette condition sont l'insalubrité ainsi que la qualité et la quantité de nourriture. Un État-providence qui décide de planifier pour résoudre ces problèmes dans sa population est gagnant

¹⁰² Myrdal, Gunnar. 1952. «Les aspects économiques de la santé». *Revue économique*, vol 3, no 6. p. 785-804. Consulté le 22 octobre 2011. En ligne : <http://www.youscribe.com/catalogue/presse-et-revues/savoirs/sciences-humaines-et-sociales/les-aspects-economiques-de-la-sante-article-n-6-vol-3-pg-1033658>

puisqu'en plus d'aider au développement social de son État, il contribue à la croissance de l'économie et augmente les projets industriels. Plus une population est en santé, plus elle est productive et capable de travailler et plus elle a une espérance de vie qui augmente. Seul un État-providence démocratique et égalitaire peut arriver à planifier dans le but d'améliorer la santé de sa population. Pour Myrdal, l'investissement en santé est donc un moteur important de développement.

2.4 État-providence national

Un concept important pour Gunnar Myrdal, en matière de développement, est l'État-providence national. La création d'un État-providence est la première étape vers le développement d'un pays. C'est par ce choix de société que pourra s'amorcer la redistribution des richesses et l'augmentation du niveau de vie des populations. C'est la condition préalable à toute action en matière de développement. C'est cet État-providence qui sera le moteur des autres changements. En ayant le pouvoir de réguler et de redistribuer, l'État devient créateur de richesses et fait diminuer la pauvreté des populations. C'est sa capacité à s'impliquer dans tous les secteurs étatiques, autant de manière politique, sociale qu'économique, qui fait de l'État-providence un acteur déterminant en matière de développement. Myrdal explique que :

En retrait : « Le développement contraint l'État à intervenir sur une grande échelle. Les mesures d'intervention s'avèrent nécessaires à seule fin d'empêcher la désorganisation réelle de la société qui résulterait de l'organisation des marchés individuels si ce développement n'était ni contrôlé, ni coordonné. Et elles sont nécessaires, aussi, pour empêcher ceux qui ont acquis un pouvoir de négociation plus puissant d'exploiter les autres. »¹⁰³

¹⁰³ Myrdal, Gunnar, 1963. *Planifier pour développer de l'État-providence au monde-providence*. Paris : Les éditions ouvrières, 261 p.

Gunnar Myrdal explique que l'histoire a fait en sorte que les États et les institutions internationales contribuent à maintenir les inégalités de développement particulièrement dans les pays les moins développés où l'État est le plus faible. Le système mondial fonctionne sur le principe que les États riches se servent des États pauvres pour leur production capitaliste et pour continuer leur développement donc, ces États pauvres sont prisonniers de ce cercle qui avantage seulement les Occidentaux. Pour se sortir de cet état, qui se reproduit sans cesse, les pays sous-développés doivent se doter d'États-providence forts qui serviront les intérêts de leurs populations avant ceux de l'international.¹⁰⁴

L'État-providence de Gunnar Myrdal prône l'intervention dans le but d'enrayer le chômage et l'inflation, et de créer des conditions d'emplois avantageuses pour les travailleurs tout en gardant des entreprises compétitives. Les développements social et économique doivent être tous deux considérés, mais les politiques ne doivent pas favoriser la croissance au détriment des conditions de vie des populations. Gunnar Myrdal observe que, dans l'histoire, les politiques de redistribution de la richesse ont grandement contribué à la création de classes moyennes dans les pays occidentaux.¹⁰⁵

Myrdal explique que :

Si nous cherchons à tirer la leçon de ce qui s'est effectivement passé dans les pays riches qui ont, pendant la dernière moitié du siècle, accompli de grands progrès sur la voie d'une égalisation des chances, nous aboutissons, au contraire, à une théorie dynamique : à savoir qu'une meilleure égalisation des chances a été nécessaire pour stimuler et soutenir le progrès économique, aussi bien que pour assurer la

¹⁰⁴ Panico, Carlo et Rizza, Maria- Olivella. 2009. «Myrdal, Growth Processes and Equilibrium Theories». *Geography, structural change and economic development : theory and empirics*, Cheltenham, p. 183-202. Consulté le 22 juin 2012. En ligne : <http://growthbook4.ec.unipi.it/Chapter7.pdf>

¹⁰⁵ Lalonde, Francine. 1990. *Gunnar Myrdal et la social-démocratie : Les classiques des sciences sociales*, UQAC, Chicoutimi: 24 p. Consulté le 24 novembre. Ceci est un texte publié dans l'ouvrage sous la direction de Gilles Dostaler, Diane Éthier et Laurent Lepage. 1990, Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal; Paris: Économica, p. 143-157.

validité des postulats de la démocratie sociale.¹⁰⁶

Gunnar Myrdal se penche sur l'étude des pays sous-développés et remarque que ceux-ci ont des caractéristiques communes. La plus importante, pour lui, est le fait qu'ils sont dotés d'États mous.¹⁰⁷ Ces gouvernements faibles demeurent impuissants face aux besoins et aux problèmes sur leurs territoires. Puisque les États de ces pays n'ont aucune légitimité au sein de leur population et qu'ils ne sont pas dotés des organes nécessaires de réglementation dans leur propre pays, ils deviennent inutiles en matière de développement. Il est nécessaire, pour influencer le développement, d'avoir un contrôle sur les différentes sphères de la société, et ces États mous sont incapables d'assumer un contrôle judiciaire, ils sont contrôlés par l'étranger qui, en matière d'économie, leur dicte ce qu'ils doivent préconiser. Ces mesures économiques décidées par un élément externe sont bénéfiques au système capitaliste mondial, mais nuisent aux populations.

Gunnar Myrdal s'oppose aux idées de Rostow qui stipulent que les pays sous-développés ne sont qu'à un stade différent de leur histoire.¹⁰⁸ Il explique que :

En retrait« Comme l'exigence d'une rationalité part d'un ensemble de préconçus analytiques, il était humain que les outils théoriques que nous avons forgés pour l'étude des pays développés fussent utilisés sans qu'il fût tenu compte de leur adaptation aux réalités des pays sous-développés. Cela fut particulièrement vrai pour les économistes qui, comme je l'ai dit, prirent une part prépondérante dans ces recherches. »¹⁰⁹

¹⁰⁶ Myrdal, Gunnar. 1963. *Théorie économique et pays sous-développés*. Paris, Présence africaine. 190 p.

¹⁰⁷ Myrdal, Gunnar. 1969. «L'État « mou » en pays sous-développés». *Tiers-Monde*, vol. 10, no. 37, p. 5-24.

¹⁰⁸ Rostow, Walt Whitman. 1970. *Les étapes de la croissance économique*. Paris : Éditions du Seuil, 252 p.

¹⁰⁹ Myrdal, Gunnar. 1969. «L'État « mou » en pays sous-développé», *Tiers-Monde*, vol. 10, no 37, p.6.

Myrdal pense que le monde a changé et les possibilités de croissance économique de ces pays ne sont pas aussi grandes que lors de l'essor de l'Occident. La colonisation a modifié bien des choses dans l'état du monde.

Le fait crucial est que, de façon générale, la méthode de travail actuelle opère une abstraction sur des situations qui, pour la plupart, sont spécifiques aux pays sous-développés et responsables à la fois de leur état présent de sous-développement, et des difficultés qu'ils rencontrent maintenant dans leurs tentatives de développement. Négliger ces éléments irrationnels de leur situation renforce donc les partis pris politiques déjà mentionnés.¹¹⁰

Par exemple, les colons ont tendance à créer une hiérarchie au sein des colonies, ce qui nuit grandement à la redistribution de la richesse. Cela crée des classes sociales et incite certaines classes à ne pas respecter le gouvernement. À la suite des indépendances, la méfiance demeure dans la population et l'État ne réussit pas à gagner le respect nécessaire à l'établissement d'un système judiciaire et social fonctionnel. De plus, le manque d'expérience et de ressources transforme souvent les gouvernements nouveaux en dictatures corrompues, ce qui ne fait que créer des États mous. Pour toutes ces raisons, il est difficile pour les pays sous-développés d'instaurer le système d'État-providence, mais pour Myrdal, c'est la seule solution qu'ils ont pour arriver à se développer.¹¹¹

2.5 Le monde-providence

Dans le but d'aider le développement au niveau mondial, Gunnar Myrdal propose d'appliquer le modèle de l'État-providence national sur le plan international. Il ne souhaite rien de moins que la création d'un monde-providence. Ce monde-providence

¹¹⁰ Myrdal, Gunnar. 1969. «L'État « mou » en pays sous-développé», *Tiers-Monde*, vol. 10, no. 37, p.7.

¹¹¹ Ibid, pp. 5-24.

adopterait les mêmes caractéristiques essentielles que l'État-providence national y compris les trois principales, la démocratie, l'égalité et la planification. Les fonctions de redistribution de cet État contribueraient à la diminution des inégalités à travers le monde entier et créeraient le développement de la même manière qu'au niveau national.¹¹²

Gunnar Myrdal conçoit la création de ce monde-providence comme l'étape logique qui suit la création d'États-providence nationaux à travers la planète. Ces États-providence nationaux s'uniraient naturellement en une entité supranationale. Aussi, le but du développement pour l'État-providence national, selon Myrdal, est l'amélioration des conditions de vie. C'est donc un choix facile pour des États dont la priorité est le développement de s'unir pour poursuivre ce but à plus grande échelle.

Myrdal conçoit l'État-providence mondial comme démocratique et égalitaire avec des fonctions de redistribution des richesses. Celui-ci créerait l'égalité entre tous les habitants de la terre en leur donnant les mêmes droits et libertés. L'égalité des chances se constituerait de la même manière qu'au sein de l'État-providence national, avec des politiques orientées vers ce but.

Il faut plaider la cause de l'intégration internationale en des termes positifs, c'est-à-dire ceux qui consistent à poursuivre dans la communauté mondiale élargie les objectifs de l'État-providence national, ce qui ne signifie rien d'autre que la réalisation de nos vieux idéaux de liberté, égalité, fraternité, et non en des termes négatifs qui consistent à vouloir démanteler les politiques par lesquelles, partout dans le monde occidental, les individus ont essayé de réaliser les idéaux à l'intérieur de leur communauté nationale.¹¹³

Le développement de tous les pays serait constaté puisque chacun compterait

¹¹² Myrdal, Gunnar. 1963. *Planifier pour développer de l'État-providence au monde-providence*. Paris : Les éditions ouvrières, 261 p.

¹¹³ Myrdal, Gunnar. 1963. *Planifier pour développer de l'État-providence au monde-providence*. Paris : Les éditions ouvrières, p.161.

également sur l'échiquier planétaire. Il n'y aurait plus de pays dominants qui possèdent un pouvoir coercitif. Le développement d'une partie du monde ne pourrait plus se faire par l'exploitation d'une autre partie puisque tous les habitants seraient égaux. Ils auraient aussi tous le même poids démocratique et pourraient décider des actions les plus bénéfiques pour le développement. La fin des inégalités entraînerait, en même temps, la fin des guerres.¹¹⁴

Pour aider les pays sous-développés, plusieurs mesures ont été appliquées sur la scène internationale. Myrdal remarque que, dans l'histoire, l'investissement direct étranger pour aider les pays en développement n'a profité qu'à certains pays et tous les autres ont été oubliés. Cela ne réduit pas les inégalités. Il estime que seul un investissement désintéressé des pays développés peut réellement aider le développement mondial.¹¹⁵

Gunnar Myrdal a élaboré une théorie novatrice dans laquelle les concepts principaux se recourent et se complètent. En étudiant les cinq piliers de l'œuvre de Myrdal, on se rend compte qu'ils sont indissociables et cohérents. Le premier concept, le développement centré sur l'humain, est le plus important, car il dévoile les motivations de Myrdal à s'intéresser au développement. C'est seulement en ayant conscience de la conception du développement de Myrdal, qui est centré sur l'humain, que l'on peut comprendre les raisons pour lesquelles il est si important pour lui de pallier le sous-développement. Les mesures et les politiques qu'il a créées et appliquées, durant sa carrière, sont toujours orientées vers le bien-être des populations

¹¹⁴ Lalonde, Francine. 1990. *Gunnar Myrdal et la social-démocratie : Les classiques des sciences sociales*, Chicoutimi : UQAC, 24 p.

Myrdal, Gunnar. 1974. «First we must change society». *Bulletin of Atomic Scientist*, vol. 19, no. ?10 p.

¹¹⁵ Myrdal, Gunnar. 1963. *Théorie économique et pays sous-développés*. Paris : Présence africaine, 190 p.

et l'augmentation de la qualité de vie.

Le développement centré sur l'humain amène au deuxième concept au centre de l'oeuvre de Gunnar Myrdal, la démocratie et l'égalité. Pour Myrdal, la démocratie et l'égalité des humains sont centrales, car c'est une des conditions à la création du développement. C'est un pré-requis pour instaurer une démocratie réelle et l'égalité juridique au sein d'un État si on veut arriver à créer du développement.

Jumelée à la démocratie et à l'égalité, la planification économique et sociale est un autre critère pour arriver au développement selon Myrdal. C'est pourquoi cette troisième notion est aussi importante. Planifier le développement et la redistribution est l'outil dont peut se doter un gouvernement pour améliorer son économie et les conditions de vie de sa population. Ces idées ont mené Gunnar Myrdal à énoncer son quatrième postulat, l'État-providence national dont il est un fervent défenseur. Pour lui, c'est le modèle à adopter dans chaque pays.

Finalement, pour Myrdal, lorsque tous les États du monde seront des États-providence, il sera naturel pour eux d'unir leurs forces et de créer un État-providence mondial. Cet État-providence mondial est la solution au sous-développement. Il assurera l'égalité des populations et la redistribution des richesses pour éviter les disparités mondiales. Ces cinq piliers de l'oeuvre de Gunnar Myrdal sont ce qui le différencie et ce qui rendent ses idées intéressantes pour la discipline. Le prochain chapitre discutera des idées de plusieurs auteurs en économie du développement, ceci en vue de comprendre la singularité de l'auteur parmi ses pairs.

CHAPITRE 3

L'INFLUENCE DE GUNNAR MYRDAL

La discipline d'étude principale de Gunnar Myrdal est l'économie du développement. Pour arriver à comprendre cette notion et à insérer l'œuvre de Gunnar Myrdal dans celle-ci, il est nécessaire de faire plus qu'un survol historique. Un courant de pensée se définit tout d'abord par son objet d'étude et ensuite par les théories émises par les penseurs à propos de cet objet. Une multitude d'auteurs ont contribué à la discipline de l'économie du développement depuis les années cinquante. S'intéresser à ceux-ci permet de se familiariser avec l'œuvre de Gunnar Myrdal et de la comprendre. Étant donné le nombre incalculable d'auteurs, une sélection a dû être faite avant l'étude approfondie de chacun. Ces auteurs sont divisés en trois catégories : les précurseurs, les structuralistes et les institutionnalistes.

Depuis les années trente, l'économie du développement se penche sur la problématique des inégalités de développement au niveau national et mondial. C'est dans le contexte des années 50 que la problématique de développement, telle qu'on la conçoit aujourd'hui, est née. À cette époque, les empires coloniaux accordent leur indépendance à un bon nombre d'États pour les récompenser de leurs efforts pendant la guerre. La configuration du monde se transforme rapidement et de nombreux États sont créés. Ces nouveaux États, fiers de leur autodétermination, sont en majorité très pauvres et ont comme défi de se réorganiser après le départ des empires colonisateurs. Ils perçoivent l'indépendance comme la première étape vers le développement et l'industrialisation, et la manière occidentale devient leur modèle pour y arriver. Le modèle capitaliste occidental est, à cette époque, la voie toute désignée pour se développer puisque ses succès sont éminents à travers le monde. C'est dans ce contexte historique que les théories des précurseurs s'insèrent et

prennent tout leur sens. Cette vision du monde, qui préconise la croissance économique pour créer du développement, est à ce moment généralement partagée.¹¹⁶

Rapidement, l'économie du développement se diversifie avec l'apparition de théories qui se dissocient de la pensée des précurseurs. Les conditions de vie médiocres d'une partie importante de la population mondiale et les résultats en matière de développement qui se font attendre poussent des auteurs à repenser le développement et à y inclure la dimension sociale. Ces auteurs proviennent, entre autres, des courants structuralistes et institutionnalistes. Il faut tout de même noter que même si la majorité des penseurs de ces deux courants s'intéressent à la dimension sociale, ce n'est pas la totalité, certains auteurs incluent strictement l'économie dans leur définition du développement. Gunnar Myrdal s'insère dans la lignée des auteurs institutionnalistes pour qui le développement est, tout d'abord, une problématique sociale.¹¹⁷ Comme ses précurseurs Mitchell et Commons, Myrdal croit le développement indissociable de l'intervention des institutions. Alors que Mitchell voyait les institutions comme des moyens de réguler les fluctuations des cycles économiques, Commons, lui, a utilisé les institutions pour améliorer les droits des travailleurs. Gunnar Myrdal croit non seulement que les institutions doivent réguler l'économie, mais il leur donne un rôle de redistribution, ce qui les amènent à créer le développement.

L'étude de textes sur l'économie du développement a permis de déceler un nombre très important de définitions du développement. Le constat est que la plupart des auteurs créent une définition qui correspond à leurs intérêts théoriques. Les

¹¹⁶ Hugon, Philippe. 2007. « Retour sur une cinquantaine d'années d'économie du développement », *Revue Tiers Monde*, vol. 3, no. 191, 256 p. Consulté le 22 octobre 2012. En ligne : http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=RTM_191_0717

¹¹⁷ Frobert, Ludovic et Cyrille Ferraton. 2003. « Gunnar Myrdal l'économie comme science morale ». *L'Économie politique*, no. 20, p. 100-112. Consulté le 31 mars 2011. En ligne : www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2003-4-page-100.htm.

définitions sont en général directement reliées aux présupposés des théoriciens et servent les conclusions de leurs recherches. La présence de cette grande diversité de points de vue à la base des recherches sur le sujet pose une difficulté lorsqu'il est question de comparer les résultats de l'application des théories.

Dans le cadre de ce mémoire, deux définitions ont été principalement retenues et démontrent l'orientation de Gunnar Myrdal en matière de développement. La première est la plus formelle et est très souvent utilisée dans la littérature. Le développement se définit ainsi selon F. Perroux : « Le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rende apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global »¹¹⁸. Cette vision du développement est intéressante puisque, par sa généralité, elle devient accessible à un grand nombre d'auteurs et de théories. Aussi, elle englobe les deux concepts les plus souvent associés au développement soit l'économie et l'aspect social. Les ouvrages des précurseurs de l'économie du développement démontrent que les deux concepts énoncés dans la définition de F. Perroux ne sont pas nécessairement combinés dans toutes les définitions du développement. Plusieurs auteurs conçoivent l'économie comme le seul concept à prendre en considération en matière de développement. Chez les structuralistes, la tendance est généralement inversée et l'aspect social est prioritaire dans les définitions.

L'institutionnaliste Gunnar Myrdal se situe dans la deuxième catégorie d'auteurs, et pour lui, le développement doit être perçu de manière sociale avant toute chose. Selon lui, le développement est le : « (...) mouvement vers le haut de tout le corps social en matière de besoins fondamentaux (nourriture, accès à l'eau, à la santé, à l'éducation, aux loisirs, etc.) »¹¹⁹. Cette définition ne laisse aucune place au doute, Gunnar Myrdal

¹¹⁸ Perroux, François. 1990, *Dictionnaire économique et social*. Paris : Hatier, p.122.

¹¹⁹ Brises. *Développement*. Consulté le 1^{er} Aout 2011. En ligne : <http://brises.org/notion.php/developpement/IDH/notId/13/notBranch/13>

se situe parmi les défenseurs du développement économique et social.

Pour arriver à cerner l'importance de Gunnar Myrdal en économie du développement, des auteurs des trois principaux courants, les précurseurs, les structuralistes et les institutionnalistes, ont été choisis et seront présentés dans ce chapitre. Ces auteurs sont ceux qui ont créé la discipline et qui contribuent à la richesse et à la diversité des théories sur le développement. Il est impensable de parler d'économie du développement sans parler des auteurs qui en sont le fondement. Les précurseurs ont changé la manière de voir le problème du développement en fondant une toute nouvelle discipline. Les structuralistes ont bouleversé les idées préconçues de l'économie du développement en retournant le problème du développement vers la source, le système mondial lui-même. Les institutionnalistes ont influencé le monde en donnant à l'État de plus en plus de pouvoirs et de responsabilités et en créant l'État-providence.

3.1 Précurseurs

3.1.1 Walt Whitman Rostow

Le principal texte qui a servi à comprendre le précurseur Walt Whitman Rostow est « Les étapes de la croissance économique »¹²⁰, paru en 1960. Celui-ci relate la conception de Rostow face au développement ainsi que sa thèse principale. Il élabore aussi des précisions intéressantes sur le sujet dans *Politics and the Stages of Growth*¹²¹.

Cet auteur influent, actif dans le monde politique américain sous le gouvernement Johnson, est l'un des premiers à élaborer une théorie sur le développement. À la suite

¹²⁰ Rostow, Walt Whitman. 1971. *Politics and the stages of growth*. Angleterre: Cambridge University Press, 410 p.

de leur implication dans la deuxième guerre mondiale et des nombreuses pressions qu'elles ont exercées sur les métropoles d'Europe, de nombreuses colonies se voient accorder leur indépendance politique. Les capitales européennes étant en reconstruction, le modèle des empires coloniaux n'était plus viable. Les États-Unis préconisaient, à l'époque, le développement par l'industrialisation, et le capitalisme a grandement influencé les États nouveaux dans le choix de leur modèle économique et politique.. Dans le monde de l'après-guerre, les États développés ont tous utilisé la voie de l'industrialisation et du capitalisme pour arriver au sommet du monde. Walt Whitman Rostow conclut donc que, de par leur industrialisation naissante et leur indépendance nouvelle, les États sous-développés sont en voie de suivre le même chemin que leurs prédécesseurs pour se développer.¹²² La pensée générale étant que le sous-développement est temporaire et issu de l'histoire, les idées de Rostow se sont parfaitement inscrites dans son époque et furent accueillies favorablement par la communauté internationale.

I have gradually come to the view that it is possible and, for certain limited purpose, it is useful to break down the story of each national economy – and sometimes the story of regions – according to this set of stages. They constitute, in the end, both a theory about economic growth and a more general, if still highly partial, theory about modern history as a whole.¹²³

Rostow voit le développement comme une conséquence de la croissance économique qui est, elle-même, liée à l'industrialisation. Sa thèse est la suivante, le développement se fait par étapes. Ces étapes sont le chemin nécessaire à emprunter pour tout État dans sa quête de développement. La différence de développement entre les pays vient du fait qu'ils ne sont tout simplement pas tous arrivés à la même étape de la croissance économique.

¹²² Rostow, Walt Whitman. 1971. *Politics and the Stages of Growth*. Angleterre: Cambridge University Press, 410 p.

¹²³ Rostow, Walt Whitman. 1990. *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto*. Angleterre: Cambridge University Press, p. 2.

C'est avec la publication de « Les étapes de la croissance économique »¹²⁴, en 1960, que Rostow acquiert sa notoriété et popularise sa thèse de l'évolution du développement non homogène. Les étapes sont les suivantes. La société traditionnelle se caractérise par peu de production, une économie agricole, un pouvoir politique régional (propriétaires terriens) par exemple, l'Europe médiévale. La mise en place des conditions préalables au décollage se caractérise par de nouvelles méthodes de production, la présence de l'industrie, l'investissement massif dans le patrimoine collectif et l'augmentation du capital par habitant. Cela va de pair avec un rôle plus proéminent du gouvernement et la naissance du nationalisme. Le décollage vient par l'augmentation de l'investissement dans un but productif qui mène au développement de certains secteurs de base de l'économie. Lorsqu'un pays arrive à la marche vers la maturité, un secteur tertiaire se développe et l'industrie est florissante dans plus d'un secteur et non plus seulement dans ceux de base. Le niveau de vie augmente substantiellement. La dernière étape, l'ère de la consommation de masse, montre une société exportatrice qui ne dépend plus des technologies externes.¹²⁵ Rostow exprime que « It is possible to identify all societies, in their economic dimensions, as lying within one of five categories : traditional society, the preconditions for take-off, the take-off, the drive to maturity, and the age of mass-consumption. »¹²⁶

Pour Rostow, un exemple parfait de l'atteinte de la cinquième étape, l'ère de la consommation de masse, par un État, est le cas des États-Unis. « For the United States, the turning point was, (...) in the 1920's, and a gain in the post-war decade, 1946-56, that this stage of growth was pressed to, virtually, its logical

¹²⁴ Rostow, Walt Whitman. 1990. *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto*. Cambridge University Press, 272 p.

¹²⁵ Ibid.

¹²⁶ Ibid, p.4.

conclusion. »¹²⁷ Au contraire, les nouveaux pays décolonisés se situaient, à l'époque, plutôt au premier stade qui est de trouver les conditions préalables au décollage de leur économie.

Rostow aborde le développement de manière optimiste puisque, selon lui, chaque pays sous-développé peut prendre son essor en suivant les différentes étapes de développement. Ces étapes sont liées à l'industrialisation des États et cela devient un préalable au développement. Les États sont encouragés à mettre en place des politiques capitalistes et l'exode des campagnes vers les villes doit s'opérer. L'aide direct de l'étranger peut contribuer à accélérer le processus.¹²⁸ L'influence de Walt Whitman Rostow est considérable dans le domaine des politiques d'investissement direct à l'étranger et d'aide à l'industrialisation des pays sous-développés. Par contre, l'histoire démontre que sa théorie des étapes menant à la croissance économique ne s'est pas concrétisée. Son analyse s'avère tout de même juste dans le cas de certains pays tels la Chine et l'Inde. Dans les années soixante, Rostow prédit que ces pays franchiront les cinq étapes vers le développement et, finalement, c'est ce qui est arrivé.¹²⁹

Walt Whitman Rostow a une conception du développement totalement économique. Ses théories se basent sur les constatations en matière de croissance et d'industrialisation. Gunnar Myrdal se dissocie de Rostow sur plusieurs points dont la conception du développement, qu'il voit comme indissociable du niveau de vie des populations.¹³⁰ Ces deux auteurs ne prennent pas en compte les mêmes facteurs pour élaborer leurs théories sur le développement, Myrdal étant convaincu que l'économie

¹²⁷ Ibid, p.11.

¹²⁸ Ibid.

¹²⁹ Ibid.

¹³⁰ Frobert Ludovic et Cyrille Ferraton. 2003. «Gunnar Myrdal l'économie comme science morale». *L'Économie politique*, no. 20, p. 100-112. Consulté le 31 mars 2011. En ligne : www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2003-4-page-100.htm.

et l'industrialisation, tels que les décrit Rostow, ne sont que des composantes nécessaires au développement et pas la solution ultime.

Gunnar Myrdal ajoute à la stimulation de l'économie, l'implication de l'État dans l'économie et la prise en compte des facteurs sociaux par celui-ci pour arriver à créer les conditions propices au développement. Alors que, pour Rostow, l'État n'est pas un facteur important dans le processus, pour Myrdal, il est le point de départ. Selon Myrdal, l'histoire et l'industrialisation ne mènent pas naturellement au développement, l'intervention de l'État est nécessaire. En étudiant l'histoire, il remarque que les États développés ont tous réussi à atteindre le développement à l'aide d'un État fort. Ces mêmes États ont aussi aidé à créer des conditions de vie plus acceptables pour leurs populations. De plus, les conditions d'émergence des sociétés occidentales ne sont plus en place pour permettre aux autres pays d'en profiter.¹³¹ Les théories de Rostow sont, pour Myrdal, inefficaces et incomplètes, la dimension sociale et l'implication de l'État n'étant pas considérées. Myrdal considère que Rostow fait partie des économistes utilisant la méthode de travail moderne.

En économie, ce que j'ai appelé « la méthode de travail moderne » tendait à dégager des niveaux de modes de vie, des attitudes et institutions, un modèle abstrait. Celui-ci peut avoir un sens dans les pays développés, bien que j'en sois moins convaincu que la plupart de mes collègues, mais elle n'en a à coup sûr aucun dans les pays sous-développés. Les modèles en terme de revenu, global ou moyen, d'emploi, d'épargne, d'investissement, de production, de prix et marché et de coefficients techniques, conditionnent notre recherche, déterminent la structure des plans et toute la discussion des problèmes du développement. Les économistes, en particulier, ont été prodiges en réserves et restrictions en raison de tout ce que leur analyse laissait de côté, sans toutefois que cela implique une modification dans les méthodes fondamentales d'approche. Le fait crucial est que, de façon générale, la méthode de travail actuelle opère une abstraction sur des

¹³¹ Myrdal, Gunnar. 1963. *Planifier pour développer de l'État-providence au monde-providence*. Paris : Les éditions ouvrières, 261 p.

situations qui, pour la plupart, sont spécifiques aux pays sous-développés et responsables à la fois de leur état présent de sous-développement, et des difficultés qu'ils rencontrent maintenant dans leurs tentatives de développement.¹³²

3.1.2 Arthur Lewis

C'est avec « Economic Development with Unlimited Supplies of Labor »¹³³ et *La théorie de la croissance économique*¹³⁴ que la conception innovante du développement d'Arthur Lewis a été étudiée. Ces textes sont le fondement de son approche en économie du développement.

L'auteur Arthur Lewis¹³⁵ se démarque des autres précurseurs par sa vision interventionniste. C'est son article « Economic Development with Unlimited Supplies of Labor »¹³⁶, en 1954, qui l'a lancé en économie du développement. En préconisant l'intervention de l'État en matière de développement, il diverge des positions libérales habituelles où il faut laisser place au libre marché, à la libre concurrence et à l'État minimaliste.

Natif de la colonie britannique Sainte-Lucie, Lewis pose un regard différent sur l'économie du développement. Pour lui, bien que l'économie soit au cœur de sa définition du développement, les inégalités sociales sont toujours la motivation

¹³² Myrdal, Gunnar, 1969. « L'État « mou » en pays sous-développés ». *Tiers-Monde*, vol. 10, no. 37, p. 5-24.

¹³³ Lewis, W. Arthur. 1954. « Economic Development with Unlimited Supplies of Labor ». *School of Economic and Social Studies*, vol. 22, pp. 139-91.

¹³⁴ Lewis, William Arthur. 1967. *La théorie de la croissance économique*. Paris: Payot, 453 p.

¹³⁵ Lewis, W. Arthur. 1954. « Economic Development with Unlimited Supplies of Labor ». *School of Economic and Social Studies*, vol. 22, pp. 139-91; Lewis, William Arthur. 1967. *La théorie de la croissance économique*. Paris: Payot, 453 p.; Rannis, Gustav. 2004. *Arthur Lewis' contribution to development thinking and policy*, New Haven: Economic growth center, Yale University, 16 p.

¹³⁶ Lewis, W. Arthur. 1954. « Economic Development with Unlimited Supplies of Labor ». *School of Economic and Social Studies*, vol. 22, pp. 139-91.

derrière ses écrits. Élève du penseur Friedrich Hayek, pour qui le laisser-faire économique était le modèle à prioriser, Lewis va à l'encontre de son maître en exprimant que, sans l'intervention massive de l'État, le développement n'est pas effectif.

Arthur Lewis croit, comme ses contemporains, que le développement se fait par la croissance économique, qui, elle, est produite lorsque l'industrialisation se développe, mais il ajoute que cela doit être instigué par l'État. Selon Lewis, il y a aussi présence de phases de développement supportées par l'État. Les institutions, en misant sur une planification économique rigoureuse, sont la clef du développement et orientent celui-ci. Les institutions démocratiques accélèrent le développement, car elles créent des politiques qui visent l'augmentation de la qualité de la vie des hommes. Les régimes autoritaires servent des desseins trop égocentriques pour aider la diminution de la pauvreté. Aussi, la mise en place d'un système d'éducation libre et non soumis aux lois du marché est une étape des plus importantes pour Lewis, cela permet aux hommes de comprendre leur environnement et ainsi d'exercer une certaine emprise sur celui-ci.

Un apport majeur de la théorie d'Arthur Lewis est l'attribution de caractéristiques propres aux pays sous-développés. Les précurseurs de Lewis concevaient le développement de tous les pays sous le même modèle que celui qui a apporté des résultats en Occident. La particularité de Lewis est qu'il avance que tous ces auteurs se trompent et qu'il faut différencier les États. Une des différences majeures qu'ont les pays sous-développés par rapport aux pays occidentaux est la dualité entre deux secteurs économiques au sein d'un même État, le secteur traditionnel et le secteur capitaliste. C'est en s'adaptant aux particularités des États que les plans de développement pourront être effectifs.

L'histoire a démontré que le modèle de Lewis, qui consiste, entre autre, à encourager

les États à établir des politiques pour que les mouvements de population du secteur traditionnel se dirigent vers le secteur capitaliste, a été utilisé avec succès. La Chine et l'Inde se sont développées par l'industrialisation dirigée par un État fort qui a encouragé les populations à passer de l'économie de subsistance à l'économie capitaliste.

Arthur Lewis et Gunnar Myrdal ont plusieurs similitudes dans leur manière de penser. La première découle du fait que le développement économique pour Lewis est une priorité puisqu'il réduit la pauvreté. C'est la pauvreté qu'il voit comme le plus grand fléau de son époque. Il souhaite que la croissance économique apporte le développement et l'augmentation des conditions de vie des populations. Gunnar Myrdal partage cette position puisque, pour lui, le développement n'est calculable qu'en augmentation des conditions de vie des populations et non pas en PIB. Ce qui différencie les deux auteurs, c'est que Lewis voit le capitalisme comme une voie logique (historique) pour arriver à la réduction de la pauvreté alors que Myrdal exprime le contraire. Il souhaite changer le système ou du moins l'améliorer.

Arthur Lewis rejoint Myrdal puisqu'il souhaite que la croissance économique amène l'augmentation du niveau de vie des populations. Cet accroissement est primordial puisqu'il élargit les horizons de l'homme et renforce par le fait même le contrôle que celui-ci a sur son environnement, lui permettant une plus grande liberté. La liberté et le contrôle de l'Homme sur son environnement font en sorte de lui donner une plus grande emprise sur son développement. Gunnar Myrdal exprime que le développement passe nécessairement par la liberté et la démocratie au sein des États. Ce sont ces caractéristiques qui donnent aux populations la capacité de faire des choix bénéfiques sur leurs conditions de vie.

Gilles Dostaler explique au sujet de Lewis que :

Il est convaincu que la solution aux problèmes économiques se trouve

plus dans le changement des institutions que dans celui des prix. Ce n'est pas, en tout cas, la libéralisation du commerce international qui servira de moteur à la croissance des pays sous-développés. Une partie de la solution réside dans la planification, thème sur lequel il avait publié un livre dès 1949 et sur lequel il reviendra en 1966, et dans la recherche d'un juste équilibre entre le marché et l'activité des pouvoirs publics.¹³⁷

Comme nous l'avons vu précédemment lorsque nous avons abordé les idées de Myrdal, cette conception du développement le rapproche de Lewis, car les deux auteurs s'accordent sur ce point et ils croient qu'il faut miser sur le changement institutionnel et politique pour parvenir au développement. La libéralisation du commerce n'est pas la solution parfaite au développement, le développement ne se fait pas de manière autonome avec comme seules règles le marché et la concurrence. Il faut, tout d'abord, des institutions fortes qui créent les conditions propices à ce développement. Pour Lewis, comme pour Myrdal, il y a présence de phases de développement supportées par l'État. Les institutions, en misant sur une planification économique rigoureuse, sont la clef du développement et orientent celui-ci. Les institutions démocratiques accélèrent le développement, car elles créent des politiques qui visent l'augmentation de la qualité de la vie des hommes.

3.1.3 Albert Hirschman

Albert Hirschman¹³⁸, allemand de naissance, mais considéré comme un penseur américain, est un précurseur qui gravite à la même époque que Rostow et Lewis. Il a fait sa marque en économie du développement avec sa théorie de la croissance déséquilibrée. Pour Hirschman, les spécificités des pays sous-développés ne sont pas

¹³⁷ Dostaler, Gilles. 2007. «Arthur Lewis, anatomie du sous-développement.» *Alternatives économiques*, no. 154, 6 p. Consulté le 25 novembre 2012. En ligne : http://www.alternatives-economiques.fr/william-arthur-lewis--anatomie-du-sous-developpement_fr_art_207_24501.html

¹³⁸ Hirschman, Albert. 1958. *The strategy of economic development*. New Haven : Yale University Press, 217 p.

Hirschman, Albert. 1967 *Development projects observed*. Washington: Brookings Institution, 197 p.

à prendre en considération puisqu'elles sont incalculables. Le développement découle directement de la croissance et se produit de façon déséquilibrée. Ce n'est pas le nombre d'investissements qui compte, mais la qualité et l'impact de ceux-ci. En développant des secteurs stratégiques de l'économie, c'est tout l'État qui en bénéficiera par la suite. « An increase of wealth through foreign trade leads to an increase of power relative to that of other countries – precisely the political aim of Mercantilist policy. Within the Mercantilist conception of wealth, a conflict between the wealth and power aims of the state is well-nigh unthinkable. »¹³⁹ Il est donc primordial d'instaurer des critères d'investissement et de cibler seulement, et en priorité, les secteurs qui créent la croissance non seulement dans un domaine économique précis, mais dans ceux qui ont le plus de répercussions possibles sur les autres. Il faut introduire l'investissement dans des secteurs clés prédéterminés. Cela donne deux rôles aux gouvernements dans le processus de développement : introduire (investir dans les domaines clés) et équilibrer. Le rôle du capital étranger, quant à lui, est de permettre aux pays d'enclencher le mécanisme de la croissance déséquilibrée en donnant un élan aux secteurs clés.

Albert Hirschman est le précurseur des politiques d'investissement ciblés des États et des organisations internationales dans les pays sous-développés. C'est le cas de des institutions de Bretton Woods dont les financements et les conditionnalités sont souvent de prioriser l'investissement dans des secteurs particuliers dans les pays en développement. Hirschman est aussi un défenseur de l'investissement direct à l'étranger et il accorde un rôle important aux États occidentaux dans de développement des pays en développement.

La vision du développement d'Albert Hirschman est indissociable de la croissance économique. C'est un besoin qu'a l'humanité de développer son économie, c'est la

¹³⁹ Hirschman, Albert 1964. *National Power and the structure of foreign trade*. University of California: Publications of the Bureau of Business and Economic Research, p.5.

suite logique de l'évolution. Il est partisan de la théorie des stades et croit que le prochain stade est un monde équitablement développé.

Lorsqu'on compare Gunnar Myrdal et Albert Hirschman, on ne dénote pas beaucoup de ressemblances excepté leur apport à l'économie du développement. Alors que Myrdal pense le développement en fonction de préoccupations sociales, Hirschman ne s'intéresse qu'à l'économie. Bien qu'Hirschman prône une certaine intervention pour cibler les investissements, il ne place pas l'État au centre de cette intervention et ne lui donne pas autant de pouvoirs que Myrdal.

3.1.4 Paul Rosenstein-Rodan

Le précurseur Paul Rosenstein-Rodan s'est démarqué en économie du développement en 1943 avec son texte « Problems of Industrialization of Eastern and South-Eastern Europe »¹⁴⁰ dans lequel il expose une théorie totalement opposée de celle d'Albert Hirschman. Cet auteur croit que le développement d'un pays sous-développé s'opère de façon équilibrée, c'est à dire en investissant dans toutes les sphères de l'économie de façon synchronisée. Il explique qu'un « Big push » dans l'économie est nécessaire pour entamer le processus de développement. Rosenstein-Rodan croit que stimuler seulement certaines industries ne donnera pas de résultats concluants pour un État. Il rejoint tout de même Hirschman sur un point, le développement doit être instigué par l'État. C'est par des politiques et des actions concrètes en économie que l'État doit amener l'investissement dans les différentes industries. L'État doit, non seulement, encourager l'investissement, mais aussi le coordonner pour qu'il soit équilibré au sein de son pays.

Le théoricien polonais Paul Rosenstein-Rodan a influencé le monde, entre autre, en

¹⁴⁰ Rosenstein-Rodan, Paul. 1943. «Problems of Industrialization of Eastern and South-Eastern Europe», *Economic Journal*, no. 53. pp. 202-213.

travaillant à la Banque Mondiale entre 1947 et 1954¹⁴¹. Il a créé et influencé des programmes de développement international pour les pays sous-développés. Pour ce précurseur, le développement est une question de croissance économique. Il suit donc ses confrères Rostow et Hirschman dans cette voie en n'abordant pas les dimensions sociales de la problématique. C'est d'ailleurs sa plus grande différence avec l'institutionnaliste Gunnar Myrdal pour qui le développement est nécessairement social. Par contre, sa conception d'un État interventionniste en économie a des similitudes avec l'État-providence de Myrdal bien qu'il soit beaucoup trop minimaliste pour l'auteur suédois. Rosensthal-Rodan et Myrdal croient tous deux que l'État doit intervenir et créer des politiques pour planifier et réguler l'économie, mais alors que le premier s'arrête à ce rôle, le second en ajoute plusieurs autres, primordiaux en développement. Myrdal croit que l'État doit avoir non seulement des politiques économiques, mais sociales et axées sur la redistribution. La planification doit, pour celui-ci, s'opérer à tous les niveaux de la société. Aussi, alors que Myrdal insiste sur le fait que l'État doit absolument être démocratique, Rosensthal-Rodan ne donne pas d'importance à la forme que doit prendre l'État pour être créateur de développement.¹⁴²

3.2 Structuralistes

Les économistes structuralistes ont fourni un grand apport à l'économie du développement avec leurs nombreuses théories. Le structuralisme est apparu dans les années cinquante dans le cadre de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) des Nations-Unies, mais s'est démarqué des autres courants par le grand nombre d'auteurs qui s'y sont rattachés dans les années quatre-vingt. La théorie

¹⁴¹ Rosenstein-Rodan, Paul. 1943. «Problems of Industrialization of Eastern and South-Eastern Europe», *Economic Journal*, no. 53. p. 202-213.

structuraliste :

(...) comporte dans son principe l'affirmation de la spécificité du sous-développement, rejoignant en cela la démarche de François Perroux opérant une distinction entre développement et croissance. En même temps, le structuralisme développe une approche globale du fonctionnement de l'économie mondiale, ne concevant pas le fonctionnement des structures de la Périphérie indépendamment de celui des structures du Centre.¹⁴³

Le structuralisme est reconnu pour sa distinction entre les pays du centre, développés, à économie de marché et ceux de la périphérie, les pays sous-développés. Les pays du centre sont aussi souvent appelés pays du Nord et ceux de la périphérie pays du Sud. Les pays du Sud ne sont pas en mesure de se développer, car ils sont pris dans une logique de système qui avantage les pays du Nord. Le système capitaliste mondial, selon les structuralistes, fait en sorte que les pays du Nord agissent comme des empires et laissent les pays du Sud dans un état de dépendance.

Les prochains auteurs sont des structuralistes très célèbres et leurs théories, bien que liées par le fil conducteur de ce courant, sont tout de même très différents dans les détails. Malgré leurs spécificités, Celso Furtado, Samir Amin et Raoul Prebisch sont de fervents défenseurs du structuralisme car, pour eux, le développement doit nécessairement passer par le changement du système mondial. Il est nécessaire de trouver un nouveau modèle pour arriver à créer l'égalité des nations et le développement de toutes les populations.

3.2.1 Celso Furtado

Les ouvrages utilisés pour cerner la pensée du structuraliste Celso Furtado : *Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine, Théorie du développement*

¹⁴³ Treillet, Stephanie. 2001. «Le structuralisme, une revue des hypothèses d'actualité.» *Monde en développements*, vol. 2. no. 113-114. Pp. Consulté le 20 novembre 2012. En ligne : <http://www.preavis.org/breche-numerique/article842.html>

économique, et *Le mythe du développement économique*¹⁴⁴ mettent à jour sa conception du développement ainsi que ses prescriptions pour en accroître l'effectivité à travers le monde.

Celso Furtado¹⁴⁵ s'inscrit dans un courant de penseurs structuralistes qui croient que les inégalités de développement et le système mondial actuel sont indissociables. C'est dans la nature même du système capitaliste international que se trouve les causes du sous-développement. Cet auteur émerge à une époque où les théories des précurseurs, axées sur la croissance économique, n'ont pas apporté les résultats escomptés en matière de développement. Cette constatation amène des chercheurs à créer la théorie de la dépendance. Ce courant de pensée exprime que les États de la périphérie ou du Sud sont dépendants des États du centre appelé aussi États occidentaux ou du Nord. Le système capitaliste fait en sorte que les États du Sud ne peuvent pas se développer puisqu'ils sont maintenus dans un état de sous-développement par les systèmes économiques provenant du Nord. Tant que le système capitaliste mondial sera dominant, le développement est une utopie.¹⁴⁶

Celso Furtado explique qu'il est impossible pour les pays de la périphérie de se développer de la même manière que leurs prédécesseurs, par l'industrialisation, puisque les ressources de ces pays sont détenues par les pays du centre. Les ressources des pays sous-développés servent au développement économique du centre et complètent le système mondial, ils ne servent pas les intérêts nationaux de ces pays. Les précurseurs tel Rostow ont confondu les pays sous-développés et les États

¹⁴⁴ Furtado, Celso. 1970. *Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine*. Paris, Calmann-Lévy, 276 p. ; Furtado, Celso. 1976. *Théorie du développement économique*. Paris, Presses universitaires de France, 281 p. ; Furtado, Celso. 1984. *Le mythe du développement économique* Paris, Anthropos, 151 p.

¹⁴⁵ Ibid.

jeunes. Ces deux types d'États sont pourtant différents et ils ne peuvent se développer par les mêmes processus puisque l'état du monde a changé. Pour Furtado, les pays de la périphérie ne peuvent pas se développer selon le modèle de laisser-faire économique. Malgré les théories des précurseurs, l'auteur explique que même l'histoire le démontre.

Generally speaking, traditional development, based on the expansion of exports, had transformed the countries of the region into competing economies. Exporting the same primary products and importing manufactured products from outside the region, they failed to forge any economic links with each other. Thus, in the context of the international division of labour created in the Colonial Pact period and extended during the first stage of the Industrial Revolution, the traditional form of development helped to foster regional fragmentation.¹⁴⁷

Celso Furtado se démarque par l'importance qu'il accorde non seulement aux inégalités entre le centre et la périphérie, mais aussi à celles qui existent au sein même des États périphériques. Le système capitaliste mondial entraîne une consommation de masse principalement dans les pays du Nord, mais elle se reflète aussi chez les élites des pays du Sud. Ces élites, conscientes du mode de vie des Occidentaux sont tentées de le reproduire. Cela entraîne un déséquilibre au sein des États qui voient une minorité de la population s'accaparer la majorité du capital. Les profits, découlant des investissements, servent à recréer les habitudes de vie occidentales plutôt qu'à aider le développement général du pays. La majorité de la population ne voit donc aucun bénéfice à l'industrialisation. Celso Furtado appelle ce phénomène la modernisation et va jusqu'à dire que cela constitue une dépendance culturelle du Sud envers le Nord. Dans le passé, l'industrialisation des États a mené à la répartition de la richesse alors que maintenant elle amène seulement à la concentration. Les États du Sud augmentent sans cesse l'exploitation pour que l'élite

¹⁴⁷ Celso, Furtado. 1976. *Economic Development of Latin America: Historical Background & Contemporary Problems*. Ville Cambridge University Press, p. 7.

arrive à conserver un niveau de consommation occidental.

Furtado fut un influent politicien impliqué dans le gouvernement brésilien tout d'abord comme concepteur de la politique économique et ministre du plan de développement entre 1956 et 1964 puis, en 1979, comme ministre de la culture. La politique économique de Lula da Silva est fortement influencée par la vision de Furtado. Le Brésil est d'ailleurs un pays émergent et un des seuls États périphériques à s'être démarqué en matière de développement, sa classe moyenne étant en constante augmentation. Les investissements et la création d'institutions fortes et de redistribution sont à la base de ce succès. Sur la scène internationale, Celso a dirigé la section responsable du développement de la CEPAL à l'ONU entre 1949 et 1957.

Furtado Celso conçoit le développement comme nécessairement social. Il s'oppose aux précurseurs car, pour lui, la croissance et le développement ne sont pas des synonymes. La croissance est l'idéal capitaliste, et le développement, la réduction de la pauvreté. Cette vision du développement le rapproche de Myrdal avec qui il partage plusieurs idées. Tout comme le Suédois, il croit à un État fort qui doit orienter l'économie. Cet État est tenu de faire en sorte que les richesses doivent absolument être redistribuées. C'est par la création d'une classe moyenne que les inégalités seront enrayerées. Sur la scène internationale aussi une redistribution est nécessaire.

Par contre les deux auteurs s'opposent sur un point, Gunnar Myrdal ne souhaite pas enrayer le système capitaliste complètement bien qu'il nie l'efficacité du laisser-faire économique. Pour lui, c'est la création d'États-providence qui poussera le système mondial à se transformer. Celso croit plutôt que pour des résultats maximaux en développement, le système international doit changer d'abord bien que les États, en se dotant de politiques économiques collées à ses théories, peuvent améliorer leur sort.

Celso s'inscrit dans la lignée des auteurs structuralistes puisqu'il croit vraiment que le système capitaliste mondial est la cause du sous-développement des pays du Sud. Il partage cette opinion avec de nombreux auteurs dont Samir Amin, un de ses contemporains. Les deux auteurs pensent que c'est seulement en changeant le système mondial qu'il sera possible d'aider le développement mondial. Sans cela, on ne peut qu'améliorer légèrement les conditions de vie des populations sans pour autant régler le problème à la base.

3.2.2. Samir Amin

Les trois textes choisis pour étudier la théorie de Samir Amin : « Imperialism and Globalization », « The Political Economy of the Twentieth Century » et « World Poverty, Pauperization and Capital Accumulation »¹⁴⁸, dévoilent son inclination pour le structuralisme.

Bien qu'il ait commencé ses contributions à l'économie du développement à la fin des années cinquante, Samir Amin adapte ses réflexions à l'ère contemporaine sans difficulté. Au départ, influencé par la situation dans les colonies et anciennes colonies et, plus tard, par l'ascendant qu'exerce les États-Unis sur les pays du Sud, Amin s'intéresse aux causes qui créent et maintiennent le sous-développement. Il se rend compte que les inégalités n'ont pas tendance à régresser avec le capitalisme et l'industrialisation. Il s'inscrit dans la lignée des théoriciens de la dépendance, car il partage la thèse du maintien des pays de la périphérie dans la misère par les pays du Nord et le système mondial.

Samir Amin¹⁴⁹ est un structuraliste puisqu'il exprime la nécessité de changer le

¹⁴⁸ Amin, Samir. 2001. « Imperialism and Globalization ». *Monthly Review*, vol. 53, no. 2, 5 p.; Amin, Samir. 2000. « The Political Economy of the Twentieth Century ». *Monthly Review*, vol. 52, no. 2, 9 p.; Amin, Samir. 2003. « World Poverty, Pauperization and Capital Accumulation ». *Monthly Review*, vol. 55, no. 5, 7 p.

¹⁴⁹ Ibid

système mondial pour parvenir à un développement acceptable. C'est en plaçant l'amélioration des conditions de vie au centre de sa pensée en matière de développement qu'Amin énonce l'égalité des droits et des possibilités comme son ultime but. Pour bien comprendre la problématique de l'inégalité interétatique, Amin s'intéresse aux causes historiques de celle-ci. Ses recherches l'amènent à voir l'impérialisme comme central et récurrent. Il exprime que « Imperialism is not a stage, not even the highest stage, of capitalism: from the beginning, it is inherent in capitalism's expansion. The imperialist conquest of the planet by the Europeans and their North American children was carried out in two phases and is perhaps entering a third. »¹⁵⁰ Il note trois grandes phases d'impérialisme : la conquête des Amériques, l'impérialisme en Asie et finalement en Afrique. Pour Amin, l'impérialisme est inhérent au capitalisme et cause la dévastation des pays colonisés par la dépendance et l'exploitation. À la suite des grandes guerres et de l'acquisition de l'indépendance politique par la plupart des colonies, les États-Unis ont continué à exercer leur impérialisme à travers le monde. Cet impérialisme est plus subtil, mais reste aussi contraignant pour les pays sous-développés. Le capitalisme, pour son expansion, a besoin de l'impérialisme. C'est seulement par l'exploitation qu'il peut arriver à se renouveler et à faire une marge de profits sans cesse grandissante.

Today we see the beginnings of a third wave of devastation of the world by imperialist expansion, encouraged by the collapse of the Soviet system and of the regimes of populist nationalism in the Third World. The objectives of dominant capital are still the same—the control of the expansion of markets, the looting of the earth's natural resources, the superexploitation of the labor reserves in the periphery—although they are being pursued in conditions that are new and in some respects very different from those that characterized the preceding phase of imperialism. The ideological discourse designed to secure the assent of the peoples of the central Triad (the United States, Western Europe, and Japan) has been refurbished and is now founded on a “duty to intervene” that is supposedly justified by the defense of “democracy,” the “rights of peoples,” and “humanitarianism.”¹⁵¹

¹⁵⁰ Amin, Samir. 2001. « Imperialism and Globalization ». *Monthly Review*, vol. 53, no. 2, p.1.

¹⁵¹ Amin, Samir. 2001. « Imperialism and Globalization ». *Monthly Review*, vol. 53, no. 2, p. 2.

Pour Amin, le développement est une critique du capitalisme puisqu'il est impossible à réaliser sous la domination de ce système mondial. Le développement implique la création d'une société alternative, post-capitaliste. Un pilier de cette société alternative est la démocratie. Pour Amin, la démocratie est conçue comme absolue, sans règles de contournement même en matière de sécurité. Elle implique une réelle égalité des individus, sans disparités de classes. Cette démocratie doit être mondiale et elle doit s'appliquer sans distinction à tous les États.

La conception du développement est similaire pour Amin et Myrdal. Ils croient tous deux que le résultat doit être la réduction des inégalités et l'amélioration des conditions de vie. C'est, pour eux, le moteur de leurs recherches et observations. Ils croient aussi en l'action multilatérale pour enrayer le sous-développement. L'action des organisations et des États pour enrayer la pauvreté est le point de départ pour arriver au développement mondial. La démocratie, qui est vue comme un réel pouvoir des peuples sur la politique, prend aussi une place considérable dans l'œuvre des deux auteurs. Ce n'est qu'avec cette condition préalable qu'il y aura plus d'égalité.

Ce qui les différencie est la manière d'y parvenir. Samir Amin croit qu'en changeant le système mondial, le développement pourra devenir effectif alors que pour Gunnar Myrdal ce résultat n'arrivera qu'en changeant d'abord les systèmes étatiques. Amin souhaite tout remanier de manière globale, alors que Myrdal croit en une solution par étape, un État-providence à la fois.

3.2.3 Raul Prebisch

Dans les textes « The economic development of Latin America and its principal problems », « Third World Lecture 1981: Capitalism: The Second Crisis » et

« Commercial Policy in the Underdeveloped Countries »¹⁵², le structuraliste Raul Prebisch prône des changements radicaux dans les échanges mondiaux. Il exprime clairement ses prescriptions pour mener à plus de développement sur la scène internationale.

Raul Prebisch¹⁵³ se classe dans la famille structuraliste puisqu'il croit que les inégalités entre les pays du Nord et du Sud sont causées et maintenues par le système capitaliste. S'inspirant des conséquences néfastes de l'industrialisation sur son pays, l'Argentine, il s'oppose à l'idée de croissance créatrice de développement. Le système économique mondial produit un échange inégal entre le Nord et le Sud. Le centre produit des biens manufacturés pour exportation vers la périphérie, alors que la périphérie produit des biens primaires pour les exporter vers le centre. En plus d'être de valeur-ajoutée moindre, les biens qui sont produits par la périphérie, soit les produits primaires, sont plus sujets à subir une baisse de valeur et plus sensibles aux fluctuations du marché que les produits manufacturés.

Il appelle ce phénomène la dégradation des termes de l'échange, la périphérie doit exporter de plus en plus pour obtenir un même prix. La théorie des avantages comparatifs de Ricardo n'entraîne donc pas d'énormes progrès de développement. De plus, le système actuel fait que le centre retient la valeur créée à la suite de progrès technologiques avec des institutions comme les syndicats et les organisations économiques. La périphérie, quant à elle, doit traduire cette valeur en baisse de prix

¹⁵² Prebisch, Raul. 1962. «The economic developpement of Latin America an its principal problems », *Economic Bulletin for Latin America* vol.7, 19 p. ; Prebish, Raúl. 1968. «United Nations Conference on Trade and Development Session.» *Vers une stratégie globale du développement: Rapport du Secrétaire général, Nations Unies*, 79 p.; Prebish, Raúl. 1981. «Capitalism: The Second Crisis», *Third World Quarterly*, vol. 3, no 3. p. 433-440.; Prebish, Raúl. 1962. «Commercial Policy in the Underdeveloped Countries». *The American Economic Review*, vol. 49, no 2. p. 251-273.

¹⁵³ Ibid.

de ses exportations. Pour arriver à se sortir de ce cercle vicieux du sous-développement, les pays du Sud se doivent de commercer entre eux pour se développer localement. Ils ne doivent pas attendre l'aide de l'extérieur. Les pays du Sud ont intérêt à se doter de politiques de protection de leur économie et de leurs ressources. Ils sont tenus de créer une économie de substitution au centre. Si la création d'un marché interne ne suffit pas, ils doivent avoir des marchés régionaux entre pays du Sud. L'économie nationale doit être développée et les termes de l'échange rétablis. Prebisch prône la création de barrières commerciales tarifaires et non tarifaires pour que l'accès aux marchés du Sud soit plus difficile pour le centre.

Prebisch eut une influence notable sur la scène internationale. Il a, entre autre, été le directeur de la CEPAL et le secrétaire général de la CNUCED. Il a aussi évolué sur la scène locale comme Président de la banque d'Argentine. Ses théories sont utilisées dans le monde et surtout en Amérique du Sud. Celles-ci ont mené à la création d'organisations économiques internationales comme le Mercosur. Cette organisation encourage les trajectoires commerciales régionales. D'ailleurs, une multitude d'organisations économiques régionales existent à travers le monde et leur but est de favoriser les échanges entre des pays qui possèdent des caractéristiques spécifiques telles la proximité de leur territoire. Ce phénomène de régionalisation est omniprésent et se répartit mondialement.

Prebisch voit le développement comme une recherche d'égalité au niveau mondial. Les pays sous-développés doivent se prendre en mains et créer des politiques qui favorisent le développement. C'est le commerce qui mènera au développement s'il devient plus égal entre les États du Nord et du Sud. Comme pour Myrdal, l'égalité est importante pour Prebisch, mais sa conception du développement diffère puisqu'elle n'est pas autant centrée sur la dimension sociale. Les deux auteurs croient que l'autodétermination des États sous-développés est le premier pas vers le développement. Par contre, Prebisch ne préconise pas un État-providence qui touche

à toutes les sphères de la société comme le fait Myrdal. L'intervention de l'État est primordiale pour les deux auteurs, mais les actions nécessaires à poser sont très différentes. Prebisch croit beaucoup plus à l'investissement et à l'échange que Myrdal, qui pense que la priorité est de créer des politiques sociales et de redistribution. Les priorités que l'État et les institutions doivent se donner pour créer l'égalité mondiale sont un point majeur de divergence entre ces auteurs.

3.3. Institutionnalistes

Le courant de l'institutionnalisme en économie apparaît dans les années vingt. Wesley Clair Mitchell et John Roger Commons sont souvent cités comme les fondateurs de ce courant. Ces auteurs s'intéressaient particulièrement à la résolution de problèmes concrets, et l'action des institutions était vu comme une manière de résoudre les problèmes de l'économie.

Un économiste comme John Commons s'intéressait aux conflits d'intérêt qui existent inévitablement dans l'économie, et plus particulièrement à l'action collective. À l'instar de nombreux autres économistes institutionnalistes, Commons a beaucoup travaillé au développement de législations en matière de travail aux États-Unis, considérant qu'il fallait encadrer le marché pour qu'il fonctionne correctement. Ainsi, les économistes institutionnalistes ont joué un rôle déterminant dans la création des institutions de l'État-providence américain, au début du XXe siècle.¹⁵⁴

Ce qui regroupe les penseurs dans le courant des institutionnalistes, est le fait qu'ils « considèrent que les institutions ont un rôle déterminant dans l'économie. Ils voient l'activité économique comme le résultat de l'action volontaire de stratégies d'acteurs. »¹⁵⁵ Ces le cas des auteurs de cette partie du chapitre, Joseph Stiglitz, Amartya Sen et Michael Porter. Comme nous l'avons vu dans les chapitres

¹⁵⁴ Tremblay, Diane-Gabrielle. 2002. «L'apport des théories institutionnalistes au renouvellement de l'approche d'économie politique». *Interventions économiques*, vol.28, no... p.8. Consulté le 20 novembre 2012. En ligne : <http://interventionseconomiques.revues.org/1115>

¹⁵⁵ Ibid, p.9.

précédents, c'est aussi le cas de Gunnar Myrdal. Tous ces auteurs croient que les institutions doivent jouer un rôle dans la création du développement.

Il faut tout de même préciser que ces quatre auteurs, bien qu'appartenant tous au courant institutionnaliste, se démarquent profondément les uns des autres. Alors que les démarches de Joseph Stiglitz et d'Amartya Sen se centrent sur la transformation des institutions internationales, Gunnar Myrdal et Michael Porter s'intéressent aux institutions nationales. Alors que Porter se contente de recommander des politiques économiques ciblées, Myrdal voit le rôle de l'État en matière de développement comme plus central et il invite l'État à s'impliquer dans tous les secteurs de la société. Le courant institutionnaliste a comme fil conducteur l'intervention des institutions mais à partir de ce point central, les auteurs qui le composent ont des idées qui sont à l'opposé les unes des autres et qui touchent toutes les sortes d'institutions.

3.3.1. Joseph Stiglitz

La thèse principale de Joseph Stiglitz transparaît dans les écrits « Helping Infant Economies Grow », « Aid for Trade », et « Growth, Initial Conditions, Law and Speed of Privatization in Transition Countries: 11 Years Later »¹⁵⁶. La réforme des institutions pour apporter le développement en est la ligne directrice.

Le penseur réputé Joseph Stiglitz¹⁵⁷ fait le constat de l'immobilisme des inégalités entre le Nord et le Sud tout au long des années soixante-dix et quatre-vingt. Les théories des précurseurs ont mené à l'échec et les structuralistes sont trop radicaux

¹⁵⁶ Stiglitz Joseph and Bruce Greenwald. 2006. «Helping Infant Economies Grow». *The American Economic Review*, Foundations of Trade Policies for Developing Countries, no .96 p. 141-146. Consulté le 21 décembre 2010. En ligne: http://works.bepress.com/joseph_stiglitz/12; Stiglitz, Joseph and Andrew Charlton. 2006. *Aid for Trade*. Commonwealth secretaria, 34 p. Consulté le 21 septembre 2010. En ligne: http://works.bepress.com/joseph_stiglitz/9 ; Stiglitz Joseph and Sergio Godoy. 2006. «Growth, Initial Conditions, Law and Speed of Privatization in Transition Countries: 11 Years Later». *NBER Working Paper Series*, no.11992. Consulté le 21 septembre 2010. En ligne: http://works.bepress.com/joseph_stiglitz/11

¹⁵⁷ Ibid.

pour que leurs théories aient été vraiment testées. De plus, la mondialisation, depuis les années quatre-vingt, n'a non seulement pas aidé le développement, mais a creusé encore plus les inégalités. Depuis l'avènement de la suprématie du néo-libéralisme et la régression de l'intervention de l'État qui voit son rôle réduit à la libéralisation, la privatisation et la stabilisation de l'économie, les disparités entre pays deviennent de plus en plus présentes. Bien que Stiglitz ne nie pas que la libéralisation crée du capital, il est fermement opposé au modèle prédominant puisque ce dernier n'aide en aucun cas la cause sociale et les populations.

Le Consensus de Washington va de pair, pour Stiglitz, avec le Fonds monétaire international. C'est en quelque sorte celui-ci qui garantit moins de crises en empêchant certains pays de sombrer et de se déconnecter du système économique mondial. En détenant des parts égales à son poids économique planétaire, au sein de l'organe décisionnel du FMI, les États-Unis s'accaparent le contrôle du système économique mondial. Ils écartent les pays qui bénéficient de l'aide de tout contrôle sur celle-ci et dirigent ainsi leur développement dans la voie néo-libérale. Cette procédure conduit le FMI d'échecs en échecs et ne contribue pas à améliorer les conditions de vie à travers la planète. Le but affirmé est la création de capital dans les pays sous-développés, pas la diminution de la pauvreté, et c'est là le cœur du problème.

Sans changer totalement la composition du monde et les institutions, Stiglitz explique qu'un progrès dans le domaine du développement pourrait être instauré en changeant la structure politique planétaire. Par exemple, au sein du FMI, un pouvoir décisionnel doit être donné aux pays en développement qui sont touchés par ces mesures, car ce sont eux qui peuvent le mieux orienter l'aide vers des besoins véritables et non vers les besoins d'un système qui place la majorité du monde en situation d'infériorité. En ce moment, ceux qui profitent de ce système inégal, sont ceux qui sont aux commandes, il est normal qu'ils tentent de conserver leur statut avec des mesures qui

leur soient favorables. Il doit s'opérer une restructuration de l'ordre mondial pour laisser de la place à tous les types d'États.

Stiglitz élaborera la théorie de l'asymétrie d'informations pour démontrer les causes des inégalités de développement.

En prolongement à l'analyse des effets du « risque moral » sur les propriétés positives et normatives de l'équilibre concurrentiel, Stiglitz [...] avance l'hypothèse d'un rationnement du crédit (refus d'un prêt à des conditions — taux d'intérêt surtout — auxquelles les « emprunteurs » acceptaient de s'endetter, pour les emprunteurs les plus risqués, comme condition d'équilibre du marché. En effet, en situation d'asymétrie d'information et d'incertitude sur la qualité des débiteurs et/ou des projets d'investissement, la présence du risque moral modifie radicalement la nature de l'équilibre concurrentiel : les prix du marché ne reflètent pas les coûts d'opportunités sociaux puisqu'il y a un rationnement du crédit.¹⁵⁸

Certains investisseurs possèdent une information dite parfaite et, donc, sont des acteurs concurrentiels alors que d'autres n'y ont pas accès. Cela est souvent le cas entre les pays industrialisés et les pays en développement. Les premiers ont accès à une information complète qui les avantage considérablement, alors que les seconds n'en ont pas les moyens. Il est nécessaire que tous aient la même connaissance du marché, de la finance et de tout ce qui s'y rattache pour créer plus d'égalité. Cette inégalité dément les théories néo-libérales sur lesquelles reposent la libre concurrence et le marché potentiellement égal pour tous.

En fervent institutionnaliste, Stiglitz croit qu'une réorganisation des organisations est nécessaire pour apporter le développement et que celle-ci doit se baser sur la

¹⁵⁸ Philippe, Gilles. 1992. « Incertitude, risque et asymétrie d'information sur les marchés financiers. » *Revue française d'économie*, vol. 7 no. 2, p. 67. Consulté le 25 novembre 2012. En ligne : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfec0_0769-0479_1992_num_7_2_1308

répartition égalitaire du pouvoir parmi tous les États. En donnant, aux pays en développement, un droit de regard sur les décisions concernant leur avenir, ceux-ci seront en mesure d'orienter leurs actions sur la réduction de la pauvreté et des inégalités.

Trade may be necessary for sustained industrial development, but it is not sufficient. In the right circumstances, trade liberalisation creates opportunities for development, but other factors determine the extent to which those opportunities are realised. In addition, any 'gross' welfare gains from trade liberalisation must be balanced against its associated costs. Liberalisation incurs adjustment costs as resources are moved from one sector to another in the process of reform and whereas it may take decades for multilateral trade reform to deliver gains to developing countries, the adjustment costs are automatic and usually upfront.¹⁵⁹

Encore très actif sur le plan international, Joseph Stiglitz a une carrière impressionnante.¹⁶⁰ Aux États-Unis, il a été le conseiller économique principal de Bill Clinton de 1995 à 1997, puis il a laissé sa marque comme président de la Banque mondiale de 1997 à 2000. Fervent défenseur de la réforme des institutions, il s'est battu durant toute sa carrière contre la structure du système mondial. Ses publications sont perçues comme pertinentes et réalistes et il écrit périodiquement pour donner son point de vue sur les événements mondiaux telle la crise économique ou la présidence de George Bush. Le président français Nicolas Sarkozy a mandaté Stiglitz en 2008 pour travailler à la création d'un outil de comparaison étatique qui doit aller plus en profondeur dans ses indicateurs que le PIB. Cet indicateur s'intéresse entre autre aux inégalités, à la consommation, à l'éducation, à l'environnement et au bien-être des populations.

¹⁵⁹ Stiglitz, Joseph and Andrew Charlton. 2006. *Aid for Trade*. Commonwealth secretaria, 34 p. Consulté le 21 septembre 2010. En ligne: http://works.bepress.com/joseph_stiglitz/9

¹⁶⁰ Stiglitz, Joseph. «Curriculum vitae Joseph Stiglitz». *Selected works of Joseph Stiglitz*, 6 p. Consulté le 21 septembre 2010. En ligne : http://works.bepress.com/joseph_stiglitz/

Le principal but du développement pour Stiglitz est la réduction des inégalités. Les États sont présentement inégaux dans le système mondial, il faut donc réformer les institutions pour corriger cela. L'égalité est la condition nécessaire à l'augmentation du niveau de vie et au développement. Stiglitz et Myrdal partagent cette conception d'États égalitaires et de conditions sociales au développement.

Par contre, selon Myrdal, le monde devrait se constituer en une grande institution internationale qui serait en fait un État-providence mondial et donc nécessiterait une réforme des institutions mondiales. En cela, il se distingue de Stiglitz qui ne changerait pas radicalement les institutions. Ce dernier souhaite seulement les rendre plus équitables. Aussi, Gunnar Myrdal accorde une grande importance à la structure politique des États nationaux qu'il juge nécessaire de réformer pour créer du développement alors que Stiglitz ne s'intéresse que très peu aux caractéristiques des États. Pour Stiglitz, la solution doit s'opérer au niveau mondial, et pour Myrdal, elle commence au niveau national.

3.3.2. Amartya Sen

Les principales publications d'Amartya Sen qui ont été étudiées sont *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*, et *L'économie est une science morale*¹⁶¹.

L'institutionnaliste Amartya Sen¹⁶² est certainement le penseur étudié dans ce travail pour qui la définition du développement est la plus centrée sur l'humain. Théoricien contemporain et natif d'un pays en développement, l'Inde, ses théories ont pour but la

¹⁶¹ Sen Amartya. 2003. *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*. Paris : Odile Jacob, 480 p. ; Sen, Amartya. 2003. *L'économie est une science morale*. Paris: La Découverte, 125 p.

¹⁶² Sen Amartya. 1999. «Autobiography». Éditeur *Tore Frängsmyr*, Stockholm, The Official Web Site of the Nobel Prize. Consulté le 15 novembre 2010. En ligne:http://nobelprize.org/nobel_prizes/economics/laureates/1998/sen-autobio.html

diminution de la misère, de la pauvreté et des inégalités. Il va jusqu'à affirmer que « l'accroissement des libertés réelles des individus est la seule mesure du développement qui vaille. »¹⁶³ La famine et la pauvreté, sujets sur lesquels il a beaucoup travaillé, sont causées par le système capitaliste mondial. Le système fait en sorte que ce ne sont pas tous les humains qui ont le droit de se nourrir, ce sont seulement ceux qui ont des moyens, moyens acquis par le travail moyennant un salaire. La famine n'est pas une question de ressources puisque la nourriture produite est de beaucoup excédentaire sur la planète. Pour Sen, c'est une question de « capacité ». La capacité est, par exemple, la possibilité pour quelqu'un de se nourrir. Sans capacité, les individus sont laissés sans alternative. Certaines populations n'ont pas la capacité d'augmenter leurs conditions de vie et ce fait revient à la structure du système mondial. Il est primordial que les institutions étatiques et internationales misent sur des mesures pour augmenter la capacité des populations des pays sous-développés. Pour Sen, la création de gouvernements démocratiques est une étape importante vers le développement. Il insiste sur le fait que le droit de vote universel n'est pas le seul garant d'une démocratie. L'accès à de réels choix politiques, à des conditions propices au vote ainsi qu'à une éducation politique adéquate sont aussi très importants. En tant qu'institutionnaliste, il encourage l'État à intervenir pour créer plus de bien-être en instaurant entre autres des politiques d'éducation obligatoires et de soins de santé accessibles. L'État doit créer la capacité.

¹⁶³ Duval, Guillaume. 2005. «Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté». *Alternatives Economiques*, no.21, p.4-7. Consulté le 1 décembre 2011. En ligne : http://www.alternatives-economiques.fr/un-nouveau-modele-economique--developpement_-justice_-liberte-amartya-sen_fr_art_222_25321.html

Amartya Sen¹⁶⁴ est un incontournable lorsqu'il est question de développement axé sur le bien-être des populations. Il est le créateur de l'Indice de développement humain (IDH), un instrument de mesure visant à pallier les lacunes du PIB lorsqu'on regarde la santé d'un État. Cette mesure permet une lecture sociale rapide des États et est très utile lors de comparaisons. Les Nations-Unies utilisent d'ailleurs cet indicateur fréquemment. L'expertise de Amartya Sen est fréquemment demandée par l'ONU et par d'autres pays. En 2008, la France l'a mandaté pour travailler avec Stiglitz sur un indicateur encore plus précis que l'IDH. Ses travaux sont utilisés à travers le monde dès qu'il est question de famine ou d'économie féministe. Ses travaux sur les femmes et leur place primordiale dans le développement ont mené à des initiatives locales axées sur celles-ci. Ses études sur les femmes manquantes en Asie ont ouvert les yeux du monde sur ce problème.

Amartya Sen conçoit le développement comme une réduction de la misère. Sur ce point, il rejoint parfaitement le développement social de Gunnar Myrdal. La place primordiale de l'État comme moteur de développement est commune aux deux auteurs ainsi que leur conception de la démocratie comme nécessaire à l'amélioration des conditions de vie. Pour eux, l'éducation et un système de santé accessible sont les piliers d'un développement fort et effectif. Bien que les deux auteurs prônent l'établissement d'États démocratiques, Myrdal les insère dans le modèle capitaliste mondial alors que Sen souhaite la fin de ce système. Aussi, ce dernier souhaite d'abord changer le système mondial, alors que Myrdal croit que le système mondial va naturellement devenir plus égalitaire avec la création au niveau national d'États-

¹⁶⁴ Sen, Amartya. 1999. «Autobiography». *Editor Tore Frängsmyr*, Stockholm, The Official Web Site of the Nobel Prize. Consulté le 15 novembre 2010. En ligne: http://nobelprize.org/nobel_prizes/economics/laureates/1998/sen-autobio.html

providence. Pour Myrdal, un monde juste et égalitaire est simplement l'étape suivante et inévitable.

3.3.3. Michaël Porter

C'est avec *L'avantage concurrentiel des nations*¹⁶⁵ que Michaël Porter se fait connaître en tant que figure importante de l'économie du développement. Les écrits de cet auteur, le plus récent des penseurs abordés, gravite autour des préceptes du Consensus de Washington et appuie le modèle du capitalisme mondial en se posant des questions sur la façon de profiter de la mondialisation.

Sa thèse principale est qu'il faut créer et encourager des politiques économiques des pôles de concentration dans les États. Le développement de pôles de compétences géographiques, qu'il nomme *Clusters*, est une voie pour le développement. Les *Clusters* sont des concentrations géographiques de compagnies interconnectées qui sont toutes en lien les unes avec les autres et qui ont une relation d'entraide. Elles sont toujours associées à un secteur géographique donné et à proximité les unes des autres. Porter constate que, lorsqu'il y a formation de *Clusters*, il y a une plus grande productivité, plus d'innovations et une croissance de la région où elle est implantée.

Le gouvernement doit s'impliquer au niveau microéconomique, enlever les obstacles à la croissance et prioriser la formation de *Clusters*. Celles-ci sont une force pour les exportations et attirent les investissements étrangers. Les gouvernements doivent, à la fois, créer des conditions propices à l'apparition de nouveaux *Clusters* et aider celles existant à se développer. Ils doivent avoir les *Clusters* en tête dans l'élaboration de leur politique économique. Un des avantages les plus importants dans l'économie global est de rester local et de former des *Clusters* qu'il ne faut surtout pas diviser. En aidant la formation de *Clusters*, les États aident le développement de leur économie.

¹⁶⁵ Porter, Michaël. 1993. *L'avantage concurrentiel des nations*. Paris: Inter-Editions, 260 p.

Très influent aux États-Unis, Porter publie de nombreux articles sur les manières d'aider l'économie. Le modèle des *Clusters* est appliqué dans de nombreux pays industrialisés, par exemple la fameuse Silicone Valley, endroit aux États-Unis où une large concentration d'entreprises de domaines connexes ont leurs activités, performe sur le plan de la productivité.

Porter conçoit le développement en terme de productivité des entreprises, de gain de compétitivité et d'avantages en situation de concurrence. Sa seule ressemblance avec l'institutionnaliste Gunnar Myrdal est le fait qu'il prône une intervention étatique pour orienter l'économie. Son apport en économie du développement et son influence mondiale démontrent que la conception du développement comme croissance économique n'est pas désuète. Le développement axé sur le social de Myrdal cohabite avec les conceptions axées purement sur l'économie.

CONCLUSION

L'économie du développement est sans conteste une discipline complexe, de nombreux chercheurs tentent de régler le problème du sous-développement. La problématique du développement est l'une des plus préoccupante sur la scène internationale puisque des gens en souffrent. Les populations des pays sous-développés n'arrivent pas à combler leurs besoins primaires encore aujourd'hui, alors qu'en Occident, ce sont les problèmes de surconsommation et d'obésité qui sont de plus en plus préoccupants. Cette inégalité flagrante pousse les penseurs à élaborer des théories susceptibles d'arriver à régler le problème du développement. Malgré plus de soixante-dix ans d'initiatives à travers le monde, les disparités persistent et il est encore nécessaire de se préoccuper de la situation. Le système mondial capitaliste est toujours dominant bien que le constat de son imperfection soit maintenant presque unanime dans la documentation sur le sujet.

Les grandes crises économiques récentes n'ont fait qu'accentuer le scepticisme des auteurs face à l'économie du développement. L'optimisme des auteurs n'est plus général et le développement mondial est devenu une utopie pour certains. Dans ce contexte, qui n'est pas très éloigné de celui où Gunnar Myrdal a élaboré ses théories, il est intéressant de revisiter les écrits des penseurs en économie du développement et de les confronter au monde actuel. C'est pourquoi, pour conclure, j'ai trouvé pertinent de confronter les principaux concepts de Gunnar Myrdal aux particularités du monde d'aujourd'hui.

Le concept principal de l'œuvre de Gunnar Myrdal, le développement conçu comme social, nouveau dans les théories à l'époque de l'émergence de l'auteur, a continué de croître en popularité bien que le modèle libéral domine aujourd'hui la scène internationale. De très nombreux auteurs réclament un développement au nom de l'amélioration des conditions de vie des populations et ce discours est omniprésent

sur la scène internationale. Les dirigeants mondiaux ne peuvent ignorer la problématique de l'inégalité des conditions de vie à travers le monde, et de très nombreux programmes d'aide découlent de cette conception du développement social. C'est le cas d'Amartya Sen, de Joseph Stiglitz, de Samin Amir, de Furtado et de Prebisch. Le développement social de Gunnar Myrdal est un concept largement partagé en économie du développement depuis les années quatre-vingt.

Les concepts de démocratie et d'égalité, qui sont au cœur de la pensée de Gunnar Myrdal, sont aussi des valeurs présentes sur la scène internationale actuelle. Bien que tous les pays ne soient pas des démocraties et, qu'au sein même des démocraties, il n'y ait pas toujours l'égalité, ce sont des principes validés et prônés par l'Occident et les institutions internationales telles que l'ONU. La Charte des droits et libertés est un exemple de mesure pour étendre ces valeurs dans le monde. Donc, même si l'application est insatisfaisante, l'idéal mondial tend au respect de la démocratie et de l'égalité pour tous. Les auteurs contemporains en économie du développement basent aussi souvent leurs recherches sur l'idéal de l'avènement de l'égalité mondiale comme l'avait fait Gunnar Myrdal. Donc, sur ce point, ses idées sont toujours actuelles.

L'idée de planification étatique élaborée par Myrdal pour accélérer le développement a beaucoup été appliquée par les gouvernements au courant des décennies soixante à quatre-vingt. Par contre, depuis les années quatre-vingt-dix, la majorité des pays occidentaux ont réduit leur planification pour donner plus de place au libre marché et à la concurrence sauvage. Les idées de Myrdal, en ce sens, ont tranquillement été remplacées par d'autres qui ont poussé à la réduction du contrôle de l'État en économie. Par contre, de grandes économies émergentes comme la Chine appliquent une planification rigoureuse avec un réel succès. Même si la tendance est à la réduction de l'État en Occident, la dernière crise économique a quelque peu renversé ce processus et certains États ont utilisé la planification pour relancer leur économie.

Bien que dénoncée par les économistes, la planification économique reste omniprésente dans les États et une majorité d'entre eux ont toujours des programmes de planification sociale. Il ne dépend que de la volonté des États d'appliquer les idées de Gunnar Myrdal puisque la structure du monde n'a pas suffisamment changé pour les rendre impossibles ou désuètes.

Le concept d'État-providence de Gunnar Myrdal a subi le même sort que celui de la planification. Après avoir massivement adhéré à la création d'États-providence, les pays occidentaux se sont rendus compte des désavantages de ce modèle et surtout des coûts astronomiques que celui-ci ajoutait pour l'État. Tranquillement, le modèle dominant est redevenu le libéralisme puisque, petit à petit, les gouvernements ont abandonné les lourdes politiques de régulation économiques et sociales. Par contre, la crise économique a ravivé les propositions d'États de redistribution des richesses en Occident. De plus, les États ont conservé de nombreuses politiques sociales dans les domaines de la santé, de l'éducation et du chômage. Ces politiques sont inégales à travers l'Occident, mais persistent malgré le modèle libéral dominant.

À l'époque où l'État-providence national était le modèle dominant en Occident, l'idée de Myrdal de créer un État-providence mondial semblait possible et souhaitable. Par contre, avec l'abandon du modèle au niveau national, il est difficile d'imaginer son avènement. De plus, pour Myrdal, cet État-providence mondial était créé à partir des États-providence nationaux et il était, en quelque sorte, le prolongement des politiques internes. Dans cette optique, il semble encore plus improbable que les idées internationales de Myrdal se réalisent dans le futur. L'État-providence mondial est la proposition de Gunnar Myrdal qui semble la plus difficile à réaliser dans le monde actuel. Il semble que, sur la scène internationale, un mouvement de régionalisation a remplacé le désir d'universalité. Les grandes organisations internationales ont de plus en plus de difficultés à créer des actions multilatérales et à faire le consensus sur des questions importantes telles que l'économie, l'environnement et même la sécurité.

Bien qu'une partie des concepts fondamentaux de Gunnar Myrdal soient désormais moins valorisés sur la scène internationale, son regard sur des problématiques spécifiques est toujours pertinent. Son texte *Les aspects économiques de la santé*¹⁶⁶ traite d'une question qui interpelle toujours les penseurs et politiciens. Le choix, pour un État, de prendre en charge les coûts de la santé de sa population n'est toujours pas quelque chose de répandu partout sur la planète. Les débats à ce sujet sont d'ailleurs très importants aux États-Unis et il existe des arguments pour défendre toutes les positions. Son texte peut être utilisé pour démontrer que, même si les coûts de la prise en charge des soins de santé par l'État semblent faramineux, les bénéfices en sont encore plus appréciables et qu'en fait l'État gagne à prendre cette décision. Aussi, pour les pays sous-développés, l'accès à des soins de santé universels aurait pour effet de briser le cercle de la maladie et de la pauvreté. Dans ces pays, les gens sont pauvres et vivent dans l'insalubrité, ce qui est cause de maladie. De plus, leur pauvreté les empêche de se soigner, ce qui cause une baisse de productivité de la population.

Le sous-développement n'est toujours pas disparu depuis et les inégalités entre pays non plus. C'est la raison pour laquelle les idées de Myrdal restent pertinentes. Aujourd'hui, la position de Myrdal qui exprimait l'obligation pour les pays du Nord de se départir d'une partie de leur richesse pour enrayer la pauvreté du Sud est toujours partagée par de très nombreux penseurs. La théorie de Myrdal sur les investissements étrangers et leur portée réduite sur la pauvreté mondiale est toujours d'actualité puisque ces actions profitent toujours à un nombre très restreint de pays. Les constatations de Gunnar Myrdal sur l'état du développement dans le monde

¹⁶⁶ Myrdal, Gunnar. 1957. *Economic Theory and Under-developed Regions*. London: Duckworth, 167 p.

décrivent toujours une réalité puisque les inégalités demeurent et on ne constate que trop peu de progrès malgré les années.

Bien que l'on constate une diminution de l'application des idées de Gunnar Myrdal à travers le monde, les problèmes pour lesquels il les a élaborées demeurent inchangés. C'est pourquoi les thèses de l'auteur sont toujours intéressantes sur le plan théorique. Elles répondent à un problème qui reste entier et, avec une volonté politique mondiale, elles pourraient être appliquées. Devant les nouveaux défis que pose le capitalisme, il est probable de voir, dans le futur, réapparaître les idées de Myrdal en politique.

L'auteur Gunnar Myrdal, pendant sa longue carrière, a contribué à l'émergence des idées pour contrer le sous-développement. Ses théories, réalistes et innovantes, lui ont permis d'être considéré comme un incontournable de l'économie du développement. Bien que certains de ces concepts soient partagés par d'autres chercheurs en économie du développement, l'analyse a démontré que Gunnar Myrdal, dans son traitement de ces concepts, opte pour une approche, à l'époque, tout à fait innovatrice. Il est entre autre un précurseur de l'économie sociale et ses analyses des situations de sous-développement au niveau mondial se révèlent être d'une grande perspicacité. Aucun auteur ne propose ces concepts comme le fait Gunnar Myrdal et aucun d'eux n'a pu profiter de la grande liberté qu'il a connue en Suède pour l'application de ceux-ci.

Pour conclure, cette recherche a permis de démontrer que l'auteur Gunnar Myrdal a toujours une influence sur la discipline de l'économie du développement. Il a eu la chance de pouvoir appliquer ses théories avec succès en Suède et ailleurs dans le monde, ce que très peu de théoriciens ont déjà fait. Aussi, bien que les théories dites sociales-démocrates soient, pour le moment, écartées de la scène mondiale, elles ont, à un moment, été en avant plan et il est possible que dans le futur elles le

redeviennent. Les idées de Gunnar Myrdal, qui sont toujours potentiellement applicables, doivent être étudiées et prises en considération pour faire aux problèmes économiques et sociaux actuels. Cette recherche a démontré que les théories de Myrdal sont intéressantes et c'est sûrement la raison pour laquelle ce penseur exerce toujours une influence théorique significative en économie du développement.

BIBLIOGRAPHIE

Akadul, Deniz. 2006. «The New Development Economics. After the Washington Consensus». *Études internationales*, vol. 38, no. 2, juin 2007, p. 260-262. Consulté le 21 septembre 2010. En ligne :

<http://www.erudit.org/revue/ei/2007/v38/n2/016030ar.html>

Amin, Samir. 1994. «La nouvelle mondialisation capitaliste : Problèmes et Perspectives». *Alternatives Sud*, vol. 1, 12 p. Cahiers édités par le Centre Tricontinental, Louvain-la-Neuve. Consulté le 12 juin 2012. En ligne :

http://cetri.domainepublic.net/IMG/pdf/1994-1_Amin.pdf

Amin, Samir. 2001. «Imperialism and Globalization». *Monthly Review*, vol. 53, no.2, 5 p.

Amin, Samir. 2000. «The Political Economy of the Twentieth Century». *Monthly Review*, vol. 52, no. 2, 9 p.

Amin, Samir. 2003. «World Poverty, Pauperization & Capital Accumulation». *Monthly Review*, vol. 55, no. 5, 7 p.

Angrenaso, James. 1998. *The Political Economy of Gunnar Myrdal: An Institutional Basis for the Transformation Problem*. Cheltenham : Edward Elgar Publishing, 197p.

Assidon, Elsa. *Les théories économiques du développement*. Paris: La Découverte, 123 p.

Azoulay Gérard. 2002. *Les théories du développement : du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités*. Paris : Lavoisier, 332 p.

Biais, Bruno et Thierry Foucault. 1993. «Asymétrie d'information et marchés financiers : une synthèse de la littérature récente». *L'Actualité économique*, vol. 69, no. 1, p. 8-44. Consulté le 30 novembre 2011. En ligne :

<http://www.erudit.org/revue/ae/1993/v69/n1/602095ar.pdf>

Bryant Coralie et Christina Kappaz. 2008. *Paix et pauvreté: Un développement équitable pour réduire les conflits*. Paris : ECLM presses, 321 p.

Découflé, André-Clément, 1970. «Gunnar Myrdal, Asian Drama, An inquiry into the poverty of nations», *Revue Tiers-Monde*, vol. 11, no. 42, p. 607-610. Consulté le 28 janvier 2012. En ligne :

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_00407356_1970_num_11_42_1722_t1_0607_0000_1

Directeurs d'Instituts de formation et de recherche en matière de développement. 1967. *Aspects multidisciplinaires du développement regional: réunion annuelle des directeurs d'Instituts de formation et de recherche en matière de développement*. Montpellier : OECD Publishing, 298 p.

Dostaler, Gilles. 1991. «Les premiers travaux économiques de Gunnar Myrdal». *L'Actualité économique*, vol. 67, no. 2, p.192-217. Consulté le 22 juin 2011. En ligne : <http://www.erudit.org/revue/ae/1991/v67/n2/602033ar.html>

Dostaler, Gilles. 2007. «Arthur Lewis, anatomie du sous-développement.» *Alternatives économiques*, no. 154, 6 p. Consulté le 25 novembre 2012. En ligne : http://www.alternatives-economiques.fr/william-arthur-lewis--anatomie-du-sous-developpement_fr_art_207_24501.html

Dostaler, Gilles et Diane Éthier, Laurent Lepage. 1990. *Gunnar Myrdal et son œuvre*, Presses de l'Université de Montréal, 230 pages.

Dupré Robert et Gagné Gilles. 1983. *Portraits de grands économistes : Gunnar Myrdal*. Montréal : La Société, Service des transcriptions et dérivés de la radio, 22 p.

Duval, Guillaume. 2005. «Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté». *Alternatives Economiques*, no.21, p.4-7. Consulté le 1 décembre 2011. En ligne : http://www.alternatives-economiques.fr/un-nouveau-modele-economique--developpement.-justice.-liberte-amartya-sen_fr_art_222_25321.html

Eclac, 2000. «Biography, Mr. Raul Prebisch». *The Economic Commission for Latin America*, 2 p. Consulté le 20 novembre. En ligne : http://www.eclac.org/cgi-bin/getprod.asp?xml=/noticias/paginas/5/14295/P14295.xml&xsl=/tpl-i/p18fst.xsl&base=/tpl-i/top-bottom_acerca.xsl

Frobert Ludovic et Cyrille Ferraton. 2003. «Gunnar Myrdal l'économie comme science morale». *L'Économie politique*, no. 20, p.100-112. Consulté le 31 mars 2011. En ligne : www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2003-4-page-100.htm.

Furtado, Celso. 1976. *Théorie du développement économique*. Paris : Presses universitaires de France, 281 p.

Furtado, Celso. 1984. *Le mythe du développement économique* Paris: Anthropos, 151 p.

Furtado, Celso. 1970. *Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine*. Paris : Calmann-Lévy, 276 p.

Furtado, Celso. 1976. *Economic Development of Latin America: Historical Background & Contemporary Problems*. Cambridge University Press, 213 p.

Gill, Louis. 1990. *Myrdal et la troisième voie*. Chicoutimi : UQAC, 27 p. Consulté le 24 novembre. En ligne : <http://classiques.uqac.ca/>. Ceci est un texte publié dans l'ouvrage sous la direction de Gilles Dostaler, Diane Éthier et Laurent Lepage. 1990. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal; Paris: Économica, p. 143-157.

Hirschman, Albert. 1958. *The strategy of economic development*. New Haven : Yale University Press, 217 p.

Hirschman, Albert. 1967. *Development projects observed*. Washington: Brookings Institution, 197 p.

Hirschman, Albert. 1964. *National Power and the structure of foreign trade*. University of California : Publications of the bureau of business and economic research, 250 p.

Hoff, Karla. 2000. *The Modern Theory of Underdevelopment Traps*. Washington : Annual World Bank Development Economics Conference, 56 p. Consulté le 14 novembre 2012. En ligne : <http://siteresources.worldbank.org/DEC/Resources/84797-1251813753820/6415739-1251814020192/hoff.pdf>

Hugon, Philippe. 2007. « Retour sur une cinquantaine d'années d'économie du développement », *Revue Tiers Monde*, vol. 3, no.191, 256 p. Consulté le 22 octobre 2012. En ligne : http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=RTM_191_0717

Hugon, Philippe. 2006. «Peut-on parler d'une crise ou d'un renouveau de l'économie du développement durant la dernière décennie?». *Revue Tiers Monde*, vol. 3, no. 187, p. 591-619. Consulté le 12 juillet 2012. En ligne : www.cairn.info/revue-tiers-monde-2006-3-page-591.htm.

Jackson, A, Walter.1987. *Gunnar Myrdal and America's Conscience: Social Engineering and Racial Liberalism*. University and North Carolina press: 442 p.

Klein A, Philip. 1983. «The Neglected Institutionalism of Wesley Clair Mitchell: The Theoretical Basis for Business Cycle Indicators». *Journal of Economic Issues*. Association for Evolutionary Economics, vol.17, no. 4, p.867-899. Consulté le 2 novembre 2012. En ligne : <http://www.jstor.org/stable/4225372>

Lalonde, Francine. 1990. «Gunnar Myrdal et la social-démocratie». *Les classiques des sciences sociales*, Chicoutimi : UQAC, 24 p. Consulté le 24 novembre. Ceci est un texte publié dans l'ouvrage sous la direction de Gilles Dostaler, Diane Éthier et Laurent Lepage. 1990. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal; Paris: Économica, pp. 143-157.

Lankester, Tim. 2004. «Asian drama: the pursuit of modernization in India and Indonesia », *Asian Affairs*, vol. 35, no. 3, p.291-304. Consulté le 27 janvier 2012. En ligne : http://www.cdi.anu.edu.au/featured_articles/featured_articles_downloads/CDINews-Mar05_TimLankester_AA.pdf

Lewis, Arthur. 1992. «Autobiography From Nobel Lectures». *Economics 1969-1980*, Editor Assar Lindbeck, World Scientific Publishing Co., Singapore: Nobelprize.org. Consulté le 15 novembre 2010. En ligne : http://nobelprize.org/nobel_prizes/economics/laureates/1979/lewis-autobio.html

Lewis, W. Arthur. 1954. «Economic Development with Unlimited Supplies of Labor». *School of Economic and Social Studies*, vol.22, p.139-91.

Lewis, Wiliam Arthur.1967. *La théorie de la croissance économique*. Paris: Payot, 453 p.

Lindbeck, Assar.1973. *Swedish economic policy*. University of California Press, 268 p.

Malgrange, Pierre et Patrick Plane. 2008. «Économie du développement et de la transition». *Présentation générale*, no. 186, p. 1-10. Consulté le 22 septembre 2010. En ligne: www.cairn.info/revue-economie-et-prevision-2008-5-page-1.htm.

Marchal, André. 1950. « L'apport des Suédois à la théorie économique contemporaine. « L'équilibre monétaire » de Gunnar Myrdal ». *Revue économique*, vol. 1, no.4, p. 498-507. Consulté le 24 novembre 2012. En ligne : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/reco_0035-2764_1950_num_1_4_406779

Myrdal, Gunnar. 1974. «First we must change society». *Bulletin of atomic scientist*, vol.19, 10 p.

Myrdal, Gunnar. *Famous people*. Consulté le 15 juin 2012. En ligne : <http://www.thefamouspeople.com/profiles/gunnar-myrdal-300.php>

Myrdal, Karl Gunnar.1974. *Encyclopedia of World Biography on Karl Gunnar Myrdal*. Consulté le 15 juin 2012. En ligne : <http://www.bookrags.com/biography/karl-gunnar-myrdal/>

Myrdal, Gunnar.1974. *Biography*. Nobel Prize, The official site of Nobel Prize. Consulté le 15 juin 2012. En ligne : http://www.nobelprize.org/nobel_prizes/economics/laureates/1974/myrdal-bio.html/

Myrdal, Gunnar.1952. «Les aspects économiques de la santé». *Revue économique*, vol. 3, no. 6. p.785-804. Consulté le 22 octobre 2011. En ligne : <http://www.youscribe.com/catalogue/presse-et-revues/savoirs/sciences-humaines-et-sociales/les-aspects-economiques-de-la-sante-article-n-6-vol-3-pg-1033658>

Myrdal, Gunnar.1963. *Planifier pour développer de l'État-providence au monde-providence*. Paris : Les éditions ouvrières, 261 p.

Myrdal, Gunnar. 1969. «L'État « mou » en pays sous-développés». *Tiers-Monde*, vol. 10, no.37, p. 5-24.

Myrdal, Gunnar. 1944. *The Negro Problem and Modern Democracy*. New York: Harper, 936 pages.

Myrdal, Gunnar et Cyrille Ferraton. 2008. *Les valeurs guident et accompagnent notre recherche : L'institutionnalisme de Myrdal*. Paris: Ens. Editions, 96 p.

Myrdal, Gunnar.1990. *The political element in the development of economic theory*. New Brunswick : Transaction Publishers, 298 p.

Myrdal, Gunnar. 1963. *Théorie économique et pays sous-développés*. Paris: Présence africaine, 190 p.

Myrdal, Gunnar. 1957. *Economic Theory and Under-developed Regions*. London: Duckworth, 167 p.

Myrdal, Gunnar. 1971. «Are the Developing Countries Really Developing?». *Bulletin of the Atomic Scientist*, édition janvier, p.21-31.

Myrdal, Gunnar. *Encyclopedia of World Biography on Karl Gunnar Myrdal*. Consulté le 15 juin 2012. En ligne : <http://www.bookrags.com/biography/karl-gunnar-myrdal/>

Myrdal, Gunnar. 1968. *Asian Drama: An Inquiry into the Poverty of Nations*. New York : Twentieth Century Fund, 2284 p.

Myrdal, Gunnar. 1952. «Les aspects économiques de la santé», *Revue économique*. Vol. 3, no. 6. p. 785-804. Consulté le 22 octobre 2011. En ligne : <http://www.youscribe.com/catalogue/presse-et-revues/savoirs/sciences-humaines-et-sociales/les-aspects-economiques-de-la-sante-article-n-6-vol-3-pg-1033658>

Myrdal, Gunnar. 1974. «First we must change society». *Bulletin of atomic scientist*, vol.19, 10 p.

Panico, Carlo et Rizza, Maria- Olivella, 2009. «Myrdal, Growth Processes and Equilibrium Theories». *Geography, structural change and economic development : theory and empirics*, Cheltenham, p. 183-202. Consulté le 22 juin 2012. En ligne : <http://growthbook4.ec.unipi.it/Chapter7.pdf>

Perlman, Selig. 1945. «John Rogers Commons 1862-1945». *The American Economic Review*, vol. 35, no. 4, p. 782-786. Consulté le 2 novembre 2012. En ligne: <http://www.jstor.org/stable/1809429>

Philippe, Gilles, 1992. «Incertitude, risque et asymétrie d'information sur les marchés financiers.» *Revue française d'économie*, vol. 7 no.2, p. 67. Consulté le 25 novembre 2012. En ligne : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfec0_0769-0479_1992_num_7_2_1308

Piveteau, Alain et Éric Rougier. 2010. «Émergence, l'économie du développement interpellée». *Revue de la régulation*, no. 7, 9 p. Consulté le 22 septembre 2010. En ligne: <http://regulation.revues.org/index7734.html>

Polanyi, Karl. 1983. *La grande transformation : Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris : Gallimard, 350 p.

Porter, Michaël. 1993. *L'avantage concurrentiel des nations*. Paris: Inter-Éditions, 260 p.

Prebisch, Raul. 1962. «The economic development of Latin America and its principal problems », *Economic Bulletin for Latin America* vol.7, 19 p.

Prebisch, Raúl. 1968. «United Nations Conference on Trade and Development Session». *Vers une stratégie globale du développement: Rapport du Secrétaire général*, Nations Unies, 79 p.

Prebisch, Raúl. 1981. «Capitalism: The Second Crisis». *Third World Quarterly*, vol. 3, no. 3, p. 433-440.

Prebisch, Raúl. 1962. «Commercial Policy in the Underdeveloped Countries». *The American Economic Review*, vol. 49, no. 2. p. 251-273.

Rakoniewski, Alain. 1986. *Gunnar Myrdal: un jugement de valeur hétérodoxe sur les statuts et rôles du jugement de valeur en économie et en économie du développement*. Paris : Histoire de la pensée économique et épistémologie, DEA. 236 p.

Ranis, Gustav. 2004. *Arthur Lewis' contribution to development thinking and policy*, New Haven: Economic growth center, Yale University, 16 p.

Rosenstein-Rodan, Paul. 1943. «Problems of Industrialization of Eastern and South-Eastern Europe», *Economic Journal*, no 53. p. 202-213.

Rostow, Walt Whitman. 1970. *Les étapes de la croissance économique*. Paris: Éditions du Seuil, 252 p.

Rostow, Walt Whitman. 1971. *Politics and the stages of growth*. Angleterre: Cambridge, University Press, 410 p.

Santos, Milton. 1974. «Sous-développement et pôles de croissance économique et sociale». *Tiers-Monde*, vol.15, no. 58. p. 271-286. Consulté le 18 février 2012. En ligne : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_00407356_1974_num_15_58_2000

Schumpeter A. Joseph, 1950. «Wesley Clair Mitchell (1874-1948)». *The Quarterly Journal of Economics*, Oxford University Press, vol. 64, no. 1, p. 139-155. Consulté le 2 novembre 2012. En ligne: <http://www.jstor.org/stable/1881963>

Simonnet, Jean-Paul. 2008. «L'analyse keynésienne : rupture radicale ou projet inachevé ?». *Un peu d'économie*, Édition 2008, 6 p. Consulté le 24 novembre 2012. En ligne : <http://www.lyc-arsonval-brive.ac-limoges.fr/jp-simonnet/spip.php?article193>

SIPRI, 2012. Site officiel du SIPRI. Consulté le 2 novembre 2012. En ligne : <http://www.sipri.org/>

Sen Amartya. 2003. *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*. Paris : Odile Jacob, 480 p.

Sen, Amartya. 2003. *L'économie est une science morale*. Paris: La Découverte, 125 p.

Sen Amartya. 1999. «Autobiography». *Editor Tore Frängsmyr*, Stockholm, The Official Web Site of the Nobel Prize. Consulté le 15 novembre 2010. En ligne: http://nobelprize.org/nobel_prizes/economics/laureates/1998/sen-autobio.html

Sherman, Howard 1976. «The Veblen-Commons Award: Gunnar Myrdal». *Journal of Economic Issues*, vol. 10, no. 2, p. 210-214. Consulté le 24 novembre 2012. En ligne : <http://www.jstor.org/stable/4224484>

Smith, James P. et Finis R. Wechl. 1989. «Economic Progress After Myrdal». *Journal of Economic Literature*, vol. 27, no. 2, p. 519-564. Consulté le 2 février 2010. En ligne : <http://www.jstor.org/stable/2726688>

Stiglitz Joseph and Bruce Greenwald. 2006. «Helping Infant Economies Grow». *The American Economic Review*, Foundations of Trade Policies for Developing Countries, no.96 p.141-146. Consulté le 21 décembre 2010. En ligne: http://works.bepress.com/joseph_stiglitz/12

Stiglitz, Joseph and Andrew Charlton. 2006. *Aid for Trade*. Commonwealth secretaria, 34 p. Consulté le 21 septembre 2010. En ligne: http://works.bepress.com/joseph_stiglitz/9

Stiglitz Joseph and Sergio Godoy. 2006. «Growth, Initial Conditions, Law and Speed of Privatization in Transition Countries: 11 Years Later». *NBER Working Paper Series*, no.11992, p.11-23. Consulté le 21 septembre 2010. En ligne: http://works.bepress.com/joseph_stiglitz/11

Stiglitz, Joseph. «Curriculum vitae Joseph Stiglitz». *Selected works of Joseph Stiglitz*, 6 p. Consulté le 21 septembre 2010. En ligne :

http://works.bepress.com/joseph_stiglitz/

Swiftpaper, «Biography of Walt Whitman Rostow». Consulté le 5 novembre 2010.
En ligne: http://www.swiftpapers.com/biographies/Walt_Whitman_Rostow-34508.html

Treillet, Stephanie. 2001. «Le structuralisme, une revue des hypothèses d'actualité.»
Monde en développements, no.1 p.113-114. Consulté le 20 novembre 2012. En ligne :
<http://www.preavis.org/breche-numerique/article842.html>

Tremblay, Diane-Gabrielle. 2002. «L'apport des théories institutionnalistes au
renouvellement de l'approche d'économie politique». *Interventions économiques*,
vol.28, 8 p. Consulté le 20 novembre 2012. En ligne :
<http://interventionseconomiques.revues.org/1115>

Van Loo, Ina Kay. 1987. *Gunnar Myrdal's Unique Approach to Problems of
Economic Development*. Barrington : Vantage Press, 102 p.

Vidal, Jean-François. 2010. «Crises et transformations du modèle social-démocrate
suédois». *Revue de la régulation*, no. 8, 15 p. Consulté le 27 janvier 2012. En
ligne: <http://regulation.revues.org/index8931.html>